



HAL
open science

La Citadelle: colonie d'enfants réfugiés de la Guerre civile espagnole (1937-1939)

Txomin Hiriart-Urruty

► **To cite this version:**

Txomin Hiriart-Urruty. La Citadelle: colonie d'enfants réfugiés de la Guerre civile espagnole (1937-1939). Histoire. 2015. dumas-01416583

HAL Id: dumas-01416583

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01416583v1>

Submitted on 14 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR
UFR DE LETTRES, LANGUES, SCIENCES HUMAINES ET SPORT
MASTER 2 CULTURES, ARTS ET SOCIÉTÉS
Spécialité : RECHERCHE



La Citadelle : Colonie d'enfants réfugiés de la Guerre civile espagnole (1937-1939)



Année universitaire 2014/2015
Présenté par TXOMIN HIRIART-URRUTY
Sous la direction de ME. SYLVAINÉ GUINLE LORINET

UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR
UFR DE LETTRES, LANGUES, SCIENCES HUMAINES ET SPORT
MASTER 2 CULTURES, ARTS ET SOCIÉTÉS
Spécialité : RECHERCHE

**La Citadelle : Colonie d'enfants réfugiés de la
Guerre civile espagnole
(1937-1939)**

Année universitaire 2014/2015
Présenté par TXOMIN HIRIART-URRUTY
Sous la direction de M^E. SYLVAINÉ GUINLE LORINET

Remerciements

Je voudrais remercier Denise Olhagaray pour m'avoir sensibilisé à ce sujet passionnant et Jokin mon premier témoin, Bixent, Xan et Nahia pour leurs compétences informatiques, Miren, Martin et Iñaki pour leurs relectures. Je voudrais aussi remercier Marina pour son soutien et sa patience, Pierre Phagoape pour m'avoir mis sur de nombreuses pistes et Victor Pereira et Sylvaine Lorinet pour m'avoir suivi pendant ma première et ma deuxième année. Je remercie également le personnel des archives départementales des Pyrénées Atlantiques, des Archives Historiques d'Euskadi, de la fondation Sabino Arana Goiri et Alain Zuaznabar-Inda, chargé du patrimoine de la mairie de Saint-Jean-Pied-de-Port pour leur aide dans mes recherches. Mais surtout Ama pour ses nombreuses relectures et corrections et sa patience.

Dédicace

Je dédicace cet ouvrage à tous ceux qui ont souffert et souffrent de la barbarie et spécialement à ces milliers d'enfants innocents arrachés à leurs foyers et à leurs familles partout à travers le monde.

Table des matières

INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE 1 : DE BILBAO À SAINT-JEAN-PIED-DE-PART PRÉPARATIFS ET ÉVACUATION	25
CHAPITRE 2 : LA VIE À LA CITADELLE.....	69
CHAPITRE 3 : UNE COLONIE PARTICULIÈRE.....	114
CONCLUSION.....	160
SOURCES.....	166
BIBLIOGRAPHIE.....	168

Introduction

Le 24 juin 1937, plus de 500 enfants et une trentaine d'adultes arrivent à Saint-Jean-Pied-de-Port en provenance de la Biscaye. En effet, celle-ci vient de tomber entre les mains de la rébellion fasciste qui affronte la jeune République espagnole depuis près d'un an. Les 17 et 18 juillet 1936, une insurrection militaire soutenue par les partis d'extrême droite et les monarchistes débute un peu partout en Espagne. L'objectif de celle-ci : mettre fin à la seconde République espagnole qui avait débuté six ans plus tôt en renversant la monarchie. Il faut dire que depuis son avènement elle n'a jamais fait preuve de stabilité et les gouvernements de droite comme de gauche s'y succèdent. Il y a un climat de tensions extrêmes qui balance entre révolution socialiste et coup d'État militaire. Par exemple en 1932, le général Sanjurjo fait une tentative de putsch et en 1934, il y a une insurrection ouvrière des Asturies. Alors que les assassinats politiques et les exactions se multiplient, de nouvelles élections sont organisées pour le 16 février 1936. C'est le Front Populaire qui gagne d'une courte majorité ces élections et l'agitation sociale devient alors encore plus forte, décidant des militaires à passer à l'action. Cependant le putsch n'est pas une réussite car malgré quelques victoires il ne contrôle pas la majorité du territoire et surtout les villes les plus importantes; Madrid, Barcelone et Valence lui échappent. En face, la République est paralysée et les organisations ouvrières s'arment et proclament la révolution. Les deux camps sont donc totalement opposés et la situation de guerre civile est inévitable. Ce sont les militaires appelés aussi nationalistes qui prennent l'initiative de l'offensive car ils sont plus organisés que les forces de gauche qui sont rongées par des luttes internes. Ils prennent rapidement l'Andalousie et coupent le front du nord de la frontière française en prenant le contrôle de la province de Guipuscoa. En novembre 1936, les nationalistes arrivent aux portes de Madrid mais font face à une incroyable résistance des forces républicaines et au mois de mars, ils doivent reconnaître que la prise de Madrid est un échec. Les forces fascistes se tournent alors vers le front du nord où les Asturies, la Cantabrie, la Biscaye et une petite partie de la province de Guipuscoa restent fidèles à la république. L'objectif est d'en finir avec les contraintes que représentent un double front mais surtout de récupérer le bassin minier et les industries d'armement de Bilbao. Le 31 mars 1937, le général Mola lance l'offensive avec l'objectif de faire tomber la province de Biscaye en trois semaines mais, malgré la faiblesse matérielle des forces basques et les bombardements massifs de leurs positions défensives, la résistance

est farouche et dure près de trois mois. Cette offensive est aussi accompagnée par les premiers bombardements systématiques de civils de l'histoire militaire à Durango le 31 mars 1937 et à Guernica le 26 avril 1937. Le 12 juin 1937 la ceinture de fer¹ cède et la chute de la capitale biscaïenne est inévitable. Cependant les *Gudaris*² résistent jusqu'au 19 juin ce qui permet d'évacuer encore quelques milliers de personnes vers Santander puis vers l'étranger.

Mais alors que la situation militaire ne permet pas encore de prédire la victoire d'un camp ou de l'autre, le gouvernement autonome basque qui est alors l'institution légale censée régir les provinces d'Alava, Biscaye et Guipúzcoa, fait le choix d'envoyer 20 000 enfants à l'étranger pour les mettre en sécurité. Par exemple durant près de deux ans, près d'un millier d'enfants séjournent dans la Citadelle abandonnée de Saint-Jean-Pied-de-Port sous la houlette du gouvernement basque en exil. Mais pour comprendre les raisons de ce choix il faut savoir qu'au Pays Basque la situation est radicalement différente par rapport au reste de l'Espagne, tant politiquement que socialement et culturellement. Pour comprendre cela il faut effectuer un retour sur l'histoire moderne de cette région pour nous apporter l'éclairage nécessaire.

Au Pays Basque la situation est particulière car depuis le XVIIIe siècle les grandes villes portuaires de Bilbao et Saint-Sébastien qui sont respectivement les capitales de Biscaye et de Guipuscoa, sont les symboles de la modernité du commerce et du développement urbain et connaissent une très forte croissance. Les marchands de ces villes exportent très peu la production de leurs provinces mais travaillent davantage avec des producteurs d'autres régions espagnoles. Les échanges économiques entre les provinces et leurs capitales sont très faibles créant ainsi un fossé économique et social entre les deux. Comme l'écrit Francis Jauréguiberry dans son livre *Question nationale et mouvement sociaux en Pays Basque*³, deux conceptions du monde se développent alors. D'une part dans les provinces on reste à distance des capitales qui sont le symbole du bouleversement de la société, la modernité et le lieu d'origine de tous les maux du pays. Mais grâce aux *fueros*, sortes de constitutions que possèdent chaque province espagnole

1 Système défensif encerclant Bilbao construit pendant la guerre mais qui n'est que partiellement achevé.

2 Nom des soldats servant dans l'armée basque appelée *Eusko gudarostea*.

3 JAUREGUIBERRY Francis, *Question nationale et mouvement sociaux en Pays basque*, Paris, L'Harmattan, 2007.

et qui au Pays Basque sont plus puissantes qu'ailleurs¹, les assemblées régionales protègent la structure des sociétés face au changement. Dans les villes par contre, on voit le mode de vie des ruraux comme étant complètement archaïque et ces lois qui régissent la société comme un frein à leur développement. Par exemple, les *fueros* de Biscaye font que la douane de l'Espagne ne se trouve pas sur ses côtes mais aux frontières intérieures avec les autres provinces. Ceci pose un sérieux problème par exemple pour les marchands qui font venir de la laine de Castille. Les marchands et industriels demandent donc de façon de plus en plus répétée au pouvoir de Madrid de mettre fin à ce système pour plus de libéralisme économique et ainsi développer le marché intérieur. Pour Francis Jauréguiberry le premier nationalisme en Pays Basque est espagnol.

Ainsi, lorsque les guerres carlistes éclatent, la première de 1833 à 1846, la deuxième de 1846 à 1849 et la troisième de 1872 à 1876, pour la succession au trône d'Espagne entre une prétendante, Isabelle II, soutenue par les libéraux, et le conservateur Don Carlos. Les provinces basques prennent alors fortement parti pour le conservateur car il se dit garant des *fueros*, sauf les villes qui pour les raisons développées auparavant rejoignent le camp de libéraux. Les deux défaites successives du camp carliste entraînent l'abolition définitive des *fueros* et donc une accélération de la crise de la société rurale basque qui avait débuté bien avant selon Francis Jauréguiberry.

Mais d'autre part, les villes côtières accélèrent elles aussi leur développement et une véritable société industrielle se met en place. Celle-ci est notamment due à l'exploitation de plus en plus massive du sol biscayen extrêmement riche en fer. Le nombre de hauts fourneaux et usines métallurgiques se multiplie d'une façon vertigineuse grâce à une poignée d'entrepreneurs locaux mais aussi à des investissements étrangers. Or, pour ces industries, la nouvelle oligarchie industrielle a besoin de main d'œuvre et elle ne la trouve pas dans ses provinces². Une véritable immigration s'organise alors depuis toute la péninsule ibérique. De 1857 à 1930, la population de Biscaye par exemple triple, celle de Guipúzcoa double alors que celles d'Alava et de Navarre stagnent car elles ne sont quasiment pas industrialisées³. La société basque perd alors tous ses repères

1 Elles ont par exemple leur propre système judiciaire, le pouvoir de refuser certaines lois édictées par le pouvoir royal, les Basques échappent au service militaire...

2 On n'assiste pas à un exode rural car la main d'œuvre est embauchée dans les ateliers et les petites usines locales qui profitent du développement industriel de la région.

3 JAUREGUIBERRY Francis, *Question nationale et mouvements sociaux en Pays Basque*, op.

anciens qu'elle pensait immuables.

Or, c'est dans ce contexte, alors qu'un peuple est désorienté par ce changement sociétal dû à l'industrialisation et à une arrivée massive de personnes à la culture totalement différente que naît le nationalisme basque. Les premiers idéologues nationalistes se basent donc sur l'ancienne société régie par les *fueros* qui est idéalisée et par le rejet de cette immigration massive qui serait la source de tous les problèmes du peuple basque. La religion est le second axe principal qu'il défend face à la laïcisation de la société. Mais n'ayant pas d'État basque à partir duquel construire son nationalisme, les idéologues doivent choisir un trait du peuple qui le différencie des Français et Espagnols qui les encerclent et maintenant les envahissent.

Le trait le plus évident qui différencie le peuple basque des autres peuples est bien sûr sa langue, l'*euskara*, à l'existence bien antérieure au castillan et au français mais aussi qui est totalement distincte des langues indo-européennes. Cependant si elle est à la fin du XIXe la langue usuelle pour une écrasante majorité en Biscaye, Guipuscoa et dans les provinces du Nord des Pyrénées (Labourd, Basse Navarre et Soule) elle n'est parlée que par une minorité au sud de la Navarre et en Alava. Or, un des premiers principes du nationalisme naissant est l'union des sept provinces basques en un seul État avec le slogan, *Zazpiak bat*¹. Donc utiliser la langue comme symbole d'unité de la patrie basque conduirait à exclure deux de ses provinces, ce qui n'est pas envisageable mais aussi les non bascophones qui sont de plus en plus nombreux car le recul de la langue est amorcé. Comme le dit Francis Jauréguiberry, « Ainsi les nationalistes n'utilisent pas l'*euskara* comme *fondement* de la nation mais comme *moyen* de différenciation d'affirmation de la nation ²».

Mais de même, utiliser le territoire des sept provinces comme symbole n'est pas envisageable car cela conduirait à dire que tous ceux qui sont nés au Pays Basque seraient membres de cette nation avec pour conséquence d'y inclure les enfants des immigrés qui viennent d'arriver et qui, selon certains, causent tant de torts.

Donc le symbole que choisissent les premiers idéologues basques, comme dans d'autres nations, c'est la race. Mais ils ne cherchent pas à établir un type

cit., p.68.

1 La traduction littérale serait: Les sept ne sont qu'un.

2 JAUREGUIBERRY Francis, *op. cit.*, p.101.

anthropologique qui permettrait de différencier les Basques des autres. Pour eux les Basques sont ceux qui descendent de ce peuple ancestral qui parle cette langue si différente des autres même s'ils ne la parlent plus aujourd'hui. Donc pour reconnaître un Basque ils se basent sur leurs noms de famille. Cette citation résume parfaitement leur pensée : « qu'on le veuille ou non un Lizarraga sera toujours un Basque (...), un Beaumont toujours un Français, un Taparelli un Italien, un Merry un Anglais, un Sanchez un Espagnol, un Schiller un Allemand, etc. »¹

La langue et le territoire contribuent à définir la race basque mais ils ne sont en aucun cas essentiels. Sabino Aran Goiri² va jusqu'à dire qu'il préfère un Pays Basque hispanophone mais peuplé de Basques plutôt qu'un Pays Basque peuplé de *maketos*³ parlant la langue locale. De même il considère qu'un Pays Basque indépendant peuplé de *maketos* serait une aberration et que le peuple basque pourrait sans problème s'installer n'importe où dans le monde pour créer son propre État. Enfin pour le versant religieux, un Pays Basque indépendant peuplé de Basques laïques serait une abomination.

C'est donc dans ce cadre qu'en 1895 le *Partido Nacionalista Vasco*⁴(PNV) est fondé avec pour devise *Jaungoikoa eta lagi zaharra*⁵. Le parti, à la base très réactionnaire et passéiste, trouve son public dans les campagnes mais petit à petit la petite bourgeoisie⁶ s'en rapproche, l'intègre et lui fait changer de cap. Il ne rejette plus l'industrialisation mais l'intègre tout en étant antisocialiste et en condamnant le monopole et l'espagnolisme des grands patrons. Il appelle à l'union des classes basques face au danger que représentent ces idéologies exotiques que sont le socialisme et le capitalisme. De même cette union est censée être nécessaire pour obtenir une libération totale du peuple basque. Il crée alors son propre syndicat⁷ pour montrer que la collaboration entre patrons et ouvriers Basques profite à tous. D'autre part dans les années 20, on assiste aussi à un autre changement et l'objectif premier du parti ne devient plus l'indépendance mais une autonomie la plus large possible qui s'inscrirait dans la légalité d'une démocratie

1 DE IBERO, *Ami vasco*, Bilbao, Ekin, , 1906.

2 Principal théoricien du nationalisme basque, 1865-1903.

3 Terme dépréciatif par lequel les premiers nationalistes basques désignaient les Espagnols. (def. Jauréguiberry).

4 Parti Nationaliste Basque.

5 Dieu et les anciennes lois (référence aux *fueros*), ce qui définit clairement sa ligne politique.

6 Celle qui en Biscaye et Guipuzcoa dirige les petites et moyennes entreprises.

7 Solidaridad de los Obreros Vascos (SOV) est créé le 23 juillet 1911.

espagnole. Quand la seconde République se met en place, le PNV est devenu un parti autonomiste, démocrate et chrétien.

Lorsqu'en 1931 les premières élections sont organisées, les nationalistes basques dominant largement le scrutin dans les deux provinces côtières alors que en Navarre et en Alava ce sont les carlistes qui sont en tête. Conforté par cette victoire, le PNV entame la rédaction d'un statut d'autonomie aux compétences très larges qu'il voudrait soumettre au gouvernement espagnol. Mais les socialistes et les républicains locaux le rejettent car ils y voient une volonté d'atteinte à l'intégrité de la République espagnole.

Le carlisme, mouvement très puissant dans les provinces citées ci-dessus, est celui qui idéologiquement est le plus proche du PNV par son catholicisme et sa volonté de réinstaurer les *fueros* même s'il est farouchement monarchiste et ne veut en aucun cas lutter pour une souveraineté basque mais pour un rétablissement de l'ordre ancien. Les deux mouvements décident alors une alliance politique pour obtenir un statut d'autonomie pour les provinces basques et approuvent le 14 juin 1931 le statut à Estella par la ratification de 480 maires qui représentent 70% de la population du Pays Basque. Cependant les Cortès, le parlement espagnol, déclarent le texte anticonstitutionnel rendant ainsi les relations avec les représentants basco-navarrais plus tendues. Les carlistes choisissent alors d'entrer dans une opposition systématique face aux républicains laïques et tentent d'entraîner le PNV dans leurs complots avec les autres monarchistes. Mais le parti nationaliste refuse, convaincu que seule une voie légale peut lui permettre d'atteindre l'autonomie au sein d'une République fédérale. Leur alliance vole alors en éclat et crée un gouffre profond entre les deux « si bien que par la suite, les monarchistes gardèrent une rancune toute particulière pour le parti nationaliste basque »¹.

Le PNV rédige alors un nouveau statut, avec beaucoup moins de compétences et l'accord du gouvernement central, qui est revoté par les maires basques à Pampelune le 19 mai 1933. Les carlistes appelant à voter contre, la majorité des élus navarrais le rejettent tandis que les autres l'acceptent. La Navarre est donc écartée du processus d'autonomie basque qui est revoté à Vittoria en août 1933 entre les trois autres provinces. Un référendum populaire est alors fixé pour le 5 novembre 1933. Les républicains ayant vu le texte bien amoindri appellent à

¹ THOMAS Hugh, *La guerre d'Espagne*, LaFont, Paris, 1967, tome 1, p.56.

voter pour, les socialistes ne donnent pas de consigne et la droite se déclare contre. La victoire favorable à la proposition du PNV est sans appel avec 96,5% des suffrages exprimés mais l'autonomie est de nouveau rejetée par Madrid car une coalition de droite est parvenue au pouvoir depuis. Les partis de droite ferment ainsi la porte à toute possibilité de concessions aux nationalistes alors qu'ils ont en commun le projet économique et l'attachement à la religion et que le PNV est éminemment légaliste.

Dès lors le PNV ne s'attache plus à aucun parti politique et cherche à prouver sa bonne volonté auprès de tous les partis pour obtenir l'autonomie même si cela doit être avec les socialistes tant détestés. Ainsi lorsque le front populaire gagne les élections partout en Espagne sauf en Navarre et au Pays Basque, une commission est créée à Madrid pour décider au plus vite du futur statut des trois provinces basques. Mais le soulèvement militaire vient stopper les travaux qui semblaient prometteurs pour les nationalistes.

Le PNV se trouve alors face au dilemme le plus important de son histoire. Soit se rapprocher des partis qui sont de son bord politique, qui se disent défenseurs de la religion mais qui en même temps ne dissimulent pas leur haine pour les Basques, soit regarder du côté de la République qui lui semble être la plus à même de lui accorder l'autonomie. Mais ceci reviendrait alors à soutenir les partis de gauche contre qui il a tant lutté, qui saccagent les églises et qui veulent une révolution. Ses dirigeants font alors le choix du moins pire et restent fidèles à la République par esprit légaliste mais surtout pour servir au mieux leurs intérêts. Les nationalistes se joignent alors aux milices de gauche qui contrôlent la Biscaye et le Guipuscoa et luttent contre les militaires alliés au carlistes et à toute la droite en général qui maîtrisent la Navarre et la majeure partie de l'Alava. Le gouvernement accélère alors le processus pour accorder l'autonomie au Pays Basque et ainsi s'assurer de leur soutien. Le 6 octobre 1936 la loi est définitivement votée et le 7 du même mois, les conseillers municipaux se trouvant en zone républicaine votent massivement pour que José Antonio Aguirre soit élu président du gouvernement provisoire d'Euzkadi. Celui-ci compose alors un gouvernement d'union nationale avec cinq nationalistes aux postes clefs, trois socialistes, deux républicains et un communiste.

Même si la durée de son existence n'est que de huit mois, le gouvernement est très actif. Il fait en sorte de restaurer la paix civile et empêche au possible les

exactions des anarchistes et communistes notamment en créant sa propre police, la *Ertzaña*. Il remet en marche le système judiciaire pour empêcher les exécutions sommaires. C'est aussi le seul endroit sous contrôle républicain où l'on ne brûle pas les églises. Le gouvernement basque unifie les différentes milices au sein de l'*Eusko gudarostea* pour une meilleure coordination. Sa politique économique est plutôt réformiste contrairement au reste de la République où elle est révolutionnaire. Il choisit l'*Ikurriña* comme drapeau ainsi que son propre hymne. Il ouvre dans de nombreux pays des délégations, qui font office d'ambassade ; on en trouve dans les plus grandes capitales mais aussi une à Bayonne. Enfin, le gouvernement d'*Euzkadi* prend soin des centaines de milliers de réfugiés et organise l'évacuation à l'étranger de centaines de milliers de ses ressortissants au moment où il devient évident qu'il ne pourra pas résister. Finalement, de par cet état d'exception, le gouvernement basque dépasse largement les compétences qui lui sont attribuées et fonctionne quasiment comme s'il était à la tête d'un Etat indépendant.

Revenons maintenant à la question des réfugiés et notamment à celle des enfants. Dès le début de la guerre civile, on constate que les populations civiles fuient en masse leurs foyers face à l'avancée des rebelles. Au Pays Basque, lorsque durant l'été 1936 les factieux passent à l'offensive sur Irun, ce sont près de 2000 personnes, essentiellement des femmes, des vieillards et des enfants, qui passent le pont international en direction de la France. De même lors de la prise de Guipuscoa ce sont près de 100 000 personnes qui se réfugient en Biscaye.

Cette fuite massive a un caractère inédit. Souvent dans des guerres, les populations civiles ont fui les zones de combats mais jamais dans une telle proportion et aussi durablement et ceci pour un certain nombre de raisons. Premièrement, la guerre depuis le conflit à échelle industrielle que fut la Première Guerre mondiale a pris un nouvel aspect. Les bombardements massifs deviennent systématiques dans les théâtres d'opération pour précéder un assaut mais aussi à l'arrière du front pour désorganiser l'ennemi notamment grâce à la nouvelle arme redoutable qu'est l'aviation. Or, les bombardements ne frappent pas exclusivement les cibles militaires mais plutôt au hasard et indistinctement, touchent tous ceux qui se trouvent dans la zone visée. D'autre part l'aspect idéologique de ce conflit est très important. La crainte d'être arrêté, torturé ou exécuté lorsque l'on sera sous

domination ennemie à cause de ses idées est très forte. Pour les Basques cela va encore plus loin car tous connaissent la haine que leur vouent les fascistes et le seul fait d'appartenir à ce peuple pourrait être un prétexte qui entraînerait des exactions. De plus, la propagande et la presse regorgeant de récits plus ou moins vrais des atrocités commises par l'ennemi, le sentiment de peur est exacerbé.

En 1937, alors que la capitale biscaïenne est déjà surpeuplée par les réfugiés de la campagne de Guipuscoa, les bombardements de Durango et Guernica entraînent une nouvelle vague de migration. Ce sont en effet les premiers bombardements massifs de civils par l'aviation de l'Histoire. La fin de la zone républicaine du nord semblant inéluctable et ne voulant ni laisser sa population aux mains des franquistes et ni l'envoyer en zone contrôlée par les « rouges », le président Aguirre lance, le 27 avril 1937, un appel désespéré aux gouvernements occidentaux pour qu'ils accueillent la population civile basque¹. Le 30 avril 1937 le gouvernement britannique accepte. Il participe déjà activement au ravitaillement de la zone républicaine par cargos en échange du minerai biscaïen et sous la protection de ses propres destroyers car les fascistes tentaient de mettre en place un blocus total. Quelque temps après, le gouvernement français se joint aussi, dans une moindre mesure, à l'évacuation. Les cargos anglais, français mais aussi basques procèdent alors à l'évacuation des civils vers la France où ils sont pris en charge par différents organismes non gouvernementaux comme la Croix-Rouge mais surtout des associations issues des partis et syndicats de gauche. Entre 50 000 et 100 000 Basques sont évacués² par les ports de Bilbao puis Santander après la chute de la Biscaye. Mais pendant l'évacuation, le gouvernement provisoire d'Euzkadi donne la priorité aux enfants car ils sont les plus faibles et les plus innocents. Qui plus est, ils représentent l'avenir du Pays Basque et les nationalistes basques ne veulent en aucun cas les laisser aux mains de franquistes. D'autre part, les autres pays acceptent plus facilement les enfants que des adultes car ils sont plus faciles à contrôler. Ainsi entre fin mars et fin juin 1937, la Grande Bretagne accepte 3 861 enfants, l'URSS 1 610 et la France 15 383 (dont 3 278 sont envoyés en Belgique). En trois mois ce sont 20.854 enfants qui

1 MARQUES Pierre, *Les enfants espagnols réfugiés en France*, Autoédition, 1993, p.53.

2 L'ensemble des chiffres concernant la guerre civile espagnole font encore débat entre les historiens de sensibilité différentes, les pro-républicains ayant tendance à les amplifier et les pro-franquistes à les diminuer. On ne saura sûrement jamais exactement combien de morts, de blessés et d'exilés a fait ce conflit.

sont envoyés en exil par le gouvernement basque¹. Il faut aussi noter que le gouvernement basque met en place de façon très méthodique cette évacuation, en collaboration avec les pays d'accueil, et organise des contrôles sanitaires au départ et à l'arrivée des enfants. Ce même gouvernement qui donne la priorité aux enfants n'a pas pour autant l'intention de les abandonner à la charge des autres pays. L'idée est de garder le maximum d'enfants sous sa houlette pour les éduquer afin qu'ils soient toujours « Basques » quand la guerre sera gagnée et qu'ils rentreront au pays. Ainsi, au delà d'une action humanitaire cette action revêt un fort caractère idéologique. Or, pour pouvoir garder les enfants sous son contrôle, le gouvernement doit avoir des lieux dans lesquels organiser des colonies scolaires. Alors, avant même que l'évacuation ne commence, les différentes délégations dans les pays cherchent des refuges disponibles. Or, ni la Belgique, ni la Grande-Bretagne et ni l'URSS n'acceptent que des étrangers administrent de tels établissements sur leur territoire et donnent la priorité au placement de ces enfants dans des familles volontaires. En France en revanche, le gouvernement étant débordé par cette marée humaine accepte que le gouvernement basque gère une trentaine d'établissements tout en ayant un droit de regard et de contrôle. Une autre partie des enfants est placée dans des colonies similaires mais qui sont gérées soit par des organisations de gauche soit par des organisations catholiques tandis que près de la moitié sont placés dans des familles. Au final ce ne sont que quelques milliers qui restent sous le contrôle du gouvernement basque.

À partir de 1938 ce sont des milliers d'autres enfants qui arrivent sur le territoire français par voie de terre, par la Catalogne, car ils fuient l'avancée générale des franquistes sur tout le front. Ces enfants sont soit accompagnés par leur parents, soit évacués en catastrophe des colonies existantes sur le territoire républicain. Cette deuxième vague est à distinguer clairement de la première venant du Pays Basque car elle n'est pas du tout organisée par le gouvernement espagnol et les enfants sont totalement abandonnés aux associations humanitaires françaises. La République espagnole n'envisage que tardivement l'évacuation des enfants vers l'étranger car n'imaginant pas la défaite, elle a simplement mis les enfants qui lui avaient été confiés à l'abri à l'arrière du front et lors de la débâcle générale de 1939 elle n'a pas le temps d'organiser un accueil dans d'autres pays. De plus, le

¹ ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998, p.130.

fait que les enfants basques, de par leur culture religieuse, soient soutenus par des associations catholiques est un autre point important qui dissocie l'exil des enfants basques de celui des enfants espagnols. Donc, notre étude apporte essentiellement des renseignements à propos des enfants basques réfugiés et non de tous les mineurs qui ont fui l'Espagne en guerre.

L'étude et l'écriture de l'histoire de cet exil massif d'enfants a débuté par la publication par Luis Castresana en 1967 du livre *El otro arbol de Guernica*¹. Ce roman inspiré de son histoire personnelle raconte l'exode d'un enfant en Belgique pendant la guerre civile. L'immense succès de ce livre fait revivre à certains leur expérience personnelle et fait naître l'envie de témoigner. Il faut aussi prendre en compte le contexte international avec une société qui donne de plus en plus de place aux témoins. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les témoignages des survivants de la Shoah se multiplient. Mais malgré leur grand nombre ils ne touchent pas le public et restent dans le cadre familial. En 1961 avec le procès Eichmann, les témoins qui sont au nombre de 111, ont une place importante. Pendant plusieurs semaines chacun raconte son vécu de la Shoah et par la médiatisation du procès, qui est retransmis mondialement, les personnes qui ont une expérience traumatisante de la guerre (quelle qu'elle soit) ont pour la première fois l'impression que leur récit est important et qu'il peut être entendu par le plus grand nombre. À partir de là se développe une véritable demande sociale de témoignages. C'est le début de l'ère du témoin comme l'explique Annette Wieviorka². Mais en Espagne, tant que le franquisme subsiste il est impossible pour les vaincus de raconter leur guerre. C'est à la fin de la dictature, en 1978, que la société civile pût retravailler sur cet épisode douloureux de son histoire et en 1986 pour le cinquantenaire de la guerre, le nombre des commémorations des nombreux crimes et drames se multiplient partout en Espagne. La même année une association voit le jour à Guernica nommée « Les Enfants Évacués en 37 »³. Elle est composée des enfants qui ont été évacués en 1937 du Pays Basque. Leur volonté est de témoigner et de faire en sorte que leur histoire commune ne tombe pas dans l'oubli. Pour cela ils organisent des expositions, des débats mais aussi des repas et des excursions dans les lieux qui leur avaient servi de refuge pour

1 CASTRESANA Luis, *El otro arbol de Guernica*, Madrid, Prensa española, 1968

2 Wieviorka Annette, *L'ère du témoin*, Paris, Hachette, 2013.

3 Trad: Asociación de Niños Evacuados el 37.

maintenir un lien entre eux et enfin, ils publient plusieurs ouvrages.

Du côté de la recherche, dans les années 1970, Gregorio Arrien, un jeune prêtre qui prépare son doctorat d'Histoire travaille sur les *Ikastolas*¹ qui furent créées dans les années 1930 et qui existèrent jusqu'à la guerre civile. Mais pendant ses entretiens avec des anciennes maîtresses, il se rend compte que beaucoup d'entre elles ont fui pendant la guerre à l'étranger et ont continué à enseigner aux enfants qu'elles avaient accompagnés. Donc pour lui, ces écoles basques avaient continué à exister à l'étranger et il intègre alors les colonies scolaires à son sujet. Il publie en 1983 *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*². Son ouvrage se concentre surtout sur le système éducatif basque. La période de l'exil n'est travaillée qu'en deuxième partie et les colonies qui ne sont pas gérées par le gouvernement basque sont mises de côté. Il aborde donc le sujet partiellement et seulement dans l'axe de l'éducation. De l'autre côté de l'Atlantique c'est une historienne de l'université de Reno, dans le Nevada, qui s'intéresse au sujet. Dorothy Legaretta³ publie en 1984 *The Guernica generation: Basque Refugee Children of the Spanish Civil war*⁴. Elle fait, dans un ouvrage de 400 pages, une étude générale et vaste du sujet des enfants basques évacués. Elle parle tant de l'évacuation que de l'accueil fait aux enfants dans tous les pays. Ce livre, qui est la première approche intégrale du sujet, ouvre alors la porte à toute une série d'ouvrages. En 1991 Gregorio Arrien, qui continue à travailler sur le sujet, publie *Niños vascos evacuados a Gran Bretaña (1936-1940)*⁵ et aborde alors le sujet en étudiant l'ensemble des enfants basques évacués seulement en Grande Bretagne. Il étudie tous les aspects de leur séjour et apporte donc plus de précisions que l'auteur précédent en faisant le choix de faire une approche du sujet à partir d'un seul pays d'accueil. Quelques années après, Jesús J. Alonso Carballés lui emboîte le pas en publiant sa thèse sous le titre *1937, Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*⁶. Lui aussi fait le choix de travailler le sujet à partir des

1 Ecoles immersives en langue basque.

2 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983.

3 On explique le fait qu'une Américaine se soit intéressé au sujet par le fait qu'a Reno la communauté basque soit très importante et que l'auteur ait aussi des origines basques.

4 LEGARETTA Dorothy, *The Guernica generation: Basque Refugee Children of the Spanish Civil war*, Reno, Nevada, University of Nevada, 1984.

5 ARRIEN Gregorio, *Niños vascos evacuados a Gran Bretaña (1936-1940)*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados en 37, 1991.

6 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., *1937 : Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica :*

pays d'accueil mais va encore un peu plus loin en réalisant une étude comparée entre deux pays d'accueil, la France et la Belgique. C'est à ce jour l'ouvrage le plus complet mais aussi le plus volumineux qui existe sur ce thème. Depuis, mis à part des articles publiés dans des magazines d'Histoire et la plupart du temps par les auteurs cités précédemment, le sujet a été un peu abandonné. Les rares fois où il est abordé, c'est dans un contexte plus général par l'étude de l'évacuation des enfants de toute l'Espagne¹ ou de la présence d'exilés de la guerre civile espagnole dans un pays². En 2013 Gregorio Arrien qui est l'historien le plus productif du sujet publie *Erbesteratuen oroimenak*³ qui revient sur le travail de mémoire qui a été effectué depuis trente ans ainsi que sur les publications. Ce livre paraît comme celui qui vient clore là un cycle d'études d'un sujet en faisant un bilan exhaustif des trois dernières décennies. Il est vrai que Gregorio Arrien qui est le pilier de cette recherche n'est plus tout jeune et que l'association des enfants n'est plus aussi dynamique du fait de la disparition progressive de ceux-ci. Mais pour autant, nous pensons qu'il y a encore des choses à dire sur le sujet et que beaucoup d'aspects de la question restent à étudier. De plus, la disparition des enfants ne doit pas être une raison pour que cet exil ne soit plus un objet d'étude. Enfin, il est essentiel de parler du travail de Célia Keren qui vient de terminer son doctorat cette année⁴ et qui avait déjà étudié la question en master⁵. En effet, ses apports ont fortement enrichi l'historiographie de l'accueil des enfants et apporté un véritable regard nouveau sur la question.

Quand nous nous sommes intéressés au sujet des enfants basques évacués lors de la Guerre Civile Espagnole, il nous a paru clair que pour apporter quelque chose de nouveau il fallait aborder le thème d'une manière différente et en utilisant des sources nouvelles. Ces sources ne sont pas forcément méconnues des précédents chercheurs mais leurs études se faisant à l'échelle d'un pays, voire plus, ces documents n'avaient pour eux que peu d'intérêt.

historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998.

1 PRUJA Jean Claude, *La guerre d'Espagne : réfugiés dans les Pyrénées et la côte catalane*, Paris, Alan Sutton, 2009.

2 ARRIEN Gregorio, *Niños vascos evacuados a Gran Bretaña (1936-1940)*, op. cit.

3 ARRIEN Gregorio, *Erbesteratuen oroimenak, Memoria kolektiboko erakunde eta ekimenak, 1982-2012*, Bilbao, Ed. Departamento de Cultura de la Diputación Foral de Bizkaia, 2013.

4 KEREN Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Paris, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2015.

5 KEREN Célia, *Sauver les enfants d'Espagne: l'accueil en France des enfants de la guerre*, Paris, M2 École des Hautes Études des Sciences Sociales, 2008.

Sur les deux ans qu'ont duré nos recherches nous avons utilisé des sources différentes d'une année sur l'autre. La première année une partie des sources que nous avons utilisées se trouvaient aux Euskadiko Artxibo Historikoak - Archives Historiques d'Euskadi (EAH-AHE) à Bilbao en Biscaye qui réunissent toutes les archives que le gouvernement basque a emportées lors de son exil et qui les a ramenées au Pays Basque après la fin du franquisme. On y trouve une partie de la correspondance et les papiers officiels qui concernent la Citadelle. Nous avons également consulté les archives communales de Saint-Jean-Pied-de-Port et notamment les comptes rendus des conseils municipaux des années 1937-1938-1939 pour les décisions de la municipalité concernant la Citadelle. Nous avons aussi dépouillé les journaux locaux et régionaux pour voir comment on percevait la colonie et pour suivre la vie de celle-ci à travers la presse. Le titre le plus prolifique étant *La Gazette de Biarritz*. Mais il y a aussi *La Presse du Sud-Ouest*, *Eusko Deya*, *Euskalduna* et quelques articles de *La Dépêche du Midi* et de *La Petite Gironde*. Nous avons pu consulter l'ensemble de ces journaux à la Bibliothèque de Bayonne. Nous avons aussi réalisé un entretien avec Jokin Etxebarria un des enfants réfugiés qui vit actuellement à Louhoussoa dans les Pyrénées Atlantiques. Nous avons aussi à notre disposition un certain nombre de témoignages recueillis par une classe de troisième du collège de la Citadelle. Cependant nous n'avons que peu exploité cette dernière source.

Lors de ma deuxième année de recherches nous avons pu accéder aux Archives Départementales des Pyrénées Atlantiques (ADPA), notamment celles des autorités françaises, car toute l'année précédente elle étaient restées fermées à cause de la présence d'un champignon. Aux Archives Historiques d'Euskadi nous avons pu avoir accès à des documents qui ne l'étaient pas l'année précédente tels que des rapports sur l'hygiène à la colonie. Nous avons aussi pu consulter les archives de la fondation Sabino Arana Goiri qui ont peu de documents sur la Citadelle. Néanmoins, ils sont d'une très grande richesse tel que le témoignage de Kepa Larrea Garai, jeune enfant de Sondika qui fut envoyé en exil à la Citadelle. Nous avons rencontré Jon Ajuria et Domeka Elezkano deux hommes qui furent aussi des pensionnaires de la colonie dont les parents étaient des nationalistes basques et qui des décennies plus tard adhèrent à des associations de mémoire de l'exil. Nous avons exploité aux maximum les correspondances effectuées par une classe du collège de la Citadelle avec les anciens exilés. Du côté des témoignages

recueillis nous avons aussi réalisé des entretiens avec des habitants de Saint-jean-Pied-de-Port qui ont vécu cette arrivée des enfants. Le but étant de connaître le point de vue de la population locale. Il y a eu Jean-Baptiste Etcharren, qui avait 9 ans à l'arrivée des enfants. Par la suite il est devenu enseignant puis directeur du collège privé de la cité navarraise. Erudit d'histoire locale, il a rédigé plusieurs ouvrages et nous a permis surtout d'entrer en contact avec d'autres témoins. Pierre Harymbat, né en 1927 et qui vit à la rue de la Citadelle donc tout près de la forteresse. Jacques Escande qui vit aussi à la rue de la Citadelle et qui avait 14 ans à l'arrivée des réfugiés. Par la suite il est devenu enseignant dans les lycées français à travers le monde avant de revenir à Saint-Jean-Pied-de-Port. Puis nous avons fait la connaissance de Jakes Casaubon né en 1925 et qui était pensionnaire à Saint-Jean-Pied-de-Port quand les enfants sont arrivés. Par la suite il est devenu garde forestier puis chercheur autodidacte en histoire antique du Pays Basque. Enfin en octobre 2015, nous avons rencontré Marie Carmen Rougier qui, par une initiative personnelle, entamait des recherches sur la jeunesse de sa mère Margarita Del Moral, fille de républicains et qui fut envoyée à la Citadelle à l'âge de six ans. Puis nous avons analysé près de cinquante photographies que nous avons recueilli au cours de nos investigations. Ces images ont trois origines distinctes: Le premier groupe de photographies est issu du livre *Niños vascos evacuados en 1937*¹ est composé de 20 prises de vues effectuées à la Citadelle et dans la commune de Saint-Jean-Pied-de-Port. Dans le livre il n'y a pas de référence qui les datent ou de citation d'auteurs. Il y a seulement des commentaires qui expliquent ce que les photographies montrent. Le second groupe est constitué des clichés de la famille Arruza prêtées par Miren Begoña Arruza à Denise Olagarray qui m'en a transmis une copie. Le père de famille était le professeur de Basque de la colonie et s'était installé avec ses six enfants et sa femme dans un appartement rue de la Citadelle. Les images sont surtout des photos de famille mais il y en a de très intéressantes. Enfin, le dernier groupe est issu des archives du nationalisme qui regroupe de nombreuses photographies dont certaines que l'on retrouve dans l'album cité précédemment. Par contre, ces clichés comme les autres, ne sont ni datés ni signés donc toute interprétation des raisons qui ont pu conduire à la prise de ces images reste hasardeuse. Nous avons donc analysé seulement ce qu'elles représentent.

¹ ARRIEN Gregorio, *Niños vascos evacuados en 1937 (album Historico)*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1988

Enfin Célia Keren jeune chercheuse qui travaille sur la question des enfants réfugiés de la Guerre Civile Espagnole nous a transmis des documents d'archives que nous ne pouvions visiter telles que celles du Vatican.

La première fois que j'entendis parler des enfants réfugiés de la guerre d'Espagne et de la colonie de la Citadelle de Saint-Jean-pied-de-Port ce fut par le biais de Denise Olhagaray. Après quelques recherches, je me rendis compte qu'aucune étude n'avait été faite à ce sujet. De plus, étant passionné par l'Histoire de la Guerre Civile espagnole et par l'histoire du Pays Basque en général, j'y vis une très bonne occasion pour en faire mon sujet de recherche. Après quelques temps je réalisais que plusieurs personnes avaient déjà travaillé sur le sujet, de façon générale ou bien par des axes spécifiques (les enfants réfugiés dans tel pays, l'éducation dans les colonies...). La Citadelle apparaissait dans tous ces travaux car elle était la colonie emblématique et la plus importante du gouvernement basque. Néanmoins je réalisais que n'avions qu'une connaissance partielle de ce refuge, tout comme des autres colonies d'enfants réfugiés. Nous avons alors décidé de réaliser la monographie d'une colonie. Nous avons choisi la Citadelle car étant la plus importante, nous avons logiquement pensé que ce serait celle qui serait la plus riche en terme de sources.

Une étude d'un cas spécifique peu ainsi permettre de travailler sur le sujet des enfants exilés à partir d'un angle totalement nouveau. Le refuge n'est plus l'exemple qui illustre l'analyse mais il devient le sujet d'analyse lui-même. Cette étude peut nous apporter un meilleur point de vue pour comprendre le fonctionnement interne des colonies mais aussi les conditions de vie des enfants et du déroulement de leur séjour dans ces lieux. Cependant, ne pouvant pas considérer l'ensemble des colonies uniformément il nous faut aussi souligner ce qui fait la spécificité de notre colonie. Enfin une telle analyse peut aussi nous entraîner à remettre en question certaines idées avancées par nos prédécesseurs.

Nous tenterons donc de découvrir comment une colonie d'enfants réfugiés de la Guerre Civile espagnole s'est constituée à Saint-Jean-Pied-de-Port de 1937 à 1939. Comment cette colonie a pu fonctionner pendant près de deux ans dans une Citadelle. Comment les contextes nationaux et internationaux ont pu remettre en cause l'existence de ce refuge avant d'en avoir raison.

Dans le premier chapitre nous verrons qui sont les enfants qui ont été envoyés à l'étranger pour mieux comprendre cet exode. Puis comment ils ont été envoyés à l'étranger et comment leur installation a été organisée à l'avance. Enfin nous verrons qui sont les divers acteurs qui sont impliqués dans l'accueil de ces enfants et comment ils ont agi.

Le deuxième chapitre étudie le site en lui-même puis l'organisation interne de l'institution, de son encadrement et de son financement avec toutes les difficultés qui y sont liées. Nous verrons aussi quelles sont les conditions de vie à la colonie et enfin comment celle-ci a été fermée.

Le troisième chapitre se concentre quant à lui sur les aspects particuliers de cette colonie. Car la colonie se démarque des autres à cause de son système éducatif particulier et de la place qui y est réservée à la langue et à la culture basques. Mais aussi à cause de l'aspect religieux qui y est omniprésent et de la volonté du gouvernement basque de médiatiser ce lieu. Enfin nous étudierons la manière dont s'est développée la mémoire de l'exil des enfants et le caractère particulier qu'elle revêt à la Citadelle.

Chapitre 1 : De Bilbao à Saint- Jean-Pied-de-Port préparatifs et évacuation



Lorsque près de 600 enfants arrivent à la Citadelle, à plusieurs centaines de kilomètres de chez eux, ils se retrouvent à l'abri, loin de la guerre là où ils pourront recommencer à vivre plus ou moins normalement. Cependant leur évacuation et leur installation dans ce lieu ne se sont pas faites en un seul jour; elles sont le résultat d'un long travail et d'une organisation complexe. Dans ce chapitre nous tâcherons donc de savoir comment s'est décidée leur évacuation à Saint-Jean-Pied-de-Port mais aussi quels acteurs ont pris part à tout cela. Le contexte de la France et de la région d'accueil étant important, nous les détaillerons tout comme nous tenterons de savoir qui étaient ces enfants.

I/ Les enfants d'Euzkadi

Pour comprendre quelle population abrite la colonie de Saint-Jean-Pied-de-Port, il est intéressant de connaître leurs caractéristiques : leurs origines géographiques, sociales, leur âge et leur nombre. Tout ceci aide à la compréhension des origines d'un tel exil mais aussi au déroulement de celui-ci. En effet, il nous faut voir si ces enfants ont des caractéristiques communes qui peuvent nous permettre de définir un profil type de l'enfant évacué.

Leur origine sociale

Lorsque l'idée de l'évacuation des enfants vers l'étranger a émergé, les partis politiques ont dans un premier temps décidé de répartir les places entre eux selon une proportionnelle basée sur les résultats des élections du 18 juillet 1936 dans le territoire encore sous le contrôle du gouvernement basque. Ils incluent dans cette proportionnelle les syndicats et les anarchistes. Ceci donne la répartition suivante : PNV/SOV 50%, PSOE/UGT 25%, Gauche Républicaine 12,5%, PCE 10% et FAI/CNT 2,5¹. Cependant lorsque le mouvement s'est accéléré et que la situation est devenue urgente, ce plan a été mis de côté et tous ceux qui voulaient être évacués ont été acceptés. Les différents partis ne procèdent plus à la vérification de l'affiliation politique des parents. Donc, la manière de s'inscrire ne se fait plus seulement par le biais des partis politiques mais aussi dans les écoles directement.

Sur l'origine sociale des enfants, il y a vraiment peu de choses à exploiter mis à part leurs propres témoignages car les renseignements dont nous disposons

¹ LEGARETTA Dorothy, *The Guernica generation: Basque Refugee Children of the Spanish Civil War*, University of Nevada, Reno, Nevada, 1984, p. 38

sont basés sur les listes des enfants qui ne contiennent que leur nom, prénom, âge et parfois la commune d'origine. Ils permettront tout de même de tirer des conclusions même si elles peuvent paraître approximatives. Tout d'abord il paraît évident que les enfants qui sont évacués ne sont pas ceux des familles les plus aisées et notamment des grands industriels qui eux ont mis leurs enfants à l'abri bien avant l'invasion de la Biscaye. D'ailleurs, beaucoup de ces familles possédaient des maisons en France et notamment dans les environs de Saint Jean de Luz. Il en est de même pour les responsables politiques les plus importants. D'autre part, il paraît logique que les sympathisants de la cause franquiste ne soient pas concernés par ces évacuations d'enfants car ils attendent l'arrivée des "libérateurs". Mais ils peuvent toujours craindre les bombardements qui ne font pas de distinction politique et donc envoyer leurs enfants à l'étranger. De même les familles peu politisées peuvent décider de mettre leurs enfants à l'abri pour les mêmes raisons.

Les parents de ces enfants sont des gens qui ont peut être des charges politiques ou qui sont engagés dans la lutte contre les fascistes, comme dans le cas de Jokin Etxebarria, troisième enfant d'une mère responsable locale du PNV et qui est âgé de 5 ans lors de son évacuation et, avec qui j'ai réalisé un entretien¹. Sa mère, craignant fortement l'arrivée des troupes franquistes, confie ses trois enfants au gouvernement basque pour les mettre à l'abri. Ce sont aussi des gens qui craignent les ravages de la guerre, des bombardements et qui veulent donc protéger leur progéniture. Mais ce sont surtout des gens des classes populaires qui n'ont pas les moyens de fuir ou de se mettre à l'abri et qui remettent leurs enfants aux autorités.

L'âge des enfants

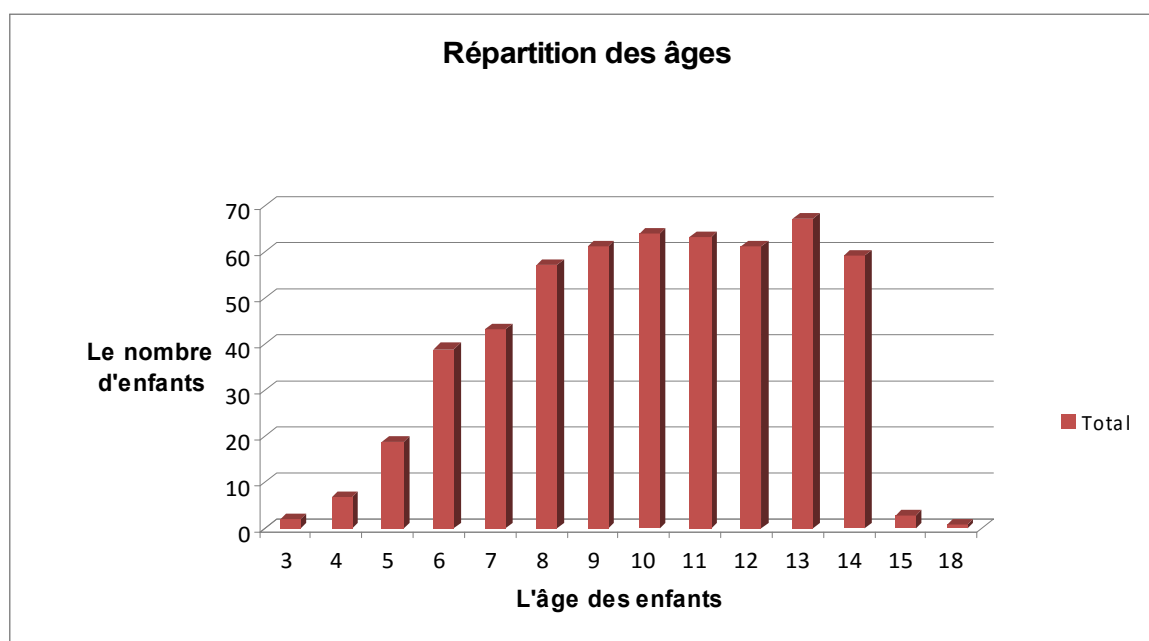
Lorsque l'évacuation des enfants débute grâce à la marine anglaise, le gouvernement britannique a imposé que les enfants n'aient pas plus de 14 ans car il considère qu'au delà c'est une population qui est capable de participer à l'effort de guerre. Leur évacuation serait considérée comme une violation de leur neutralité dans le conflit². A partir des listes existantes, nous avons donc composé

1 Entretien avec Jokin Etxebarria, 07/02/2014, Louhoussoa.

2 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983. p 48-49.

le graphique ci-dessous et on remarque clairement qu'il n'y a en effet que très peu d'enfants qui ont plus de 14 ans (seulement 4). Ces exceptions s'expliquent par le fait que le seul qui ait 18 ans vient du Sanatorium de Gorkiz et est un cas vraiment à part¹. Les autres se sont embarqués en donnant de fausses identités. L'absence de papiers officiels et l'état d'urgence dans laquelle s'opère l'évacuation empêche de procéder à des vérifications à une aussi grande échelle².

D'autre part on voit qu'il y a très peu d'enfants de moins de 5 ans alors que les Britanniques n'ont en aucun cas imposé un âge minimum pour être évacué. Cependant on conçoit facilement que les familles n'aient pas voulu envoyer les enfants en bas-âge qui ont encore besoin de leur mère. Mais tout de même il y en a un certain nombre et en observant la liste on remarque que dans la plupart des cas, ils sont accompagnés de frères ou sœurs³. Certains parents ont donc pris la décision d'envoyer les plus petits en les confiant à leurs aînés. Il faut aussi noter que certains enfants sont orphelins et sont donc évacués d'office par le gouvernement basque.



1 ANONYME, *Evacuation et rapatriement du Sanatorium de Gorkiz*, Bilbo, Ed. Diputación Provincial de Vizcaya, 1937.

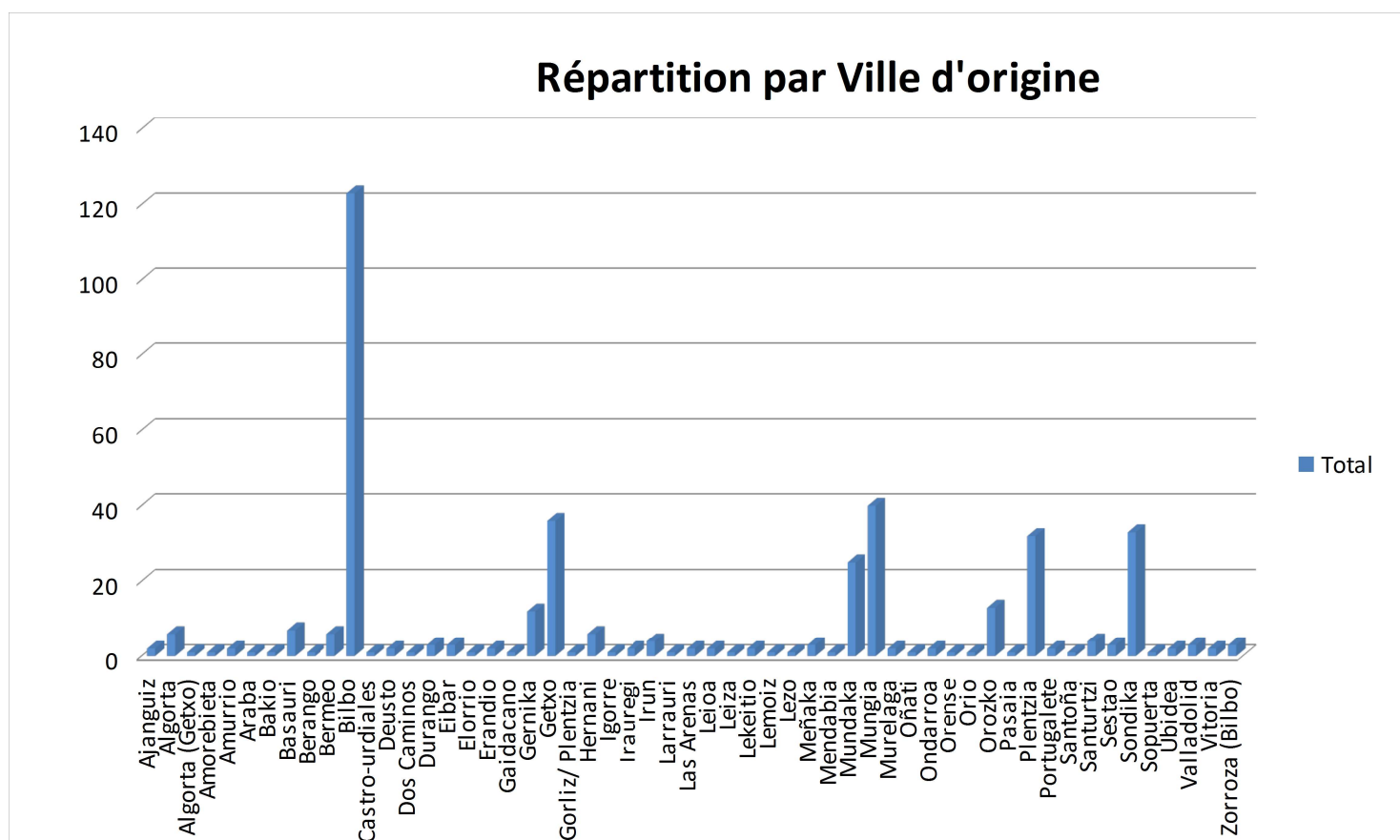
2 Entretien avec Jokin Etxebarria, 07/02/2014, Louhoussoa.

3 Annexe 1. Même si les liens de parentés ne sont pas clairement notifiés la même ville d'origine et la présence des noms de familles du père et de la mère dans les patronymes, comme il est d'usage en Espagne, ne permettent pas le doute quant aux liens de famille.

Leurs origines géographiques

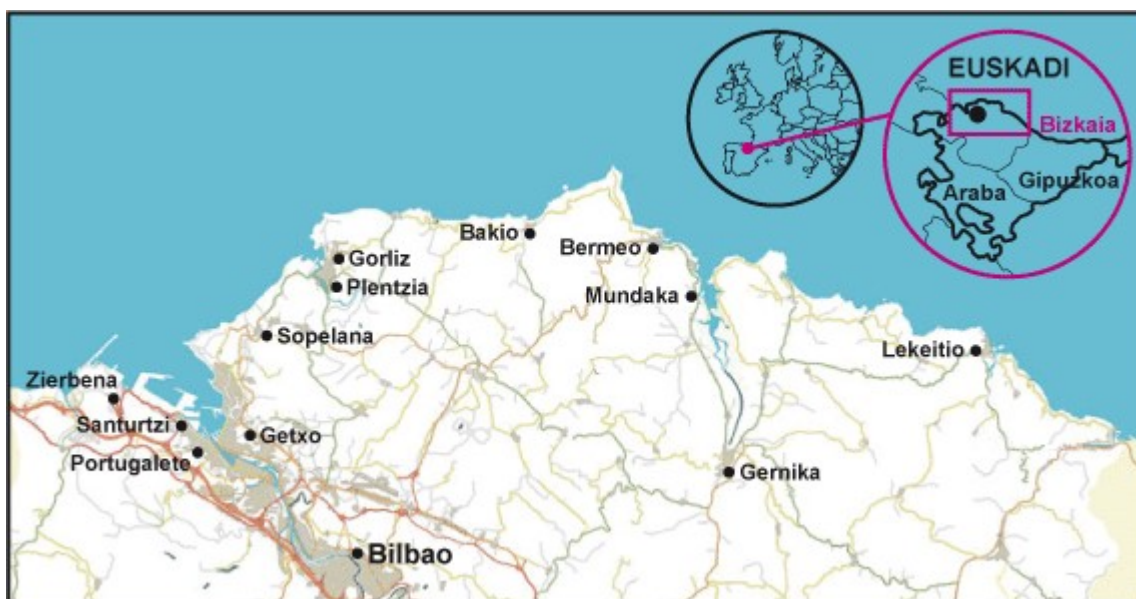
La provenance des enfants aussi permet de comprendre qui ils sont. L'analyse notamment de la liste rédigée le 13 août 1937 recensant 501 enfants¹ apporte des éléments intéressants du fait qu'elle donne la commune d'origine de chacun d'entre eux.

Dans un premier temps on constate que l'écrasante majorité des enfants sont originaires de Bilbao et de ses proches environs ce qui en soi n'a rien d'extraordinaire car les enfants qui s'étaient réfugiés dans la capitale biscayenne avant la campagne de Biscaye avaient été déjà évacués. Il ne faut pas oublier que les enfants envoyés à St Jean Pied de Port sont parmi les derniers à être évacués. Donc l'évacuation se fait au fur et à mesure que les franquistes avancent et la priorité est donnée à ceux qui sont déjà en fuite.



¹ Euskadiko Artxibo Historikoa - Archivo Histórico de Euskadi (EAH - AHE). Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Hacienda . Secretaría General . Secretaría . Correspondencia – Vol: 50 – Leg: 583 – Nde Leg: 06, Liste des enfants envoyés à Saint Jean Pied de Port, juin 1937

Dans cette liste on remarque qu'il y a beaucoup d'enfants qui sont originaires de Bilbao, ce qui n'a rien d'étonnant vu l'importance de la ville. Mais il y a des villages tels que Mundaka, Sondika, Orozko, Mungia ou Gernika qui sont très représentés¹ alors qu'aucun à cette époque ne dépasse les cinq mille habitants. Dans un premier temps nous avons pensé que l'administration, pour simplifier les inscriptions, a nommé comme village d'origine la plus grosse commune de la région d'origine de chaque enfant du fait de la multitude de villages ne dépassant pas les mille habitants dans la Biscaye rurale d'alors. Mais une étude plus approfondie des archives et notamment des brouillons des préparatifs de l'évacuation² démontre que dans chaque école les parents donnent l'autorisation d'évacuation de leurs enfants et que les enseignants font remonter ces listes au gouvernement. Il est donc clair que l'évacuation est organisée par ville et que donc les enfants de chaque village se retrouvent principalement dans les mêmes colonies ce qui explique cette sur-représentation évoquée ci-dessus. Ceci est un point très intéressant car à notre connaissance il n'a encore jamais été soulevé.



Carte de la région d'origine de la majorité des enfants

D'autre part, en observant la liste des enfants, on remarque la présence de villages ou de régions d'origine qui dès le soulèvement ou rapidement se sont retrouvés en zone franquiste. On peut se dire que cela pourrait être le fait de la fuite des familles des zones franquistes comme par exemple Maria Luisa Cortina

¹ Annexe 1.

² EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04. Listes provisoires pour l'encadrement d'une grande colonie en France, mai 1937.

Lengara originaire de Las Arenas en Navarre. Mais comme l'explique Jesus Alonso Carballes¹, le déplacement d'une zone à une autre est quasi impossible à cause du front. Donc, ce sont des enfants qui se trouvent déjà en zone républicaine lors du soulèvement de manière plus ou moins fortuite. On peut expliquer cela du fait d'un déplacement avec les parents ou alors pour avoir été envoyés en vacances chez un proche ou alors en colonie de vacances. Car il ne faut pas oublier que le soulèvement a eu lieu en plein été.

Enfin parmi ces enfants on remarque la présence de Exiquio Perez Lopez qui est originaire de Castro-Urdiales en Cantabrie, qui est sous contrôle républicain au moment de l'évacuation et de ce fait il n'a aucune raison de ne pas se trouver avec sa famille. Sa présence à la Citadelle peut paraître exceptionnelle cependant elle témoigne de la présence d'enfants de Cantabrie et des Asturies dans la majorité des colonies basques. En effet les autorités de ces deux régions n'ont pas mis en place d'évacuation pour les civils mais par contre le gouvernement basque a largement utilisé le principal port de Cantabrie, Santander, pour ses propres évacuations. Logiquement des familles locales ont donc saisi l'opportunité qui se présentait pour mettre à l'abri leurs enfants. Ainsi plusieurs enfants comme Exiquio Perez Lopes ont réussi à intégrer le groupe qui allait à la Citadelle avant l'embarquement, sûrement pendant le transit à Santander.

Les chiffres

Lorsque l'on parle du nombre d'enfants hébergés à la Citadelle, les auteurs parlent communément de 600 mais Gregorio Arrien évoque le chiffre de mille², tout comme Luis Arbeloa, le directeur de la Citadelle, dans son rapport envoyé le 1er avril 1938 au gouvernement d'Euskadi.

Le chiffre de 600 est basé sur les deux grands arrivages d'enfants de l'été 37 mais le nombre d'enfants qui ont fréquenté l'établissement est bien plus important. Le 24 juin, ce sont 502 enfants qui arrivent avec le personnel dans cette bâtisse abandonnée³, puis ils sont rejoints le 6 juillet par 70 autres selon *La*

1 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937: *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica...* *op.cit.* p.141.

2 Entretien avec Gregorio Arrien 16/03/2014, Gernika.

3 EAH-AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Asistencia Social . Evacuación . Secretaría . Listados – Volumen: 300 paginas- legajo: 462- numero de legajo: 07. Liste des enfants envoyés à Saint Jean Pied de Port, juin 1937

*Presse du Sud Ouest*¹ et environ une centaine selon *La Gazette de Biarritz*². À partir de cette date on voit les chiffres du nombre d'enfants présents à la colonie baisser au fur et à mesure : selon le directeur, il n'y en a plus que 434 au premier avril 1938³ et environ 250 au 31 mars 1939⁴. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il n'y a eu que deux arrivées d'enfants à la Citadelle et que ceux-ci sont partis peu à peu. En effet c'est beaucoup plus complexe, car les arrivées et les départs à la Citadelle sont incessants car ils se font par petits groupes ou individuellement pour des raisons diverses. Par exemple, le 14 septembre 1938, ce sont 36 enfants qui arrivent du refuge de Berck-Plage⁵ qui vient de fermer et le petit Jokin Etxebarria est évacué au cours de l'année 1938 vers l'hôpital de la Roseraie à Guethary pour soigner une infection et ne revient pas.

Pour nous apporter un nouveau regard, nous avons réalisé un graphique en nous basant sur les chiffres du gouvernement basque et ceux de la préfecture de Pau. La courbe bleue représentant le nombre d'enfants qu'il y avait à la Citadelle à certaines dates données et les colonnes rouges les départs massifs d'élèves qui ont été répertoriés ; la hauteur des colonnes dépendant du nombre d'élèves ayant quitté l'établissement et l'emplacement dans le graphique de la date à laquelle ils le firent.

1 *La Presse du Sud Ouest*, 08/07/1937.

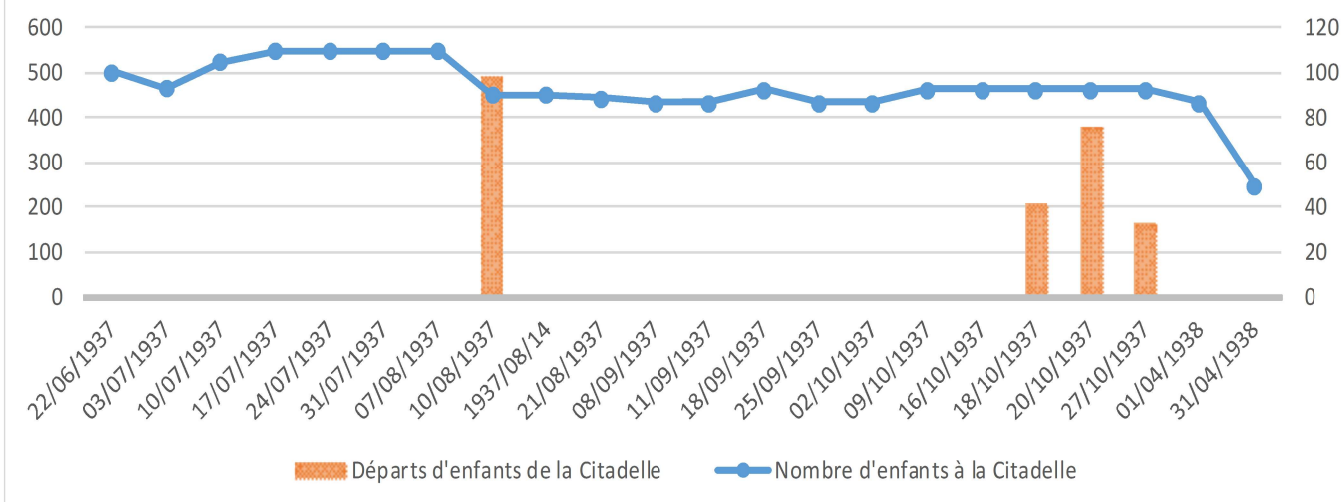
2 *La Gazette de Biarritz*, 09/07/1937.

3 EAH – AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Informes – Volumen: 75 hojas- legajo: 480- Numero legajo: 01. Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938.

4 Pierre NAYCHENT, article paru dans *La Dépêche du Midi*, 31/03/1939.

5 EAH – AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Hacienda . Secretaría General . Secretaría . Correspondencia – Vol: 50 – Leg: 583 – Nde Leg: 06, Liste des enfants transférés de Berck Plage à Saint Jean Pied de Port, 14/09/1938.

VARIATION CHRONOLOGIQUE DU NOMBRE D'ENFANTS À LA CITADELLE



Ainsi nous pouvons remarquer que le nombre d'enfants dans la colonie n'a jamais dépassé les 600. Les deux premiers mois il y avait à la colonie environ 550 enfants puis ce nombre a chuté au cours du mois d'août 1937, avec le départ de près de 100 enfants le 10 août 1937, puis qu'il s'est stabilisé autour des 450 jusqu'en 1939. Nous remarquons aussi qu'au mois d'octobre 1937 il y a eu trois départs importants et pour autant la courbe ne baisse quasiment pas, ce qui veut dire que ces départs ont été compensés par l'arrivée d'autres enfants ; mais nous ne disposons pas de données concernant les arrivées. On remarque aussi que dans les premiers jours le nombre de réfugiés est passé sous les cinq cent avant de remonter à cinq cent cinquante mais là aussi nous n'avons pas de chiffres précis et nous ne pouvons savoir si c'est dû à une arrivée de groupes ou à des arrivées « dispersées ». De plus, le nombre d'arrivées et de départs individuels n'est pas négligeable et tend à fausser toute tentative de calcul car ils ne sont pas répertoriés. On sait par exemple que Charo Azcarreta n'arrive à la Citadelle qu'en décembre 1937 et que Epifanio Enoriza rentre chez lui au cours du même mois. De plus il y a certaines personnes évoquées par les témoins, tel que Bizente Santamaria Idiakes, qui n'apparaissent dans aucune liste. Ainsi, même si ce graphique nous renseigne sur la fréquentation générale de la colonie nous n'avons pas assez de chiffres pour avoir des données exactes qui nous permettraient de savoir combien d'élèves sont passés à la Citadelle. Tout de même nous pouvons

déduire que le chiffre de six cent enfants n'est pas erroné et est peut-être en dessous de la réalité mais on ne peut prouver que mille réfugiés y ont vécu.

Donc, il y a plus de 600 enfants qui ont fréquenté la colonie de la Citadelle mais le nombre approximatif de 1000 reste à prouver. Dans le domaine de la guerre civile espagnole, il faut prendre les chiffres avec beaucoup de prudence car encore aujourd'hui, ils restent un sujet de polémique. On ne sait toujours pas combien cette guerre a fait de victimes. Ainsi selon les tendances politiques des historiens les chiffres vont du simple au double; par exemple, certains parlent de 300 000 soldats morts alors que d'autres s'arrêtent à 100 000¹. Certains ont tendance à les minimiser et d'autres à les grossir. Il en est de même pour le nombre d'enfants basques réfugiés qui selon les historiens varie entre 12 000 et 20 000.

De ce fait, pour avoir une idée exacte du nombre d'enfants, nous nous sommes lancés dans la constitution d'une liste des enfants à partir des documents officiels du gouvernement basque. Mais ceux-ci étant lacunaires, les résultats ne sont pas aussi probants qu'espéré². Lors de cette deuxième année d'étude, nous avons pu rajouter des noms à cette liste grâce aux archives départementales des Pyrénées Atlantiques mais elles sont aussi très lacunaires car la colonie n'a pas fait l'objet d'un suivi régulier ou alors les documents ont disparu. Au total, lors de nos deux années d'études, nous avons pu recenser 593 noms.

Ainsi durant l'été 1937 ce sont environ 600 enfants qui arrivent à la Citadelle et qui vont être rejoints par d'autres au cours de toute l'existence de la colonie. Ceux-ci ont en grande majorité entre 5 et 14 ans mais il y en avait des encore plus jeunes et des plus âgés. Dans la plupart des cas ils sont originaires de la communauté autonome d'Euskadi et leurs parents sont surtout des gens impliqués dans la lutte contre les rebelles et souvent affiliés politiquement.

1 ELGOYHEN Mathieu, *Gernika, La guerre d'Espagne au Pays Basque*, Elkar, Saint Sébastien, 2007, p. 15.

2 Annexe 1.

II/ L'évacuation

L'odyssée des enfants

Lorsque le 24 juin 1937, plus de 500 enfants arrivent dans la cité fortifiée de Saint-Jean-Pied-de-Port, ils viennent de vivre une véritable odyssée. Le 12 juin 1937, lorsque les nationalistes lancent l'offensive finale sur la « ceinture de fer » qui était censée protéger Bilbao, l'évacuation des enfants par le port de la ville est arrêtée et les enfants, tout comme la population, sont évacués vers Santander. Kepa Larrea et Julio Beika racontent¹ que tous les enfants qui doivent rejoindre la Citadelle de St-Jean-Pied-de-Port attendent rassemblés dans une grande bâtisse nommée Gordejuela. Quelques jours plus tard, un matin, ils sont évacués vers Santander dans un train qui est sûrement un des derniers à partir de Bilbao. Ana Mari Arteagoitia de Sondika raconte qu'elle fut évacuée avec 42 autres enfants de son village à Gordexola, un village surplombant Bilbao, pour être à l'abri des bombardements puis qu'ils furent envoyés à Santander par train². Une fois arrivés dans la capitale de la Cantabrie, ils séjournent trois ou quatre jours dans l'Hôtel Royal de la ville. Lors de ce court séjour, les futures institutrices et membres du personnel de la colonie les rejoignent au fur et à mesure et c'est Vicente Amezaga, qui était jusqu'alors directeur de l'enseignement primaire d'Euskadi, qui est chargé de la coordination du groupe. Le 22 juin 1937 ils embarquent sur le *Ploubazlanec*, un cargo français, en direction de la France. Le bateau marchand n'est pas confortable mais chacun a conscience que c'est un privilège que de quitter cette zone de guerre.

Le lendemain ils débarquent à La Pallice, le port de La Rochelle, et sont envoyés en train à la gare de Bordeaux qui, pour l'occasion, est organisée en véritable centre de tri de tous les réfugiés qui arrivent d'Espagne. Ana Mari Arteagoitia se souvient de « bon pain blanc » qu'on leur distribua, signe de la fin d'une longue période de disette³. On les envoie alors vers les pays qui ont accepté de les accueillir. Certains enfants restent en France, d'autres vont en Belgique, au Royaume-Unis ou encore en URSS. Ce tri ne se fait pas sans drame ni erreur. Par

1 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio Op. cit.*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983, p. 165.

2 Ana Maria Arteagoitia Zarraga, enfant ayant vécu à la Citadelle, témoignage rédigé le 08/05/2006.

3 *Idem*

exemple Jokin Etxebarria âgé seulement de cinq ans est mis par erreur dans un groupe à destination de l'URSS et il est rattrapé par son grand frère Iñaki (13 ans) qui le remet dans le groupe en direction de la Basse Navarre¹. Aujourd'hui il en parle avec ironie et dit qu'il aurait pu finir « général de Poutine! » mais cela illustre à quel point cette évacuation massive d'enfants a fait basculer leur destin et quelles conséquences peut avoir une simple erreur de tri.

Ceux qui restent en France sont envoyés vers les différents départements où des centres ont été organisés en catastrophe et qui, pour la grande majorité, ne sont pas encore prêts. La Citadelle comme la plupart des centres se trouve dans le Sud-Ouest et les enfants prennent le train à Bordeaux direction Bayonne, puis un autre qui les mène à Saint-Jean-Pied-de-Port. Douze jours après avoir quitté Bilbao ils arrivent le soir du 24 juin alors que la ville fête la Saint-Jean, le patron de la ville avec le traditionnel feu, mais l'accueil est loin d'être aussi chaleureux que le brasier car la population y est très conservatrice et plutôt favorable à Franco². Sur cet épisode, les témoignages varient. Kepa Larrea parle d'accueil glacial et Epifanio Enoriza évoque même des insultes et des huées. Par contre pour d'autres comme José Ramon Lauzirika c'est tout le contraire :

« On arriva durant les feux de la Saint-Jean et ce fut le spectacle le plus magnifique que je n'eus jamais vu car c'était la première fois que je voyais un *toro de fuego*. On reçut un bel accueil³. »

Pour les locaux que nous avons interrogé, il n'existait pas de réelle animosité contre ces réfugiés mais plutôt de la méfiance car la presse locale martelait que c'étaient des rouges mais cette impression s'est rapidement estompée. Pour Jean-Baptiste Etcharren il y a surtout eu un réflexe naturel de protection dû à l'arrivée de 600 réfugiés dans une commune de 1 600 habitants⁴.

Néanmoins, il est certain c'est que le maire, qui a donné son accord pour leur accueil et les attend à la gare avec quelques autres officiels. Les réfugiés montent alors à pied jusqu'à cet impressionnant édifice défensif à l'abandon et y passent leur première nuit dans des conditions précaires⁵.

1 Entretien avec Jokin Etxebarria, 07/02/2014, Louhoussoa.

2 CAZAUBON Xavier, *L'arrondissement de Bayonne et la Guerre Civile d'Espagne 1936-1939*, Travail d'étude et de Recherche d'Histoire, Université de Bordeaux III, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 1984-1985.

3 José Ramon Lauzirika, enfant ayant séjourné à la Citadelle, témoignage rédigé le 12/02/2006

4 Jean Baptiste Etcharren, 30/01/2015, Saint-Jean-Pied-de-Port.

5 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio Op. cit.*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983, p. 170.

Toutefois, certains de nos témoins ont vécu un parcours différent pour arriver à la Citadelle : Domeka Elezkano arrive à la Citadelle quelques jours plus tard. Avec ses frères, il prend un bus depuis Bilbao jusqu'à Santander puis embarque dans le charbonnier anglais, le *Molton*, avec d'autres enfants. Une fois à Bordeaux, tout comme le groupe précédent, il prend le train jusqu'à Saint-Jean-Pied-de-Port via Bayonne¹. Tandis que Charo Azcarreta embarque le 30 mai 1937 sur le bateau *Habana* au port de Santurce en direction de la France avec ses sœurs et sa mère. Elles débarquent à La Pallice et avec ceux du bateau sont envoyés à Poulgoazec en Bretagne. Elles y restent jusqu'au mois d'octobre 1937 puis sont transférées à Biarritz. Sa mère décide alors de l'envoyer à Saint-Jean-Pied-de-Port en décembre 1937 et elle y passe son premier Noël sans ses proches.

Cependant cette arrivée est l'aboutissement d'un périple entamé bien avant juin 1937. En effet nous verrons maintenant comment le gouvernement basque et quelques appuis locaux ont œuvré pendant des mois pour rendre possible cet accueil.

Préparatifs de l'évacuation

Dès le 13 mai 1937 *L'Aube*, journal catholique, publie une tribune titrée « Pour le peuple Basque » et signée par une quarantaine de personnalités catholiques et intellectuelles dont François Mauriac. Cet appel fait écho aux débats qui divisent les intellectuels français au sujet de l'évacuation des enfants mais aussi de la Guerre d'Espagne en général. Dans cette tribune, ils appellent à accueillir en France « ceux qui partagent leur foi religieuse » pour qu'ils trouvent « un accueil inspiré de sentiments fraternels »². C'est ainsi que l'abbé Lafitte, curé de la paroisse Saint Sauveur d'Errobi à Ustaritz dans les Basses-Pyrénées se rend dans la capitale historique de la Basse Navarre. Au nom du Comité Français des Réfugiés Espagnols (CFRE), il demande à la municipalité de Saint-Jean-Pied-de-Port que la Citadelle serve de lieu d'accueil des enfants évacués. L'abbé Pierre Lafitte est un jeune prêtre qui travaille énormément sur l'Histoire de la langue basque et publie plusieurs ouvrages importants dans les années 30. Après avoir

1 Témoignage de Domeka Elezkano, garçon qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao..

2 *L'Aube*, 13/05/1937.

fait la connaissance de membres du PNV, il fonde le mouvement *abertzale*¹ dans les provinces françaises notamment en publiant *Le programme Euskalerriste* et en créant la revue et le mouvement *Aitzina*. Quand la Guerre Civile éclate il tente une médiation entre les carlistes et les nationalistes basques car il a de très bons contacts dans les deux camps. Cette tentative est un échec. Il s'engage alors à aider les populations civiles de toutes les façons possibles. Avant que les évacuations ne débutent, il est contacté par les nationalistes basques et prépare le terrain auprès du clergé français avec plus ou moins de succès². A Saint-Jean-Pied-de-Port sa demande est débattue lors de la séance du 19 mai 1937³ et le conseil municipal donne alors son accord tout en faisant une série de remarques et conditions :

- « - 1° L'état de délabrement dans lequel se trouvent les bâtiments
- 2° Que la mairie ne peut entreprendre les réparations indispensables et qui devraient être effectuées par le comité
 - 3° Que le comité devrait se soumettre à toutes les mesures d'hygiène qui seraient jugées nécessaires par la municipalité ou l'administration supérieure
 - 4° Que la mise à disposition à des réfugiés espagnols de ces locaux impliquerait pour eux, de ne se livrer à aucune manifestation, ni propagande de quelque nature qu'elle soit, l'hospitalité qui leur serait accordée devant être dans le respect de la neutralité la plus absolue. »

Puis à la séance suivante, du 14 juin 1937, il ajoute :

- « - Que l'accueil est accepté sous condition d'évacuation immédiate si l'administration militaire demandait la citadelle⁴. »

Les conditions de la municipalité n'ont rien d'exceptionnel. Sa posture est d'accepter mais à condition que cette présence ne cause aucun tort à la population locale. Demander la neutralité aux réfugiés est la norme même si c'est une position plutôt hypocrite. Comment voulez-vous qu'un gouvernement en plein

1 Patriote

2 ARBELBIDE Xipri, *Piarres Lafitte, bere bizia*, Saint-Sébastien, éditions Elkar, 1986.

3 Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939.

4 *Idem*.

conflit ouvert ne fasse pas de propagande auprès de ses propres ressortissants ? De plus, où se situe la neutralité ? Est-ce que sortir un drapeau basque serait de la propagande ? Enfin on note la condition ajoutée au conseil suivant qui met la Citadelle à la disposition de l'armée. Depuis le début du conflit, les démocraties occidentales craignent son extension au niveau européen avec le risque de déclencher une guerre mondiale. Et même si elles font tout ce qu'elles peuvent pour maintenir un semblant de neutralité dans ce conflit, la France se prépare à toutes les éventualités. Cette dernière condition illustre bien cela.

Le gouvernement basque est averti le 1er juin par télégramme que la Citadelle est mise à sa disposition et il prévoit d'y envoyer 1 500 enfants¹. Le responsable de la délégation basque à Bayonne, M. Ziauriz envoie : « Pour 1 500 enfants ils nous prêtent gratuitement le local de Saint-Jean-Pied-de-Port ² ». Cependant le 10 juin 1937, le gouvernement de Bilbao prévient sa délégation que le gouvernement français ne subventionnera pas le séjour de la totalité des enfants mais seulement de 750 mineurs³. La volonté initiale du gouvernement basque est de créer une très grande colonie dirigée par ses services, qui concentrerait près de 1 500 enfants. Néanmoins, les autorités françaises refusant d'en subventionner autant, il n'a pas d'autre choix que de réduire le nombre de moitié. Le gouvernement basque est dans l'incapacité d'assumer financièrement seul tous ces enfants car il faut également prendre en charge le personnel et les autres frais de fonctionnement. Le financement prévu par le gouvernement français permet à peine de couvrir les frais d'alimentation. Par ailleurs, toujours dans cette correspondance, on voit que le gouvernement français promet une subvention à hauteur de 6 francs par jour et par enfant puis dans un télégramme du 15 juin 1937, revient sur son engagement. Mais la délégation insiste et elle obtient une subvention exceptionnelle qui est réduite à 5 francs par enfant et par jour⁴. A ce moment là, à titre d'illustration, le kilogramme de pain se vend 2,41 francs et les 100 grammes de beefsteak 2,95 francs⁵. Donc la subvention est très limitée pour faire fonctionner une telle institution car elle couvrirait à peine les dépenses en

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04, Correspondance entre le Gouvernement Basque et la délégation de Bayonne, mai juin 1937.

2 “Para mil quinientos niños nos ceden gratuitamente local la citadel de Donibane Garazi” *idem*.

3 *Idem*.

4 *Idem*.

5 André PIATIER, « Les prix de détail en France depuis 1914 », *Revue économique*, 1950, n°2, p.227-231.

nourriture. D'autre part, le 17 juin 1937, le gouvernement autonome demande à la délégation d'entrer en contact avec le préfet des Basses-Pyrénées pour lui demander l'autorisation de débarquer les enfants au port de Bayonne. Mais on ne trouve aucune réponse à cette requête et quand on sait que les enfants ont débarqué à La Rochelle, on peut aisément deviner que la réponse du préfet est négative. Le plan initial était donc d'envoyer les enfants directement du port de Bilbao à celui de Bayonne mais les circonstances et la volonté des autorités françaises ont fait que le voyage a été beaucoup plus long.

A Bilbao, les préparatifs s'accélèrent. Tout d'abord le gouvernement doit composer l'équipe qui va encadrer les enfants et en cette période trouble ce n'est pas une tâche aisée. Pour preuve, dans les archives, il n'y a pas moins de 14 listes qui sont raturées, amplifiées et modifiées jusqu'à ce qu'un groupe plus ou moins complet soit validé¹. C'est Vicente Amezaga (ou Bizente Amezaga) qui a la charge de monter cette équipe. Il a été jusqu'alors directeur de l'enseignement primaire d'Euskadi et le fait qu'on lui confie la charge de créer et de diriger la colonie de la Citadelle montre l'importance qu'on attribue à cette colonie. Cette colonie est destinée à être exemplaire et ambassadrice du gouvernement et du peuple basques. C'est celle qui doit fonctionner le mieux pour qu'une fois mise en avant, le nouveau pouvoir autonome basque montre à Madrid et aux autres puissances occidentales sa capacité à agir et construire. Son but est de montrer qu'il est compétent et ainsi rendre indispensable sa présence dans la future République espagnole victorieuse du fascisme. Vicente Amezaga sélectionne dans un premier temps les enseignants qui sont tous des anciens professeurs des écoles basques, totalement acquis à la cause basque. Parmi eux, Felisa Aretxaga qui avant la guerre était enseignante dans l'école basque de Durango, école qui dépend du *Batzoki*, local associatif du PNV². Elle illustre parfaitement le type d'enseignant qui est choisi. Puis Vicente Amezaga crée le groupe des auxiliaires qui est très hétéroclite avec des prêtres, des cuisinières, des employés du bâtiment, des infirmières, un médecin, des agents sanitaires, du personnel administratif, des lavandières et des gardiens. Mais Bilbao étant sur le point de tomber, c'est à

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04, Listes provisoire pour l'encadrement d'une grande colonie en France, Euskadiko Artxibo Historikoa.

2 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983, p. 302.

Santander qu'il convoque tout ce monde qui rallie tant bien que mal et par ses propres moyens l'Hôtel Royal. Cependant tous ne parviennent pas au point de ralliement, on remarque que même sa dernière liste comporte des différences avec celle qui est rédigée à la Citadelle.

Dans la même période les autorités basques préparent l'évacuation en multipliant les listes d'enfants. La présence de listes faites dans les écoles de Mundaka, de Sondika (datée du 11 juin 1937), Mungia, Orozko, Gernika, montrent que l'évacuation s'est faite par école et organisée avant l'arrivée de l'ennemi donc de manière anticipée¹.

Mais pour autant, le 15 juin, le directeur général de l'enseignement, Bizente Amezaga demande au gouvernement un véhicule pour pouvoir évacuer les écoles des villages de Plentzia, Sondika, Orozko et Zollo qui comptent respectivement 15, 40, 70 et 8 enfants² alors que les nationalistes arrivent aux portes de Bilbao et que le gouvernement sachant la ville perdue, évacue tout le monde dans l'urgence³. Il y a donc une certaine anticipation à l'évacuation mais, toute relative car elle se fait tout de même dans l'urgence. Cette organisation de l'évacuation par localité est un point qui, à notre connaissance, n'a jamais été soulevé par nos prédécesseurs.

Le transfert des enfants de Bilbao à Saint-Jean-Pied-de-Port s'est donc fait selon les circonstances du moment et la volonté des autorités françaises. Le transfert quant à lui a été organisé bien à l'avance par le gouvernement basque même si, au vu des circonstances, les choses ont été précipitées sur la fin. Mais le séjour ne sera pas pour autant un long fleuve tranquille pour les réfugiés car il dépendra en partie des changements d'orientation du gouvernement français.

III/ La France pendant la Guerre Civile espagnole

Cette partie traite de la corrélation existant entre la politique française des années trente et les réfugiés de la Guerre d'Espagne. Pour cela nous traiterons dans

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04, Listes des enfants près à être évacués.

2 *Idem*.

3 ELGOYHEN Mathieu, *Gernika, La guerre d'Espagne au Pays Op.cit.*, p. 53.

un premier temps de la situation de la France avant et au moment de la Guerre. Puis de son attitude durant celle-ci et enfin, comment elle a géré l'arrivée incontrôlée de ces masses de réfugiés. Mais aussi de l'envoi beaucoup plus organisé d'enfants qui seront destinés à être placés dans ces refuges nommés colonies scolaires. Le but est de démontrer comment un pays frontalier à une zone de guerre doit jongler entre volonté de s'engager en faveur d'un camp tout en se protégeant pour ne pas être emporté dans une escalade belliciste. Comment jongler entre une ligne idéologique qui le pousse à l'action et un contexte diplomatique qui lui interdit tout mouvement. Comment ce pays peut accueillir des réfugiés qui sont de la même sensibilité politique que ses dirigeants mais ne peut laisser des flots humains se déverser sans contrôle sur son territoire.

La situation socio-politique de la France des années 1930

Pour comprendre le rôle de la France durant le conflit espagnol, il faut tout d'abord savoir quelle est sa situation sociale et politique. De plus, mon sujet étant la colonie de Saint-Jean-Pied-de-Port, nous ferons de même avec le Pays Basque français.

La déception de la France d'après guerre

A la fin de la Première Guerre mondiale, la France ressort victorieuse mais comme l'ensemble des belligérants européens, elle est économiquement ruinée et démographiquement décimée. Elle tente d'imposer une paix de vainqueur qui lui permettrait de rembourser les dégâts et les dépenses dûs à la guerre sur l'Allemagne. Cependant, ses alliés que sont le Royaume-Uni et les États-Unis ne veulent pas faire payer et humilier les vaincus pour préserver la paix sur le long terme. Par la suite malgré le traité de Versailles, que les Américains ne ratifieront pas, l'Allemagne ne paye pas régulièrement ses dettes et après plusieurs allègements, les plans Dawes et Young en 1925 et 1929, les paiements cessent complètement en 1932.

Au niveau intérieur, la guerre a fortement traumatisé la population qui est démoralisée. En 1919, les grèves se multiplient et c'est sur ce dégoût de la guerre que progressent fortement les idées communistes. En 1920, à la suite du congrès

de Tours, le camp socialiste se divise avec la fondation de la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC), communiste et la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), socialiste. Il en est de même du côté des syndicats avec la création de la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU), plus proche de la SFIC, en parallèle de la Confédération Générale du Travail (CGT). En janvier 1922, le Bloc national majoritaire au parlement soutient Raymond Poincaré à la tête du gouvernement. Poincaré qui fut le président de la république durant la grande guerre, a la ferme volonté de faire payer l'Allemagne. Mais quand la France occupe la Ruhr en 1923, car les allemands refusent de rembourser les dettes de guerre, elle est abandonnée par son allié britannique et les marchés font plonger le franc. Ceci contraint Poincaré à faire machine arrière. De ce fait, en face, les socialistes, les radicaux-socialistes et la gauche radicale s'unissent pour créer le Cartel des gauches et remportent les élections législatives du 11 mai 1924. Mais de 1924 à 1926 deux gouvernements de gauche échouent face à l'hostilité des marchés financiers et Poincaré revient à la tête d'un gouvernement d'« union nationale » ; il stabilise le franc en difficulté depuis la fin de la guerre. Quand la crise monétaire internationale éclate suite au « Jeudi noir » du 24 octobre 1929, la France résiste grâce à sa structure économique basée surtout sur des petites et moyennes entreprises et sa stabilité monétaire. Mais à partir de 1932, les effets de la crise se font ressentir et sur un plus long terme que pour la plupart des pays car cette crise dure jusqu'en 1939.

Durant cette période la France entre dans une crise qui gangrène aussi bien le monde politique et la société dans son ensemble, que le monde économique. A partir de 1932 le pouvoir politique est marqué par une grande instabilité. Depuis la fin de la guerre, le courant des déçus de la République prend de l'importance notamment grâce aux affaires de fraude financière qui secouent les leaders politiques. En 1933, l'affaire Stavisky démontre la corruption de plusieurs grands élus de la République et implique même le président du Conseil, Camille Chautemps. Avec pour conséquence d'entraîner une très forte progression de l'antiparlementarisme. L'agitation sociale se fait alors de plus en plus forte, notamment grâce à l'action d'associations d'anciens combattants et de ligues fascistes qui ne rechignent pas à employer la violence. Cette campagne culmine le 6 février 1934 avec la manifestation organisée par les groupes précédemment nommés et qui se termine en émeute face au Palais Bourbon. Cette démonstration

de force signale clairement que la République est en danger et les forces de gauche s'activent alors ensemble pour faire front au fascisme. Les socialistes et les communistes entament des discussions à partir de mai 1934. En mai 1935 les radicaux se joignent au mouvement et la création du Front populaire est officialisée par un grand défilé le 14 juillet 1935. Cette union de la gauche se traduit aussi par la réunification en un seul syndicat de la CGTU et de la CGT. Le 10 janvier 1936, ils publient un programme commun qui définit clairement la ligne politique du Front populaire mais qui reste vague sur le volet économique. Le 3 mai, au second tour des élections législatives, la victoire est totale et le Front populaire accède au pouvoir.

Léon Blum forme alors son cabinet avec les socialistes et les radicaux. Les communistes ne participent pas car, même s'ils les soutiennent, ils ne souhaitent pas s'impliquer. Une véritable vague d'espoir submerge alors la France et après de grandes grèves, le gouvernement soutient la signature des accords de Matignon qui permettent de grandes avancées sociales. Mais cet élan est de courte durée car si les communistes pressent le gouvernement d'en faire toujours plus, les radicaux, eux, veulent ralentir le train des réformes pour stabiliser la situation économique qui ne s'améliore pas. Ce sont ces derniers qui convainquent Blum, créant les premières dissensions dans le mouvement. De plus les communistes lâchent le Front populaire quand celui-ci décide de ne pas intervenir dans la Guerre d'Espagne. En effet, alors que Blum est plutôt favorable à un soutien au Front populaire espagnol, la Grande-Bretagne y est hostile et menace de ne pas soutenir la France si le conflit s'internationalisait par un affrontement direct avec l'Allemagne nazie. Léon Blum décide alors de faire signer un pacte de non-intervention à tous les pays les plus puissants ce qui n'est en fait qu'un camouflet. Blum, à cause de sa politique économique, perd la confiance du parlement et est contraint de démissionner le 21 juin 1937. Par la suite s'enchaînent deux gouvernements de Front populaire mais qui sont menés par les radicaux et donc à leur manière. Blum reforme un gouvernement le 13 mars 1938, mais démissionne moins d'un mois plus tard. Le radical Daladier forme alors un gouvernement composé de modérés et enterre définitivement la politique du Front. Le 30 janvier 1938, il signe les accords de Munich qui abandonnent la Tchécoslovaquie à l'Allemagne et les communistes renient alors tout lien avec ce gouvernement. Puis à la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939, il prend des mesures

contre les communistes et ouvre une véritable chasse à l'homme. Le 1er septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne et le 3 septembre 1939, la France lui déclare la guerre et ordonne la mobilisation nationale.

Nous avons donc là un pays en crise qui ne parvient pas à se relever de la Première Guerre mondiale. De ce fait, la France n'est politiquement pas stable et donc elle se montre incapable de défendre une ligne diplomatique forte et indépendante.

La situation dans l'arrondissement de Bayonne

En 1930, l'arrondissement de Bayonne est le découpage administratif qui correspond à ce que nous appelons communément le Pays Basque français. Celui-ci est en fait composé de trois des sept territoires historiques du peuple de langue basque, c'est à dire le Labourd, la Basse Navarre et la Soule. La société qui vit dans ces territoires est en grande partie une société rurale, en effet seules les communes de Bayonne, Anglet et Biarritz peuvent être considérées comme de véritables villes. Mis à part autour de Bayonne, l'industrie ne se développe que très peu au Pays Basque. Même s'il est vrai que l'on trouve à Saint-Jean-de-Luz une industrie liée à la pêche et quelques manufactures de moyenne importance à l'intérieur des terres comme les fabriques de chaussures à Hasparren et d'espadrilles à Mauléon. Mais l'activité économique principale est agricole. Dans les plaines, notamment autour d'Ustaritz et Saint-Palais, la culture céréalière domine alors que dans le reste des terres qui sont plus vallonnées voire montagneuses, c'est une activité agropastorale qui domine. Les exploitations sont en général moyennes; elles permettent de subvenir aux besoins des familles et elles fonctionnent bien souvent en quasi autarcie en vendant l'excédent dans les divers marchés locaux. Compte tenu de ces activités économiques peu importantes, il n'y a donc que peu de commerce qui se fait vers l'étranger ou même vers les autres parties de la France¹.

D'autre part, la démographie stagne depuis le début du siècle, même si l'on constate comme partout en France un fléchissement à la suite la Première Guerre mondiale. La quasi absence d'activité économique de masse fait du Pays Basque une région peu attractive et elle ne subit pas de vagues de migration. C'est même

¹ GOYHENECHÉ Eugène, *Le Pays Basque*, Pau, Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion, 1979, p. 464.

le contraire car le système successoral basque consiste à n'avoir qu'un seul héritier par maison, l'aîné, qu'il soit fille ou garçon. Les autres n'ont alors d'autre choix que d'embrasser une carrière dans les ordres, dans l'armée ou d'aller tenter leur chance ailleurs. C'est ce que font nombre d'entre eux en allant travailler à Paris ou en Amérique.

Dans le Pays Basque des années trente, l'Eglise a une place très importante dans la vie quotidienne des Basques, qui sont particulièrement pratiquants et respectueux des rites religieux. Alors que dans la plus grande partie des campagnes françaises la société rurale s'imprègne des idées républicaines et se laïcise, le Pays Basque fait figure d'exception. En effet la société basque accepte mal la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905, et défend ses valeurs chrétiennes. De plus le clergé du Pays Basque est Basque donc garant de la langue et de la culture locale auxquelles les gens sont très attachés. Enfin, le curé du village avec le notable est celui qui maintient la structure sociale et empêche la « modernité » de déstabiliser et de mettre en péril cette société ancienne¹. La vie est structurée autour de la maison familiale et la vie du village autour de l'église. D'ailleurs, c'est de ce conservatisme que va émerger le mythe d'une société basque intemporelle. On met en avant une culture forte comme marqueur d'identité d'une société qui se revendique comme archaïque. C'est cet archaïsme qui est censé faire sa pureté. L'arrondissement de Bayonne vote donc massivement à droite pour les conservateurs. D'ailleurs, depuis 1914, Jean Ybarnegaray maire d'Uhart-Cize, est élu député des Basses-Pyrénées sans interruption jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Ybar pour ses électeurs, est un ancien combattant médaillé qui est le représentant de cette population conservatrice, catholique, nationaliste et radicalement opposé à toutes les idées de gauche. Ce personnage d'envergure nationale proche des partis conservateurs se rapproche dans les années trente des ligues fascistes et devient en 1936 un cadre du Parti Social Français, ce qui ne choque en rien ses électeurs qui lui renouvellent sans sourciller leur confiance².

Dans le Pays Basque de cette époque le langage courant est le Basque sauf dans les villes qui ont été peuplé par les Landais de langue gasconne. Tout de même l'apprentissage obligatoire du français fait progresser son utilisation mais il

1 BILBAO Isabelle, *Jean Ybarnegaray : Entre « petite patrie et grande patrie »*, Bayonne, Elkar argitaletxea, 2013, p.20.

2 BILBAO Isabelle, *Op. cit*, p. 83.

n'est pas encore entré dans les mœurs de la population locale. Le Français est la langue de la bourgeoisie et des officiels. Grâce à leur langue ancestrale, les Basques entretiennent avec leurs frères du sud des relations économiques et culturelles importantes que jamais la frontière administrative n'a pu arrêter. Les échanges sont nombreux et les liens étroits, avec même pour certains des liens de parenté et en partie les mêmes affinités politiques. Au Pays Basque sud, le nationalisme basque progresse fortement dans les provinces de Biscaye, Guipuscoa et au nord de la Navarre. Mais le sud de celle-ci et la majeure partie de l'Alava sont portés par les idées carlistes qui prônent un retour de la monarchie et des valeurs de l'Eglise catholique. Or, les Basques du nord des Pyrénées ne s'attachent que très peu au nationalisme et sont beaucoup plus proches de la deuxième catégorie politique. En effet, la Première Guerre mondiale, par le sacrifice, achève le processus d'assimilation de ce peuple à la nation française. Pour eux les nationalistes ne sont que des indépendantistes rouges qui veulent menacer l'intégrité de la nation française et détruire les églises. Donc, lorsqu'en juillet 1936, les militaires espagnols se soulèvent, une large partie de l'opinion de l'arrondissement de Bayonne est favorable aux fascistes. Lorsque les premiers réfugiés arrivent, les locaux sont effrayés par ces gens du fait de la campagne de calomnie que mène la presse de droite à leur encontre. Cependant l'accueil s'organise pour aider les frères basques et même les plus farouches opposants à la République tel que le député-maire Ybarnegaray y participent¹. Il demande à ses amis les plus influents d'accomplir « toutes les démarches nécessaires en vue d'obtenir des Pouvoirs Publics, au bénéfice des frères basques, l'autorisation de séjourner dans le département des Basses-Pyrénées »². L'accueil s'organise alors et plusieurs associations sous le parrainage de membres du clergé voient le jour. Mais avec le nombre toujours croissant de réfugiés qui arrivent, les notables changent d'avis. En septembre 1937, le député de l'arrondissement de Bayonne voit à présent la présence de cette population comme un danger et un poids que la France ne peut supporter³. Cependant les réfugiés qui sont installés soit, dans des centres d'accueil, soit, chez des particuliers, ont noué des relations avec les locaux et ceux-ci ont pu remarquer qu'ils n'étaient en rien des rouges sanguinaires et

1 BILBAO Isabelle, *Jean Ybarnegaray : Entre « petite patrie et grande patrie »*, Bayonne, Elkar argitaletxea, 2013, p. 123.

2 Archives Départementales des Pyrénées Atlantiques (ADPA), 1M71.

3 BILBAO Isabelle, *Jean Ybarnegaray : Entre « petite patrie et grande patrie »*, Bayonne, Elkar argitaletxea, 2013, p. 124.

étaient autant voire plus pratiquants qu'eux.

Au Pays Basque français, il existe donc une société conservatrice fière de sa culture mais qui ne fait pas de sa défense un mouvement politique, à l'inverse d'une partie des Basques d'outre-Pyrénées mais les accueille tout de même quand ceux-ci fuient la guerre.

Saint-Jean-Pied-de-Port à l'arrivée des enfants

En 1936, Saint-Jean-Pied-de-Port est une localité de 1541 habitants. Comme pour le reste du Pays Basque français, son activité principale se structure autour de l'agriculture et sa population n'est pas numériquement importante. Cependant les bourgs des villages d'Ispoure et d'Uhart-Cize qui comptent respectivement 645 et 550 habitants lui sont attenants et forment quasiment un seul ensemble urbain. Donc, Saint-Jean-Pied-de-Port a la concentration démographique la plus importante de Basse-Navarre et de Soule. La ville est aussi la capitale économique de cette région car elle est idéalement située.

Elle a été fondée au XIII^e siècle par les rois navarrais qui s'implantaient au nord des Pyrénées. Ils y installèrent tout d'abord un château en haut de la colline Mendiguren au XII^e siècle car elle se situait au pied du col de Roncevaux, au confluent des Nives d'Arnegui et de Béhérobie et ouvrait la route vers les terres du nord. Au XIII^e siècle le roi de Navarre y implante une ville neuve entourée de remparts avec des nombreux privilèges qui lui permirent de prendre rapidement le dessus sur Saint-Jean-le-Vieux. Quand la Navarre péninsulaire fut conquise par Ferdinand le Catholique, la Navarre continentale resta indépendante mais entra petit à petit dans le giron français avant d'être totalement rattachée à la couronne par Henri IV. Saint-Jean-Pied-de-Port resta tout de même la capitale de cette province jusqu'à la révolution et son intégration dans le département des Basses-Pyrénées¹.

Cependant la ville reste le centre économique de la région. Même si son activité principale est agropastorale, elle a de nombreux atouts qui lui permettent de rester un pôle important. Par la Nive on achemine les matériaux jusqu'à Bayonne, notamment les boulets de canons au XVIII^e siècle. Le col de Roncevaux permet de commercer avec l'Espagne, ce qui donne lieu à un important trafic de

¹ GOYHENECHÉ Eugène, *Le Pays Basque, op. cit.*, p. 640.

contrebande. La ville est aussi au pied du massif d'Iraty et son immense hêtraie qui est une ressource économique très importante. La route du nord permet d'accéder au Pays d'Amikuze et ses grandes surfaces planes qui ont une importante production céréalière. Elle connaît son apogée au milieu du XIXe siècle avec une population qui dépasse les 2 300 habitants. Mais rapidement l'exode rural s'amorce et la commune perd en importance. En 1899, la ligne de chemin de fer relie la cité navarraise à Bayonne et lui donne un nouvel essor. Cependant la démographie ne cesse de chuter. La première guerre mondiale, comme pour la plupart des communes rurales de France, est un nouveau coup dur qui lui est porté avec toute une génération d'hommes qui est décimée.

Politiquement la commune dénote par rapport aux environs qui sont très ancrés à droite. Le député Ybarnegaray, depuis 1924, y fait à chaque fois de très bons scores mais les républicains et la gauche ont légèrement plus d'audience dans la cité navarraise que dans sa campagne. En 1937, le maire de Saint-Jean-Pied-de-Port est Sauveur Haramburu, un radical socialiste qui a été élu en 1935 mais qui doit faire avec une opposition forte et influente. Donc, quand les réfugiés arrivent, le conseil municipal leur est favorable mais doit gérer une population qui ne l'est pas forcément.

Le pouvoir politique français et la Guerre civile

Quand le coup d'Etat militaire échoue en Espagne et qu'il se transforme en guerre civile, la France ne peut rester sans réagir pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'elle est au lendemain de la Première Guerre mondiale une puissance militaire et politique de premier plan, ensuite parce qu'elle est un des deux pays frontaliers de l'Espagne et enfin parce qu'en Espagne comme en France c'est le Front populaire qui gouverne.

Du soutien à la république...

Le 18 juillet 1936, le coup d'Etat militaire échoue divisant l'Espagne en deux camps. Il paraît évident aux belligérants qu'au regard des forces dont dispose chacun, aucun n'a les moyens de vaincre l'autre rapidement. Le 19 juillet 1936 au soir, José Giral, le nouveau Premier ministre de République espagnole envoie un

télégramme à son homologue Léon Blum en lui demandant des armes. Le lendemain matin lorsqu'il reçoit la missive, Blum convoque Delbos et Daladier les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre, pour en discuter. Les deux hommes sont des radicaux alors que le Président du conseil est socialiste. On aurait pu penser que ce dernier, plus enclin à soutenir le Front populaire espagnol que ses ministres, aurait eu du mal à les convaincre, mais ceux-ci acceptent immédiatement¹. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur d'Espagne à Paris se rend au Quai d'Orsay pour remettre une liste du matériel nécessaire et Blum donne aussitôt son accord malgré l'importance des quantités demandées.

Cependant, presque au même moment l'ambassadeur de France au Royaume-Uni appelle le chef du gouvernement et le prévient que les Anglais sont inquiets du soutien que pourrait apporter leur allié français à la République espagnole. Pour en discuter, les 23 et 24 juillet, Léon Blum se rend à Londres et rencontre le Premier ministre Eden. Celui-ci lui explique qu'il serait partisan d'une position neutre et qu'il ne voudrait pas que ce conflit ne concernant que les Espagnols vienne briser la paix mondiale. Il fait alors comprendre à Blum que le Royaume-Uni pourrait abandonner la France en cas de conflit contre l'Allemagne à cause de l'Espagne. Quand Blum rentre à Paris, il se retrouve alors tiraillé entre ses convictions et les effets potentiels de ses actions. Lui, le fervent pacifiste veut aider le Front populaire espagnol mais en même temps il est menacé de se retrouver seul face à l'Allemagne nazie.

En même temps, à Paris, le projet de livraison d'armes s'est ébruité et la presse de droite se déchaîne et crie au trafic d'armes et à la manipulation bolchevique pour entraîner la France dans une nouvelle guerre. De plus, les radicaux se retrouvent divisés entre pacifistes et partisans de la solidarité entre les Fronts populaires. La mobilisation de la droite et des radicaux contre l'intervention crée un véritable tollé au sein de l'assemblée et la vente est annulée. Cependant le 30 juillet 1936, plusieurs avions de combat italiens qui voyageaient en direction du Maroc espagnol sont forcés d'atterrir au Maroc français et sont capturés. Cet événement prouvant l'implication des Italiens dans l'aide apportée aux nationalistes, Blum décide l'envoi de 55 avions à la République².

1 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tome 1, Paris, Laffont, 1967, p.304.

2 COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES ÉVÉNEMENTS DE 1933 À 1945. *Rapport fait au nom de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, Tome 1, Paris, Presses universitaires de France, 1951, p.219.

... au pacte de non-intervention.

Mais le 8 août 1936, sous la pression des britanniques, les Français reviennent sur leur décision et ferment la frontière au passage d'armes. Puis durant tout le mois d'août 1936, les démocraties française et britannique tentent d'imposer au monde un principe de non-intervention que la plupart des pays ratifient. Mais les pays signataires comme l'Allemagne, l'Italie ou l'URSS continuent tout de même l'envoi de matériel militaire au nez et à la barbe de tous malgré l'embargo international sur les armes. Même la France qui devient officiellement hostile à tout soutien militaire à la République laisse, à la fin de l'été 1936, s'organiser à Paris, rue La Fayette, le bureau central de recrutement pour les Brigades internationales et ferme les yeux quand des centaines d'hommes de cette formation militaire traversent la frontière¹.

Pendant ce temps, alors que la guerre fait rage et jusqu'à l'hiver 1936, les puissances européennes négocient entre elles la mise en place du contrôle international. Mais les pays soutenant les belligérants (Allemagne, Italie et URSS) font tout ce qui est en leur pouvoir pour que les négociations durent le plus longtemps possible et ainsi continuer leur trafic². En même temps la France essaye de montrer le chemin en faisant preuve de bonne foi et donne l'ordre à ses unités navales de ne pas intervenir si un bateau à pavillon français se retrouve en difficulté du fait du blocus nationaliste sur les côtes républicaines. Le 8 mars 1937, les principales puissances européennes finalisent le projet de contrôle des frontières : un conseil international composé de la France, la Grande Bretagne, l'URSS, l'Allemagne et l'Italie chapeautent le comité. Celui-ci décide de mettre aux frontières terrestres et dans tous les grands ports espagnols des observateurs internationaux et de surveiller la côte par le biais de patrouilles maritimes issues des différents pays signataires.

Cependant rien n'est organisé pour contrôler le transport aérien, ce qui permet aux Italiens de continuer leurs transports d'hommes et de matériel tandis que l'Allemagne et l'URSS accostent sans problème les leurs en contournant leurs propres patrouilleurs. Au final, avec le temps, le Royaume-Uni et la France se rendent à l'évidence; le comité ne sert à rien et à partir du mois d'août 1937 il ne se

1 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tome 1, Paris, Laffont, 1967, p.423.

2 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tome 2, Paris, Laffont, 1967, p.30.

réunit quasiment plus¹. L'action du gouvernement français au sujet de la Guerre d'Espagne peut être qualifiée d'impuissante. En mars 1938, lorsque Blum revient au pouvoir, il rouvre la frontière avec l'Espagne républicaine pour rétablir le commerce de matériel de guerre et il est même prêt à intervenir directement en envoyant un corps expéditionnaire. Cependant son état-major lui explique que la France n'est pas prête pour la guerre et l'absence d'appui de la part des Britanniques lui est fatal². Une nouvelle fois, la France se trouve en position d'impuissance. La situation reste ainsi bloquée pendant plusieurs mois et à partir du moment où Daladier forme son gouvernement, la France abandonne officiellement tout projet de soutien direct ou indirect à la République espagnole. La situation pour les républicains empire et en janvier 1939 le front catalan s'effondre soudainement entraînant un exode massif des Catalans vers la France. La principale préoccupation de la France devient alors la gestion de ce flot humain incontrôlé qu'elle ne désire pas voir séjourner sur son territoire car trop onéreux. En effet, la France a déjà dépensé 88 millions de francs pour les réfugiés depuis le début de la guerre³. Enfin, le 27 février, alors que la situation militaire de la République est désespérée, la France reconnaît officiellement le gouvernement nationaliste.

Ainsi, la France à cause de son instabilité politique s'est retrouvée dans l'incapacité d'apporter une aide efficace à ses homologues espagnols. Enfin à cause de sa faiblesse elle n'a pas pu imposer à ses alliés son point de vue ni un pacte de non-intervention véritablement efficace aux autres puissances mondiales. La France est donc à la fin des années trente en train de perdre sa place de puissance mondiale.

La France et les réfugiés

Durant toute la Guerre, s'est posée à la France la question des réfugiés. Car d'une part elle est un des seuls pays avec le Portugal à avoir une frontière terrestre avec l'Espagne. D'autre part parce que le front militaire républicain étant le seul

1 *Op. cit.* p.220.

2 *Op. cit.* p.295.

3 *Op. cit.* p.369.

qui a reculé durant presque toute la guerre, c'est très majoritairement de ce camp que les civils fuyaient les combats. Enfin le Portugal étant, à l'inverse de la France, favorable aux nationalistes, les réfugiés républicains ne s'y sont presque pas rendus.

Les vagues de réfugiés en France

Durant le conflit, on distingue trois grandes vagues de réfugiés qui sont entrées sur le territoire français. La première fut celle consécutive à la bataille d'Irun. Lors du soulèvement militaire du 18 juillet 1936, une large bande de la côte Nord de l'Espagne, allant des Asturies à la frontière française, reste fidèle à la République. Mais ce territoire est isolé du reste du camp républicain. Les nationalistes quant à eux voient cette poche de résistance comme un danger. Aussi, pour la rendre inoffensive, leur premier objectif est de la couper de la frontière française qui pourrait la fournir en armes et autres matériaux de guerre. Les rebelles lancent alors leur offensive avec comme objectif la ville frontalière d'Irun. Après un intense bombardement maritime, qui débute le 11 août 1936, le 19 août 1936 les troupes fascistes passent à l'offensive et encerclent la ville. Sa population se retrouve acculée à la mer et n'a comme porte de sortie que le pont international menant à Hendaye. Les miliciens décident alors l'évacuation de la population civile le 2 septembre 1936 et le 5 septembre 1936 la ville tombe ne laissant plus que la mer comme voie de communication aux provinces républicaines. Puis, pendant la progression des franquistes dans la province de Guipuscoa alors que la plupart des civils fuient vers la Biscaye, certains montent dans des bateaux et se dirigent vers les côtes françaises pour ne pas se retrouver dans ce qui paraît être une voie sans issue. Au total, du 31 août 1936 au 17 septembre 1936, 16 500 personnes arrivent en France¹ ; se pose alors pour les autorités française la question de la gestion de ces réfugiés.

La deuxième grande vague est celle qui fait suite à la chute de Bilbao et de la poche républicaine du Nord. En novembre 1936, les nationalistes arrivent aux portes de Madrid mais font face à une incroyable résistance des forces républicaines et au mois de mars, ils doivent reconnaître que la prise de Madrid

¹ ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998, p. 37.

est un échec. Les forces fascistes se tournent alors vers le front du Nord où les Asturies, la Cantabrie, la Biscaye et une petite partie de la Guipuscoa restent toujours aux mains des républicains. L'objectif est d'en finir avec les contraintes que représente un double front mais surtout de récupérer le bassin minier et les industries d'armement de Bilbao. Le 31 mars 1937, le général Mola lance l'offensive avec l'objectif de faire *tomber* la province de Biscaye en trois semaines. Cependant, malgré la faiblesse matérielle des forces basques et les bombardements massifs de leurs positions défensives, la résistance est farouche et dure près de trois mois. Le 12 juin 1937 la ceinture de fer¹ cède et la chute de la capitale biscaïenne est inévitable. Cependant les *Gudaris*² résistent jusqu'au 19 juin 1937, ce qui permet d'évacuer encore quelques milliers de personnes vers Santander puis vers l'étranger.

Avant même le début de l'offensive, l'issue de cette bataille semblait inévitable au gouvernement basque qui décide dès fin mars 1937, d'évacuer les enfants puis les civils qui le désirent. Les marines anglaise et française s'engagent à aider et à protéger l'évacuation des mineurs. Le gouvernement français autorise le débarquement d'une partie d'entre eux dans les ports de La Rochelle, Bordeaux et Nantes où il organise des centres de triage et de soins³. Selon les estimations, ce sont plus de 120 000 personnes qui quittent leur terre natale pour la France en moins de trois mois⁴.

La dernière et la plus massive des vagues d'immigration fut celle consécutive à la chute de la Catalogne et de la *retirada*. Le 23 décembre 1938, les nationalistes lancent sur la Catalogne affaiblie et isolée, une offensive de grande envergure. Les républicains résistent quelque jours mais le 4 janvier 1939, le front éclate et la guerre se transforme en véritable déroute pour les Catalans⁵. La fuite est générale et plusieurs centaines de milliers de civils mais aussi de soldats se rendent à pied à la frontière française tout en étant harcelés par l'aviation fasciste. Le 25 janvier 1939, la France propose la création d'une zone neutre sous responsabilité internationale près de la frontière pour accueillir les réfugiés et ne

1 Système défensif encerclant Bilbao construit pendant la guerre mais qui n'est que partiellement achevé en juin 1937.

2 Nom des soldats servant dans l'armée basque appelée *Eusko gudarostea*.

3 ADPA, 4M243.

4 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica: Op. Cit.*, p.129.

5 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tome 2, Paris, Laffont, 1967, p.364.

pas avoir à ouvrir ses frontières. Mais Franco refuse et la France est contrainte d'ouvrir ses portes le 28 janvier 1939. Le premier jour, ce sont 15 000 personnes qui passent et 240 000 civils par la suite. Le 5 février 1939, le gouvernement français décide de laisser passer les soldats après les avoir désarmés et en cinq jours ce sont près de 250 000 militaires qui entrent dans le pays¹.

Les trois grandes vagues d'arrivée de réfugiés sont donc très distinctes. La première se fait dans la panique et par un manque total de contrôle des autorités françaises mais le nombre étant plutôt restreint cela ne crée pas de véritable problèmes. La seconde, beaucoup plus massive, est beaucoup plus maîtrisée car c'est le gouvernement qui décide des endroits où arrivent les réfugiés. Enfin la troisième dépasse l'entendement et la France effrayée par cette horde humaine ne veut pas lui ouvrir ses portes mais y est bien obligée. Cependant il faut aussi noter que la frontière entre la France et l'Espagne étant très longue, il y a eu durant tout le conflit des gens qui ont passé la frontière de manière clandestine. La presse locale parle fréquemment d'arrivées de petits voire très petits groupes, mais nous ne disposons cependant pas de chiffres à ce sujet.

La politique française à l'égard des réfugiés

Lorsque les premiers réfugiés arrivent durant les mois d'août et septembre 1936, les pouvoirs publics organisent en catastrophe des contrôles sanitaires et mettent en place des centres d'accueil. Par exemple à Bayonne, on rouvre l'ancien hôpital militaire qui accueille plus de deux mille réfugiés. Mais dès les premiers jours de septembre, le gouvernement prend un certain nombre de mesures. Les combattants, environ 3 000, sont immédiatement acheminés par train en Catalogne ou par bateau à Bilbao pour rejoindre leurs unités. Les civils eux sont acheminés en partie des Basses-Pyrénées vers d'autres départements et pour la plupart ils sont répartis à travers l'Aquitaine. Le but est de rendre leur présence moins pesante pour les populations locales. Puis le gouvernement débloque des fonds pour financer cet accueil à hauteur de 7 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour les autres membres âgés de plus de 16 ans et 3,5 francs pour les plus jeunes. Puis rapidement, on leur propose d'être reconduits en zone républicaine ou de rentrer chez eux en zone nationaliste car le front s'en éloigne

¹ *Op. cit.*, p. 370.

rapidement. Cependant il n'y a aucune obligation. Commence alors le retour pour une majorité d'entre eux. Néanmoins, Jesus Alonso Carballes remarque que le nombre de réfugiés rentrant chez eux est équivalent à celui de ceux qui se rendent en zone républicaine. Il remarque aussi que c'est dans les départements où il y a les plus faibles concentrations de réfugiés que les retours sont proportionnellement moins nombreux¹. Le nombre de réfugiés s'installant en France étant encore assez limité, les autorités les tolèrent.

Lorsqu'au printemps 1937, le gouvernement basque prend contact avec le gouvernement français pour qu'il accueille ses citoyens, celui-ci accepte et prévoit leur arrivée en cherchant des endroits qui pourraient servir de centres d'hébergement². Ainsi il organise et gère lui-même une partie des colonies et centres installés en France mais délègue à des associations et organisations, notamment syndicales, la gestion de la majorité des étrangers. Les enfants sont répartis dans tout le territoire français mais leur présence est intentionnellement réduite dans les départements frontaliers de l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, sauf les Basses-Pyrénées. On peut aussi noter qu'il y en a plus de mille dans seulement six départements : les Basses-Pyrénées, les Landes, la Gironde, la Charente-Maritime, l'Indre-et-Loire et Paris³. L'objectif est donc de les répartir de manière homogène pour rendre leur présence la moins pesante possible. De plus le gouvernement, jusqu'en septembre 1937, apporte un soutien financier à hauteur de 5 francs par personne et par jour à tout le monde. Mais le poids financier de cet accueil devenant trop lourd et les partis politiques de droite insistant sur ces dépenses jugées inutiles, le gouvernement cède. Ainsi, le 27 septembre 1937, le ministre de l'Intérieur envoie une carte à tous les préfets annonçant que le gouvernement stoppe le financement pour les « hommes de 18 à 48 ans qui sont sans ressource et sans emploi » et demande à ce qu'ils soient reconduits à la frontière de leur choix⁴. Les familles se retrouvent alors face à un dilemme car elles ne veulent pas être séparées et ne savent pas comment elles seront reçues par les fascistes si elles rentrent chez elles. Le dernier choix consiste à retourner en

1 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998, p.46.

2 ADPA, 4M 243: Circulaire du 11 mai 1937 du ministre de l'intérieur aux préfets de 45 départements pour recenser les lieux pouvant accueillir les réfugiés et la capacité de ceux-ci.

3 *Op. cit.*, p. 176.

4 ADPA, 4M 243.

Espagne républicaine mais toujours loin de leur foyer. Le 1er octobre 1937, commence ce rapatriement forcé. Cet épisode appelé communément le « refoulement » marque un tournant dans la politique française à l'égard des réfugiés qui ne sont plus les bienvenus. Il a pour effet de faire chuter fortement le nombre de réfugiés présents et de fermer la quasi totalité des refuges gérés par le gouvernement. Le nombre d'enfants réfugiés passe ainsi de 16 000 à 11 000 en un mois car les familles préfèrent rester unies et les parents qui rentrent récupèrent leurs enfants. Le gouvernement basque compte qu'il reste 24 000 de ses ressortissants en décembre 1937¹. Le 15 octobre 1937, le préfet des Basses-Pyrénées prévient le ministre de l'Intérieur que tous les réfugiés masculins âgés de 18 à 48 ans ont été évacués des Basses-Pyrénées et que seuls 90 hommes sont autorisés à rester car ils sont employés de la délégation d'Euzkadi, notamment ceux qui travaillent dans les colonies d'enfants². Le 21 octobre 1937, les autorités françaises franchissent une autre étape, car ils suspendent aussi le financement de certaines colonies comme celle de la Citadelle³.

Mais c'est lors de la *retirada* catalane que la France prendra les mesures les plus violentes contre les réfugiés. Comme nous l'avons vu précédemment, elle ne veut plus ouvrir ses portes aux réfugiés qui sont un gouffre financier. Mais étant bien obligée d'ouvrir sa frontière, elle prend des mesures drastiques pour gérer ces indigents. En effet, elle les met dans un premier temps dans un camps de triage au Boulou puis les envoie dans des camps de concentration installés en catastrophe dans les dunes de la côte roussillonnaise. Ces camps n'ont ni eau courante, ni abri, ni installation sanitaire. Dans cet hiver particulièrement rude, les conditions de vie sont effroyables et les morts sont nombreux. Petit à petit, on crée d'autres camps de concentration sur le territoire français mais les conditions ne sont pas meilleures car le nombre de personnes à gérer est très important. Les hommes valides sont séparés des autres et envoyés dans d'autres camps dont le plus grand est celui de Gurs. Le gouvernement français est complètement débordé mais ses dirigeants espèrent aussi que cette situation encouragera les réfugiés à retourner en Espagne. Malheureusement la majeure partie des Espagnols restera dans ces

1 *Op. cit.*, p.181.

2 ADPA, 4M 244.

3 EAH - AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco, Fondo del Departamento de Cultura: 75-480-01: Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938.

camps jusqu'à la défaite française de 1940.

La politique de la France à l'égard des réfugiés a donc radicalement évolué en trois ans. Dans un premier temps elle a accepté par humanisme et par solidarité politique d'aider les réfugiés mais à mesure que leur nombre augmentait et proportionnellement ses dépenses, elle a revu ses engagements. Enfin, il ne faut pas oublier qu'en 1939 le gouvernement de Front populaire a totalement disparu et avec lui la solidarité politique avec le gouvernement espagnol. Mais la dernière vague qui est en réalité une véritable marée humaine a dépassé le gouvernement Daladier qui n'a pas trouvé d'autre solution que de parquer ces centaines de milliers de personnes dans des camps de concentration.

La France de la guerre civile espagnole n'est plus la France victorieuse de 1918 et en réalité cette guerre l'a plus affaiblie que renforcée. De plus le système parlementaire de la Troisième République montre en cette période ses limites et ne parvient pas à trouver de véritable stabilité après la crise de 1929. Cette faiblesse lui fait perdre la capacité de dicter sa loi aux autres pays, alors que sa domination à l'international est déjà en plein déclin depuis 1918. Dans ce contexte, il lui est bien difficile d'intervenir en faveur de la République espagnole même si elle fait quelques tentatives qui seront de véritables fiascos. Elle se retrouve aussi incapable de supporter l'accueil des milliers de gens qui viennent trouver refuge dans un pays ami malgré une réelle volonté politique. Cependant en 1937, en marge du gouvernement, les syndicats, les politiques et même des religieux se mobilisent fortement.

IV/ La mobilisation en France

Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'accueil des enfants n'aurait pas été possible sans une mobilisation de certains secteurs de la société civile française. Car même si le gouvernement basque possède des délégations dans des capitales et des grandes villes telles que New York, Buenos Aires, Paris ou Londres, celles-ci ne suffisent pas pour organiser l'accueil des enfants et une de leurs missions est de justement sensibiliser les gens à leur cause.

Les organisations syndicales et politiques

En France dès 1936, les organisations syndicales et politiques de gauche se mobilisent pour la cause républicaine en organisant des brigades internationales, des collectes de fonds pour la république mais aussi, dès la fin de l'année, en organisant l'accueil des réfugiés. Les organisations qui accueillent des enfants sont multiples et elles diffèrent par leur capacité de mobilisation et d'accueil, leur implantation qui peut varier du local à l'international et le type de soutien qu'elles apportent (financier, matériel, création de leurs propres colonies...) comme l'explique très clairement Jesus J. Alonso Carbales dans son œuvre¹. Nous n'allons pas toutes les énumérer car il y en a un très grand nombre mais nous pouvons citer la plus importante : le Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne (CAEE) qui est créé, par la Confédération Générale du Travail (CGT) en 1936. Il accueille au printemps 1937 déjà, des centaines d'enfants venus de la zone républicaine. Lorsque les Basques commencent à évacuer les leurs en avril 1937, elle en recueille une partie. On aurait pu penser que l'accueil des Basques par une organisation de gauche est une contradiction car la caractéristique des républicains basques est, comme nous l'avons expliqué dans l'introduction, qu'ils sont de droite et profondément catholiques. Cependant face à l'horreur et l'émoi que suscite le bombardement de Gernika sur la scène internationale, cette question politique est clairement mise de côté par les organismes d'accueil. De plus, dans le gouvernement basque, le conseiller de l'assistance sociale, qui a la charge du dossier, est socialiste. Donc confier les enfants à des organisation de gauche ne le dérange pas. Cependant quand l'évacuation devient massive le PNV reprend le dossier en main et impose sa volonté de voir « ses » enfants accueillis dans un milieu non seulement basque mais surtout catholique. Donc rapidement il écarte les organisations de gauche pour imposer ses propres critères d'accueil et créer son propre réseau de colonies dont la Citadelle serait la vitrine. Le but est non seulement de les préserver du franquisme mais aussi du socialisme et d'en faire de bons patriotes pour l'avenir du Pays Basque.

La Croix rouge aussi prend soin des enfants à leur arrivée et apporte un soutien matériel (vêtements, nourriture...) aux centres et colonies. Mais pour accomplir ses dessins, le PNV a besoin de l'appui des catholiques locaux.

¹ ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998, p.253.

Une partie de l'Eglise de France se mobilise

Toutefois dans le cas de la colonie de la Citadelle, les organisations de gauche sont plutôt absentes et c'est surtout le milieu catholique qui lui apporte du soutien. Mais les catholiques se mobilisent beaucoup plus difficilement et ils gardent toujours en tête que ces Basques ont pris le parti des gens qui brûlent des églises et exécutent des religieux. Le PNV tente dès le début du conflit de sensibiliser les clergés de tous les pays et même le Vatican à sa cause. Mais la tâche est très ardue et les ecclésiastiques franquistes ont une plus grande influence auprès du pape. En France, les responsables religieux et les intellectuels se divisent donc profondément et il y a deux tendances qui se dégagent rapidement sur la question basque. La première, majoritaire, est plutôt favorable à Franco et pense que les Basques sont, soit des traîtres, soit qu'ils ont été bernés par leurs dirigeants et la deuxième, minoritaire, ne croit pas au mythe de la croisade franquiste et considère les Basques comme des frères et de grands catholiques¹. Dans la seconde catégorie il y a des intellectuels tels que François Mauriac, académicien, mais aussi l'archevêque de Paris le cardinal Verdier et l'évêque de Dax et d'Aire Mgr Mathieu. Mais à cause de sa faible influence, le PNV réussit difficilement à mobiliser autour de la question des enfants et des civils qu'il faut évacuer et ne pas les laisser aux mains des organisations de gauche.

Mgr Clément Mathieu, originaire d'Hasparren, dans les Basses-Pyrénées, critique fortement les exactions franquistes et est déjà engagé dans le processus de création de la Ligue Internationale des Amis des Basques. Mgr Mathieu est un bascophone qui œuvre à la renaissance culturelle basque dans les années 20 et 30 avant d'être nommé évêque dans les Landes. Cependant il maintient des contacts étroits avec l'abbé Lafitte et même avec des nationalistes outre Bidasoa². Dès le début du conflit il est plusieurs fois sollicité par les autorités françaises, en qualité de Basque, pour servir d'intermédiaire avec le gouvernement basque et permettre la libération d'otages. Ainsi par ses liens et ses engagements il se sent très concerné par ce qui se passe en Euzkadi et quand certains catholiques commencent à se mobiliser pour accueillir des réfugiés, il réagit très rapidement. Selon Célia Keren ce serait même lui qui aurait envoyé l'abbé Lafitte à la mairie

1 *Idem*, p.254.

2 KEREN Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Paris, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 201, p.464.

de Saint-Jean-Pied-de-Port¹.

L'archevêque de Paris, lui, est plutôt un homme prudent qui depuis le début de la guerre ne favorise aucun de deux camps. Selon Célia Keren Il « reçoit toutes les requêtes favorablement en apparence. Mais il passe rarement à l'action [...] et laisse trainer les choses². » Il reçoit notamment un représentant du PNV début mai 1937 pour voir comment le clergé français pourrait collaborer avec son parti et à l'issue de l'entretien lui demande de rédiger ses propositions. L'entretien est encourageant pour le représentant basque mais rien de concret n'en sort et l'évêque ne donne pas de suite. Cependant la position ambiguë de cet homme permet à d'autres d'agir ; même s'il ne s'engage pas clairement en faveur de l'accueil des enfants basques, il ne rejette pas le projet. Ainsi quand Pierre Lafitte se rend à Saint-Jean-Pied-de-Port il n'hésite pas à se présenter comme le « Vice-Président du Comité Français des Réfugiés Espagnols, fondé sous le Patronage du Cardinal Verdier, Archevêque de Paris et sous la Présidence de Monseigneur Mathieu, évêque de Dax³ », alors que celui-ci n'a encore rien signé.

Mais c'est surtout le bombardement de Gernika qui sert d'élément déclencheur à la mobilisation des catholiques français et qui donne une plus forte crédibilité aux partisans de l'aide aux Basques. A partir de début mai, le journal catholique *L'Aube* sert de tribune à cette mobilisation. Le 8 mai 1937, le quotidien publie une tribune signée par de multiples personnalités et intitulé « Pour le peuple basque⁴ ». Le 13 mai 1937, le Comité pour la paix civile et religieuse en Espagne publie « Pour les réfugiés basques⁵ ». Le cardinal Verdier quant à lui appelle à la générosité de tout un chacun quelques jours plus tard dans un texte au titre qui se trouve dans la continuité des deux autres « Pour les enfants basques réfugiés en France⁶ »; enfin c'est la Jeunesse Ouvrière Chrétienne qui prend le relais avec « Au secours des enfants de Bilbao⁷ ». Il y a donc là une véritable mobilisation d'une partie de la hiérarchie de l'Église romaine en faveur des réfugiés mais surtout des enfants. C'est donc dans ce cadre là que les fidèles se mettent à la recherche de sites qui pourraient potentiellement abriter ces enfants et que l'abbé

1 *Idem*, p.

2 *Idem*, p. 460

3 Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939

4 *L'Aube*, 08/05/1937.

5 *L'Aube*, 13/05/1937.

6 *L'Aube*, 05/06/1937.

7 *L'Aube*, 19/06/1937.

Lafitte se rend à la mairie de Saint-Jean-Pied-de-Port

Pendant ce temps, grâce surtout au travail moteur de Mgr Clément Mathieu, se crée début août 1937 le Comité National Catholique d'Accueil aux Basques (CNCAB). Même si l'on remarque que ce comité est créé, officiellement, après l'arrivée de la grande majorité des enfants, il est clair que ses membres avaient commencé à travailler en amont. D'ailleurs lorsque l'abbé Lafitte se présente à la mairie de Saint-Jean-Pied-de-Port, il dit venir au nom du Comité Français des Réfugiés Espagnols placé sous le patronage du Cardinal Verdier, dont le président d'honneur est Monseigneur Mathieu. Or, le nom de cette association n'apparaît nulle part ailleurs car elle n'existe pas. C'est une manière pour l'abbé Lafitte, alors que rien n'est encore organisé, de démontrer qu'il a le soutien de ces éminents membres de l'Église. Quand le CNCAB est créé, il se met à collaborer très étroitement avec le gouvernement d'Euskadi et surtout avec le département de la culture qui est chargé de la gestion de la colonie de la Citadelle pour pouvoir répondre le mieux possible à ses besoins. Il organise aussi des campagnes de collecte de dons pour financer les colonies telle que celle de la Citadelle et pour ses propres colonies dites de « transition ». Celles-ci sont destinées à accueillir les enfants qui seront placés dans des familles. Jesus Alonso Carballes va jusqu'à dire que le comité est « lié au nationalisme basque du PNV¹ ».

Mobilisation des Basques en France

Mais en parallèle au CNCAB, l'évêque de Bayonne, Mgr Henri-Jean Houbaut crée le 24 août 1937, le Comité Basque de Secours aux Réfugiés (CBSR). L'évêque de Bayonne est un catholique traditionnaliste qui est clairement favorable aux franquistes et qui entretient une correspondance régulière avec le général Mola. Cependant, étant profondément croyant, quand les premiers réfugiés arrivent après la chute d'Irun il n'hésite pas, par charité, à faire son maximum pour les aider. En 1937, il ne signe aucun appel ou tribune en faveur des enfants car ceux-ci dénoncent clairement les agissements de Franco. Cependant il intègre le « Sous-Comité d'action pour l'aide à la population civile de Bilbao » mis en place par la préfecture des Basses-Pyrénées le 24 mai 1937. Il existe clairement entre Mgr Mathieu et Mgr Houbaut un conflit car pour ce

¹ ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y...* Op. cit. p.239 "Esta organización estuvo siempre muy vinculada al nacionalismo vasco del PNV".

dernier le premier politise la question des réfugiés. Ces désaccords politiques avec le reste de la mobilisation catholique place l'évêque de Bayonne dans une position délicate car il exclut toute possibilité de collaboration. Cependant, étant l'évêque du Pays Basque français, il ne peut être exclu et il réussit à imposer sa propre organisation qu'est le CSBR. Mgr Mathieu et le CNCAB décident de lui laisser le champ libre au Pays Basque alors que c'est la zone qui concentre le plus de réfugiés, réduisant fortement son champ d'action. On explique cela par le fait que ne voulant pas afficher les divisions au sein du fragile mouvement d'accueil, ceux-ci préfèrent laisser la place au CSBR. Par conséquent ce dernier récupère le parrainage de la Citadelle ; ceci devient effectif lors de la séance du conseil municipal du 14 juin 1937 :

« Le Maire expose que, depuis la délibération prise par le Comité Municipal, en date du 19 Mai 1937, un Comité d'accueil pour les réfugiés espagnols a été formé dans les Basses-Pyrénées sous la Présidence de Monseigneur Houbaut, Évêque de Bayonne et que ce Comité veut se substituer au Comité français qui avait fait la démarche première d'utilisation de la Citadelle, pour l'hospitalisation des enfants réfugiés d'Espagne.
Qu'il y a accord à cet effet, entre les deux Comités.¹ »

Le CSBR doit donc apporter assistance aux réfugiés se trouvant au Pays Basque mais il s'occupe surtout et particulièrement de la colonie de la Citadelle². Il se charge des formalités administratives et quand les services de l'État ont besoin d'un interlocuteur ils s'adressent au comité. Le directeur de la colonie lui même le reconnaît, c'est la CBSR qui représente la colonie auprès des autorités, lors des inspections et se charge de traduire les textes administratifs³. D'autre part c'est Mgr Houbaut qui demande et obtient de la part de la préfecture un soutien financier pour les enfants de la Citadelle⁴.

Enfin, il faut aussi noter l'implication de Manuel de Intxausti, industriel

1 Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939

2 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica Op. cit.* , 1998, p.240.

3 EAH – AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco, Fondo del Departamento de Cultura: 75-480-01: Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA..., *op. cit.*, p.52.

4 ADPA, 4M253, Lettre de Maurice Mathieu, préfet des Basses-Pyrénées à Pierre Daguerre, sous-préfet de Bayonne, Pau, 18 juin 1937.

basque issu d'une famille ayant fait fortune aux Philippines et qui, juste avant la guerre, revient au pays. Quand elle éclate il passe la frontière et étant un fervent membre du PNV, il œuvre pour la cause basque de multiples façons comme nous l'explique Jean-Claude Larronde dans la biographie *Manuel de Ynchausti*¹. Dans le cas des enfants, il prend à sa charge près de quarante d'entre eux et organise sa propre colonie à Jatxou, à 14 kilomètres de Bayonne. Mais il finance aussi fortement la colonie de la Citadelle et y rend de fréquentes visites. Cependant, l'acteur principal de l'accueil des enfants à la Citadelle est le gouvernement basque.

V/ Le gouvernement d'Euzkadi et la Citadelle

Le gouvernement d'Euzkadi

Le gouvernement d'Euzkadi aussi nommé le gouvernement provisoire du Pays Basque se mit en place le 7 octobre 1937 au lendemain du vote du statut d'autonomie pour le Pays Basque par les *Cortes* espagnols. A sa tête nous trouvons, portant le titre de *Lehendakari*, José Antonio Aguirre membre du Parti Nationaliste Basque (PNV). Celui-ci dans l'espoir de créer un gouvernement d'union nationale intègre dans son cabinet des membres de tous les partis luttant en faveur de la République exceptés les anarchistes avec qui il considère que le fossé idéologique est trop profond. Puisqu'il ne s'agit pas d'un gouvernement indépendant, les membres de celui-ci portent le titre de conseiller et non de ministre. Ainsi il répartit les différents portefeuilles de la façon suivante en distribuant les postes les plus importants aux nationalistes :

- *Lehendakari* et conseiller de la Défense : José Antonio Aguirre (PNV)
- Conseiller de la Justice et de la Culture : Jesus Maria Leizaola (PNV)
- Conseiller du Gouvernement : Telesforo Monzon (PNV)
- Conseiller des Finances : Eliodoro de la Torre (PNV)
- Conseiller de l'Agriculture et de la Pêche : Gonzalo Nardiz (Action

1 LARRONDE Jean-Claude, *Manuel de Ynchausti*, Villefranque, Éditions Bidasoa, 1998.

Nationaliste Basque - ANV¹)

- Conseiller de l'Industrie : Santiago Aznar (Parti Socialiste Ouvrier d'Euskadi - PSOE)
- Conseiller du Travail et des Communications : Juan de los Toyos (PSOE)
- Conseiller de l'Assistance Sociale : Juan Gracia (PSOE)
- Conseiller des travaux publics : Juan Astigarrabia (Parti Communiste d'Euskadi)
- Conseiller du Commerce : Ramon Maria de Aldasoro (Gauche Républicaine - IU)
- Conseiller de la Santé : Alfredo Espinosa (Union Républicaine - UR)²

A la chute du front du Nord, le gouvernement ne décide pas de se dissoudre mais de continuer son œuvre en exil avec l'espoir de revenir dans un futur plus ou moins proche. Ainsi la majeure partie de celui-ci se rend à Barcelone tandis que certains conseillers, par exemple Jesus Maria Leizaola, restent à Paris. L'exil entraîne aussi quelques changements. D'une part Alfredo Espinosa est fusillé par les franquistes le 24 juin 1937 et Eliodoro de la Torre assume son portefeuille de la Santé en plus de celui des Finances. D'autre part Juan Astigarrabia est exclu de son poste et non remplacé.

Les membres du gouvernement rattachés à la Citadelle

Les deux conseillers dont le travail est le plus en relation avec la Citadelle sont Eliodoro de la Torre et Jesus Maria Leizaola. Le premier veille au financement et au bon état sanitaire de la colonie tandis que le second est chargé de l'aspect éducatif.

Eliodoro de la Torre est né le 6 mars 1889 à Barakaldo en Biscaye. Il commence à travailler comme employé de banque puis entre dans le monde de la finance. Avec le temps et l'expérience, il devient un expert des problèmes économiques du Pays Basque. Il est un des fondateurs du syndicat ELA-STV

¹ Petit parti nationaliste ayant quitté le PNV car il se positionne idéologiquement à gauche.

² ELGOYHEN Mathieu, *Gernika, La guerre d'Espagne au Pays Basque*, Saint Sébastien, Elkar, 2007, p.60.

(Solidarité des Travailleurs Basques) affilié au PNV et un des fondateurs du coopérativisme au Pays Basque. En 1933, il est élu vice-président du conseil national d'ELA alors qu'il est déjà conseiller municipal de Deustu. De plus, la même année puis en 1936, il est élu par deux fois comme député de Biscaye aux *Cortes* avec le sigle du PNV. Quand la Guerre Civile débute, il intègre la Junte de Défense de Biscaye puis le gouvernement d'Aguirre en tant que conseiller aux finances. Il est un des ministres les plus actifs en créant une sorte de monnaie propre au Pays Basque, en réorganisant les usines d'armement et l'organisation du travail dans les usines en général pour plus d'efficacité. Quand Bilbao tombe, il se rend en France et réussit à maintenir des centres de finance du gouvernement dans certains pays étrangers, Venezuela, France... Ceci permet au gouvernement de continuer à récolter de l'argent notamment de la part de la diaspora basque qui est très présente en Amérique du sud. Ainsi, bien qu'il soit en exil, le gouvernement d'Aguirre peut continuer à agir pour ses citoyens surtout en aidant les réfugiés. Eliodoro de la Torre qui en juin 1937, a récupéré le portefeuille de la Santé a vu son rayon de compétences significativement s'élargir. Grâce à cela il organise surtout en France un large réseau d'écoles, de refuges et d'hôpitaux comme La Roseraie à Biarritz, précédemment citée. Ainsi, c'est cet homme qui est chargé de gérer les dotations faites à la colonie. Donc c'est à lui que doivent s'adresser les responsables de la colonie s'ils veulent obtenir un quelconque financement exceptionnel tel que le réaménagement du système sanitaire de la colonie en mai 1938¹. Par ailleurs, dans les photographies que nous avons, nous remarquons qu'il est présent sur quatre clichés avec trois tenues différentes, donc il s'y est rendu au moins trois fois en moins de deux ans, ce qui prouve l'attention qu'il y accorde alors qu'il est basé à Paris.

Jesus Maria Leizaola est né le 7 septembre 1896 à Saint-Sébastien ; très jeune il s'engage politiquement dans le PNV. Après avoir suivi des études de droit, il devient fonctionnaire au sein de la députation forale de Guipuscoa en 1917. Puis de 1919 à 1925 il fait ses preuves en tant que directeur des finances de la mairie de Bilbao. En 1931, 1933 et 1936 il est élu comme député aux *Cortes* pour la province du Guipuscoa. Donc, fort de son expérience politique et de ses

¹ Beyris LEG 260 DOC 3 ARCH 14, Projet de réaménagement sanitaire de la colonie de la Citadelle et demande de financement par Luis Bilbao à Eliodoro de la Torre le 30 mai 1938.

compétences comme avocat, Jose Antonio Aguirre l'intègre dans son gouvernement en tant que conseiller à la Justice et à la Culture. Lors de la campagne de Biscaye, il est un des derniers hauts responsables politiques à quitter Bilbao car il a la charge de la junte de défense. Celle-ci a pour objectif de défendre la ville le plus longtemps possible pour permettre l'évacuation des civils et empêcher les anarchistes de tout brûler. Lorsqu'il part en exil, le *lehendakari* lui demande de ne pas le rejoindre à Barcelone mais d'aller à Paris et de s'occuper des exilés basques en France. Son portefeuille inclut l'éducation et il est donc le responsable du réseau des colonies scolaires du Gouvernement Basque. Par exemple, à la Citadelle, la gestion du site, du personnel et de l'éducation des enfants dépend du Département de la Justice et de la Culture. A ce titre, il est le supérieur du directeur de l'établissement de la Citadelle et c'est lui qui décide en janvier 1938 de remplacer Bizente Amezaga par Luis Arbeloa.

Le gouvernement d'Euzkadi possède à Bayonne une délégation qui a ses bureaux aux allées Paulmy. En effet, au Pays Basque français existe l'une des plus importantes concentrations de réfugiés basques. Dans cette délégation dont nous savons peu de choses, on trouve le service de l'inspection générale de l'hygiène pour le Gouvernement Basque en France. Ce service est dirigé par Luis Bilbao qui est l'inspecteur général de l'hygiène pour le gouvernement d'Euzkadi en France. Il dépend directement du conseiller de la santé. Ainsi il se rend plusieurs fois à la Citadelle pour y faire des inspections¹. Il collabore sur place, étroitement avec le médecin de la Citadelle, José Arrue puis avec Domingo de Achondo qui le remplace le 7 mai 1938. Tous deux ont été nommés par Eliodoro de la Torre qui est leur supérieur. Le travail de Luis Bilbao consiste à contrôler si les enfants vivent dans de bonnes conditions. Quand ce n'est pas le cas, il a le pouvoir de demander au directeur de prendre des mesures. Il peut aussi se concerter directement avec le médecin de la colonie pour apporter des améliorations sans avoir besoin de l'aval du directeur. En cas de problèmes majeurs, il peut faire appel directement à son supérieur.

Donc, pour résumer, la colonie de la Citadelle est sous la responsabilité du

¹ Beyris LEG 260 DOC 3 ARCH 14DV_116_10764. Rapport de Luis Bilbao à propos de l'état sanitaire de la Citadelle envoyé au conseiller de la santé le 30 mai 1938.

conseiller de la Culture et de la Justice, Jesus Maria Leizaola. Celui-ci est le supérieur du directeur, qui gère le site et l'équipe, ainsi que de l'inspecteur de l'enseignement. Concernant la santé et les services sanitaires, c'est le conseiller de la Santé, Eliodoro de la Torre, qui en a la charge car c'est lui qui nomme le médecin de la Citadelle. Le service d'inspection de l'hygiène, incarné par Luis Bilbao, est l'une de ses sections. Enfin, c'est aussi Eliodoro de la Torre qui se charge de financer le refuge car il a aussi la casquette de conseiller des Finances du gouvernement d'Euzkadi.

En conséquence, avant que les enfants n'arrivent, un réseau important de soutiens s'est déjà mis en place avec la mobilisation des catholiques et par quelques Basques présents. Mais ce réseau continue à se structurer après l'arrivée des enfants car sa mise en place a été tout de même assez tardive et dispersée. D'ailleurs son action le sera également. Il faut noter que ce sont les évêques des Landes et des Basses Pyrénées qui se mobilisent le plus mais que leurs désaccords politiques handicapent leurs capacités à agir, alors que c'est sur ce territoire que se trouvent la plupart des réfugiés. Cependant le gouvernement basque qui a envoyé les enfants assure un important suivi de la colonie.

En juin 1937, ce sont donc des enfants venus du Pays Basque qui arrivent à la Citadelle après un long périple. Même si la grande majorité arrive le 24 juin 1937, d'autres continuent à affluer par la suite. Malgré un contexte national difficile, la colonie réussit à s'installer mais reste à la merci des bouleversements politiques de l'État. Le jeune gouvernement basque fait tout son possible pour s'organiser dans ce contexte extrêmement ardu et malgré la défaite, continue à travailler en exil. Le site prêté gratuitement par la commune a été organisé par le gouvernement qui a pu s'appuyer sur un réseau de soutiens importants et divers qui le suit de près. Cependant cet accueil est fortement soumis au contexte local et national instable de cette époque. Les préparatifs de la future institution ont ainsi commencé bien avant l'arrivée des enfants, mais se sont terminés dans l'urgence de l'évacuation. Nous allons maintenant voir comment s'est organisée la colonie dans cette forteresse.

Chapitre 2 : La vie à la Citadelle



Après un long voyage les enfants s'installent dans l'édifice militaire et l'encadrement qui les accompagne se met au travail pour transformer le mieux possible cette forteresse en lieu de vie et d'apprentissage. Nous verrons ainsi, au cours de ce chapitre, comment une place forte s'est transformée en refuge pour exilés. Dans un premier temps nous ferons un historique de ce qu'était la Citadelle avant l'arrivée des enfants. Dans un second temps nous analyserons comment s'est organisée la colonie puis dans quelles conditions on y vivait. Enfin par quels processus les enfants ont peu à peu quitté Saint-Jean-Pied-de-Port pour rentrer chez eux ou continuer sur le chemin de l'exil.

I/ Historique de la Citadelle

Du château médiéval à la Citadelle

Au XIIe siècle les rois navarrais qui étendent leur royaume au nord des Pyrénées entreprennent la construction d'un château sur une colline qui domine la vallée de Garazi et au croisement de la Nive et du port pyrénéen de Roncevaux; on en a une première évocation en 1194¹. Puis autour de ce château au XIIIe siècle est érigée la « ville neuve » de Saint-Jean-Pied-de-Port, Donibane Garazi en basque, dotée de murailles et d'un marché. La ville devient alors rapidement la capitale économique et politique des *tierras d'aillent-puertos* (terres d'outre-port), c'est à dire du royaume de Navarre se trouvant au nord des Pyrénées.

En 1513 lorsque les Castillans envahissent la Navarre, pendant près de quinze ans les rois légitimes tentent de recouvrer leur territoire. Le château de Garazi est alors un lieu de multiples combats et change plusieurs fois de mains pour finir dans le giron de Charles Quint. Mais en 1530 lorsque celui-ci réalise que cette position outre-pyrénéenne est intenable, ses troupes abandonnent ce territoire aux Navarrais et rasant le château avant de partir².

La fortification n'est que partiellement reconstruite et le Royaume de Navarre est intégré à celui de France. Alors que les guerres de religion font rage en même temps que la guerre contre l'Espagne, en 1628 Richelieu commande au

1 GOYHENECHÉ Eugène, *Le Pays Basque*, Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion, Pau, 1979, p.141.

2 *Idem*, p.194.

chevalier Antoine Deville la construction d'une citadelle pour protéger la frontière. Les travaux commencent aussitôt et il crée des ouvrages similaires à celui de Saint-Jean-Pied-de-Port tout le long des Pyrénées. Puis en 1680 c'est Vauban qui réorganise le système défensif de la frontière franco-espagnole et il commande plusieurs améliorations à la Citadelle. Les redoutes et les autres ouvrages extérieurs sont exécutés en 1691 tout comme la modification et le renforcement des saillants et des angles des quatre bastions. Quant à la demi-lune de secours à l'ouest, elle n'est achevée qu'en 1729¹. La Citadelle acquiert alors la forme que nous lui connaissons aujourd'hui.



La Citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port

Les différentes fonctions de la citadelle à l'époque contemporaine

Pendant deux siècles, la Citadelle sert de système défensif et de base d'opérations contre l'Espagne. En 1814 elle est assiégée par l'armée de Wellington mais la guerre prend fin avant qu'elle ne capitule.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, l'armée en fait une prison pour les prisonniers de guerre allemands et les prisonniers disciplinaires français.

¹ ZUAZNABAR-INDA Alain, *A la découverte de la Citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port: épisode 2*, <http://saintjeanpieddeport-blog.com/a-la-decouverte-de-la-citadelle-de-saint-jean-pied-de-port-des-le-xviiie-siecle-une-citadelle-bastionnee/>, consulté le 13 mai 2015.

La prison est fermée en 1919¹.

Pendant quatre ans elle redevient une garnison et, en 1923, l'armée française abandonne la Citadelle car elle ne lui est plus utile et elle la vend pour un franc symbolique à la commune de Saint-Jean-Pied-de-Port². Mais la municipalité ne l'entretient que peu car elle ne s'en sert pas et le bâtiment se détériore rapidement. Cependant, si on ne lui trouve pas de fonction, ce n'est pas pour autant qu'elle reste inoccupée. En effet, la municipalité la laisse en partie ouverte pour abriter les pèlerins sur la route de Compostelle tout comme les colonies de vacances et autres compagnies de scouts qui s'y installent. Mais aucun aménagement n'est envisagé car trop onéreux pour la commune. Cependant la détérioration des lieux devenant trop problématique, en cette année 1937 l'équipe municipale évoque le projet d'y effectuer des travaux :

« Les bâtiments tombent en ruine et sont dorénavant inhabitables; il faut procéder d'urgence à des travaux de réparation et surtout à la réfection des toitures³ »

Cependant les estimations des travaux sont trop coûteuses et comme la Citadelle peut toujours servir à la défense nationale, la municipalité évoque l'intention de demander des subventions à l'État. On imagine facilement l'importance du poids financier de la rénovation de ce genre de bâtisse pour le budget d'une commune de 1 500 habitants.

La Citadelle en 1937

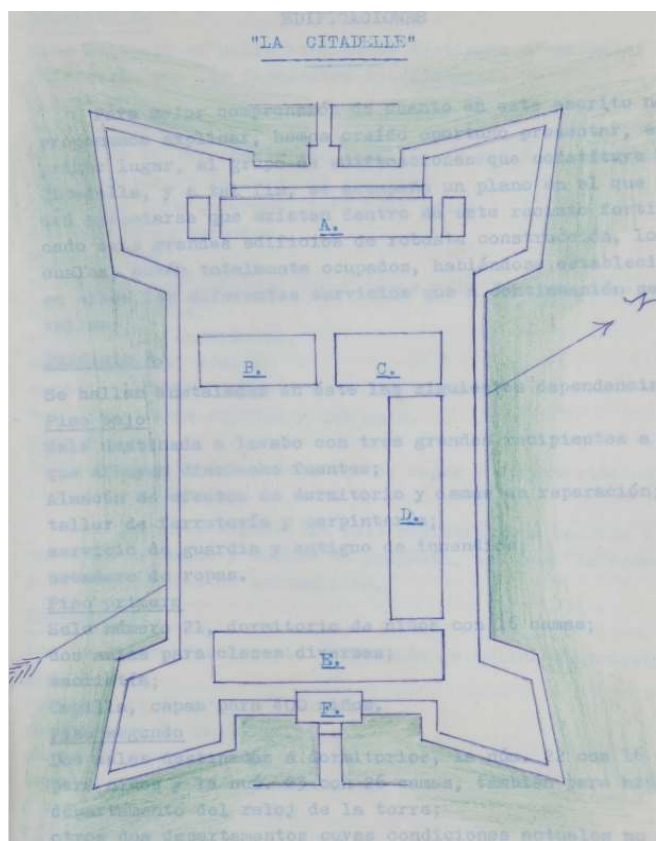
Les murailles sont disposées en rectangle dont les cotés mesurent en longueur près de cent dix mètres pour les faces sud-ouest et nord-est et soixante-dix mètres pour les faces nord-ouest et sud-est. Chaque angle est équipé de bastions à flancs droits. L'entrée de la Citadelle est orientée au nord-ouest avec un pont qui donne sur une demi-lune. Sur la façade sud-est il y a aussi une sortie avec un pont-levis qui donne sur une demi-lune dite de secours. Face à cette demi-lune se trouve un grand champ plat, appartenant à la commune, qui mesure plus de

1 Cependant nous ne disposons que de peu d'informations sur le nombre de prisonniers et sur son fonctionnement car le sujet n'a jamais été étudié et c'est dommage car en cette période de commémoration de la Première Guerre mondiale nous avons là un excellent sujet de recherche.

2 Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939.

3 *Idem*.

deux cents mètres de long et trente de large. A l'intérieur des murailles il y a six bâtiments. Le premier qui se trouve le long de la face nord-ouest mesure quarante mètres de long et dix de large. Parallèle à celui-ci, à une distance de quinze mètres, il y a deux bâtiments identiques qui mesurent vingt mètres de long et quinze de large chacun. Le long de la muraille nord-est se trouve un quatrième bâtiment de cinquante mètres de long et quinze de large. Il forme avec les deux autres un angle droit. Le cinquième édifice, qui est parallèle aux deuxième et troisième et perpendiculaire au quatrième, mesure aussi cinquante mètres de long et quinze de large. Ils ont tous trois étages. Au milieu de ces quatre constructions se trouve une cour rectangulaire de cinquante mètres sur quarante. Enfin le dernier bâtiment est celui de la porte sud-est qui mesure huit mètres sur dix-huit et n'a qu'un seul étage.



Plan de la citadelle¹

Mais lorsque les réfugiés arrivent, aucun des travaux évoqués

¹ EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938.

précédemment n'a débuté ; ils ne sont d'ailleurs même pas prévus. C'est donc dans des bâtiments en état de délabrement avancé et non adaptés à des enfants qu'ils s'installent. D'ailleurs le système de défense étant composé de nombreux tunnels, passages de communication, de puits et la structure même avec ses hauts remparts en font un lieu plutôt dangereux pour des jeunes enfants. Ceci va entraîner d'ailleurs son lot d'accidents.

II/ L'organisation de la colonie

Luis Arbeloa, directeur de la Citadelle qui remplace Bizente Amezaga en janvier 1938, envoie au gouvernement basque un rapport de 65 pages le premier avril 1937. Ce texte constitue une source capitale pour comprendre le fonctionnement de la colonie. Cependant il faut noter qu'il fait état de la colonie à un moment précis et que donc son fonctionnement a pu être différent avant ou même après. Pour éviter les erreurs nous croiserons donc cette source avec d'autres .

Une journée type

Pour illustrer comment se déroule la vie à la Citadelle, il convient de décrire une journée « type » des élèves sans tenir compte des événements particuliers qui modifient de temps à autre le fonctionnement de la colonie.

Le matin, les enfants sont réveillés à 7h 15 et ont une demi-heure pour s'habiller, faire leur toilette et faire leur lit. Puis selon un roulement hebdomadaire, les garçons assistent à la messe de 7h45 à 8h30 pendant que les filles prennent leur petit déjeuner et vice versa. À la fin de l'office, les enfants vont en récréation. De 10h à 11h30 ils assistent à trois cours différents et à 12h30 ils déjeunent. Exception faite pour les « mayorcitos », c'est-à-dire ceux qui ont plus de 14 ans, qui ont cours de 8h30 à 9h30. Ceci le lundi, le mercredi et le vendredi pour les garçons et le mardi et le jeudi pour les filles. À 15h c'est la reprise des cours jusqu'au goûter à 16h30. Une demi-heure plus tard les cours reprennent et se terminent à 18h30. À 19h30 c'est le dîner et à 21h les enfants vont se coucher et un heure plus tard c'est l'extinction des lumières.

Cependant il y a des journées où l'emploi du temps n'est pas le même. Le jeudi, les cours se terminent à 16h30, suivis ou de repos ou de sortie si le temps le permet. Le dimanche, après la messe, c'est lecture, puis l'après-midi activité

sportive ou sortie toujours selon la météo. Il faut noter que ces horaires varient aussi avec les saisons¹.

Les enfants ont donc 22h30 de cours hebdomadaire avec un supplément de deux ou trois heures pour les plus âgés. Quand on voit que les cours sont répartis sur une semaine de six jours on peut considérer que le temps scolaire est plutôt allégé quand on sait qu'au même moment dans les écoles publiques françaises les élèves ont trente heures de cours étalés sur cinq jours².

Les classes

Les élèves sont répartis en une vingtaine de classes où ils sont plus ou moins vingt par classe. Il y a d'abord les « mayorcitos » qui sont une cinquantaine, en avril 1938, et qui sont divisés en deux groupes, les filles et les garçons. Pour les autres, le regroupement se fait d'une part selon la tranche d'âge, les garçons et les filles étant strictement séparés et d'autre part, selon la langue car la direction a aussi la volonté de former des classes entièrement bascophones ou hispanophones.

Chaque classe a sa maîtresse référente qui assure l'ensemble des cours sauf quelques cours spécifiques comme les langues qui sont assurés par des professeurs. Une classe prend tous ses repas ensemble sous la surveillance de son institutrice tout comme les sorties et les activités externes. De même les dortoirs sont organisés par classe et c'est toujours la maîtresse qui se charge de coucher les jeunes et de les réveiller le matin. D'ailleurs elle dort dans la même pièce qu'eux. Kepa Larrea se souvient que, à l'heure du coucher ils discutaient avec leur institutrice d'un sujet par soir. Le plus souvent ils parlaient de la situation militaire mais parfois aussi de l'amour et des relations entre garçons et filles ce qui embarrassait leur enseignante car elle n'avait que 22 ans et que dans le groupe ils avaient entre 13 et 16 ans. Parfois la maîtresse leur lisait des articles assez sérieux mais l'un d'entre eux, qui avait des notions de français leur traduisait des

1 Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938 Euskadiko Artxibo Historikoa - Archivo Histórico de Euskadi . Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Informes – Volumen: 75 hojas- legajo: 480- Numero legajo: 01, p.40.

2 GERBOD Paul, Les rythmes scolaires en France : permanences, résistances et inflexions, *Bibliothèque de l'école des chartes*, 1999, n°157-2, p. 447-477.

articles de revues plus espiègles qu'il se procurait¹.

Lors des récréations les enfants se retrouvent tous ensemble mais on essaye toujours de maintenir la séparation entre filles et garçons malgré la toponymie du site qui ne le permet pas vraiment².

Pour revenir aux enseignantes, on remarque là le rôle très important qu'elles jouent. En effet, chacune doit assurer le fonctionnement de sa classe du réveil au coucher et ceci sept jours sur sept sauf pendant les récréations et les offices religieux, auxquelles elles assistent aussi. Il faut aussi noter que pendant que les enfants prennent leur repas, les enseignantes les surveillent et ne se restaurent qu'une fois que les enfants ont terminé et ont quitté la cantine.

Quand elles ont été recrutées par le gouvernement basque, celui-ci leur a promis un salaire de 150 francs par mois. Cependant il est certain qu'elles n'ont pas accepté ce travail pour l'argent mais plutôt par volonté d'aider leur gouvernement et continuer à défendre leur cause dans l'exil mais aussi peut-être pour fuir plus facilement la guerre. Or, le surmenage qu'elles subissent les pousse le 3 janvier 1939, à rédiger un courrier à Jesus Maria Leizaola, conseiller de la justice et de la culture, pour expliquer qu'elles ont du matin au soir sept jours sur sept la charge des enfants et que le rythme est insoutenable. Dans ce courrier qui est aussi transmis au directeur de la colonie et à l'inspecteur de l'enseignement, elles demandent soit une augmentation de salaire à 300 francs par mois, soit un allègement des tâches quotidiennes. Ce courrier est signé par dix-sept maîtresses, soit toutes sauf trois, et ont le soutien d'un professeur³. Cependant à ce stade des recherches nous ne savons pas si la revendication a été entendue ou suivie d'effets. Pour autant, autour des maîtresses, il y a tout de même un important dispositif et un personnel conséquent.

1 Archives de la fondation Sabino Arana, fonds de l'exil de 1937, Témoignage de Kepa Larrea Garai, enfant hébergé à la Citadelle (date inconnue).

2 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938, p.42.

3 Euskadiko Artxibo Historikoa - Archivo Histórico de Euskadi . Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Instancias – Vol: 99 p – leg: 480 – Nde Leg: 04. Courrier des enseignantes au délégué du département de la justice et de la culture 03/01/1939.

Le personnel

Le personnel de la Citadelle fonctionne en quasi autonomie par rapport au gouvernement basque et donc possède sa propre administration et hiérarchie avec trois postes à responsabilité.

Tout d'abord le directeur est chargé de la maintenance technique, de la discipline, de la comptabilité mais aussi de la gestion du personnel technique et des auxiliaires. Chaque mois il fait un rapport au CBSR. Il a, à ses côtés, une secrétaire et un administrateur. Cependant on peut noter que dans le personnel prévu au départ de Bilbao¹ il y avait un comptable dont on ne retrouve pas trace. Soit, celui-ci n'est jamais arrivé à son poste, soit, le fonctionnement a changé depuis l'arrivée en Basse-Navarre. Dans tous les cas il faut bien avoir en tête que l'organisation de la colonie, telle que nous la décrivons en ce moment, est celle qui est en place en avril 1938 et qu'en un an elle a déjà pu avoir évolué notamment au moment où le directeur Bizente Amezaga a été remplacé par Luis Arbeloa.

Puis il y a l'inspecteur de l'enseignement, Diego Pascual Eraso, qui est chargé de la pédagogie et de la discipline scolaire. Il doit organiser les classes et les enseignements ainsi que tout ce qui en découle. C'est lui aussi qui propose l'acquisition du matériel scolaire nécessaire. Mais toutes les décisions importantes doivent passer par le directeur et il fait lui aussi un rapport mensuel au comité.

Le dernier poste à responsabilité est celui de médecin de la colonie qui est tenu à ce moment là par le Docteur Arrue mais qui est remplacé le 7 mai 1938 par le Docteur Domingo Achondo. Le médecin n'est pas subordonné au directeur et il dépend directement du département de la santé du gouvernement basque. Il est chargé de l'hygiène et d'organiser les services médicaux. Il assure le suivi médical des enfants et se charge de l'achat du matériel nécessaire à sa profession. Enfin il tient informées les différentes instances de l'état médical de la colonie.

Pour le reste du personnel, comme évoqué précédemment, il y a 3 groupes, le personnel enseignant, médical et technique :

- Dans le premier il y a vingt maîtresses, trois professeurs, deux professeurs de musique et un enseignant de basque.
- Dans le groupe médical, le médecin est assisté par une infirmière et quatre

¹ EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04, Listes provisoires pour l'encadrement d'une grande colonie en France, mai 1937.

auxiliaires d'infirmerie. Ce qui tout de même peu paraître assez limité pour 500 enfants et près d'une centaine d'adultes.

- Le dernier groupe est le plus important et le plus diversifié. Pour s'occuper du linge il y a cinq lavandières, six couturières et une blanchisseuse. En cuisine, une cuisinière, ses trois aides et une plongeuse. Pour nettoyer les locaux, l'équipe est composée de dix auxiliaires de nettoyage et de deux balayeurs. L'adaptation et une partie des travaux sont assurées par un maçon, un plombier, un électricien et un charpentier. D'autre part un magasinier gère les stocks de nourriture et de matériel. Enfin on trouve aussi deux coiffeurs, deux portiers et un cordonnier. Il faut y ajouter les trois prêtres qui se chargent du culte et de l'éducation religieuse.

C'est donc un groupe très varié et très complet de 78 personnes qui est arrivé avec les enfants et qui administre la Citadelle. Par la multitude de ses corps de métier il peut gérer quasiment tout de ce qui est possible et imaginable dans la limite de ses moyens. Il faut tout de même signaler parmi les changements importants, qu'en janvier 1938, le directeur Bizente Amezaga a été envoyé en Catalogne et remplacé par Luis Arbeloa après une inspection diligentée par le gouvernement en exil. Il faut noter que par la suite il a tout tenté pour réintégrer la colonie car il considère que sa mutation faisait suite à des conflits d'ordre personnel avec le délégué du département de la justice et de la culture car l'inspection n'avait rien constaté de condamnable^{1 et 2}.

Cependant cette distribution des tâches et des responsabilités ne fonctionne pas toujours très bien et crée même des conflits qui ont largement dépassé le cadre de la Citadelle.

Le 23 mai 1938, le Dr. Achondo envoie à Luis Bilbao, l'inspecteur général de l'hygiène du gouvernement d'Euskadi en France, un rapport sur l'état sanitaire de la colonie. Celui-ci est déplorable. Il dénonce un manque de sanitaires, de douches, de lavabos et un très gros risque d'infection pour les enfants. Pour lui il est urgent de procéder à des travaux et il dénonce même l'inertie du directeur qui

1 Courrier de M. Amezaga au Lehendakari pour être réintégré à son poste de directeur de la colonie de Saint-Jean-Pied-de-Port, 19/02/1938, Euskadiko Artxibo Historikoa - Archivo Histórico de Euskadi . Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Presidencia . Secretaría General (Bilbao, Barcelona, París) . Secretaría . Justicia y cultura-Expediente – Volumen: 36 hojas – legajo: 47 – numero legajo: 11.

2 Cependant aucune autre source n'évoquant le sujet nous n'avons pas d'indications quant à la nature des ces « conflits ».

est conscient de la situation¹. Le 30 mai 1938 Luis Bilbao averti donc son supérieur, le conseiller des finances et de la santé Eliodoro de la Torre, que des travaux sont nécessaires. Il joint au courrier un rapport de 7 pages sur l'état déplorable de l'hygiène dans la colonie et propose, en accord avec le Dr. Achondo, toute une série d'aménagements nécessaires pour y remédier². Pour illustrer les projets il fait réaliser à un certain Arsenio Beascoechea une estimation et des plans qu'il joint également au courrier³. Le premier juin, Eliodoro de la Torre répond à Luis Bilbao qu'il a reçu le courrier et qu'il l'a transmis au conseiller de la culture et de la justice, Jesus Mari Leizaola. Le 17 juin 1938, le conseiller de la santé donne l'aval au projet de Bilbao qui averti immédiatement le directeur Arbeloa pour qu'il puisse demander les autorisations nécessaires au maire de la commune. Le 20 juin 1938, Luis Arbeloa s'exécute et reçoit une réponse du maire le 22 du même mois. Ce dernier explique vouloir se rendre sur place pour évaluer l'ampleur des travaux et donner son accord. Cependant le directeur n'attend pas l'aval du maire et commence à installer un réseau hydraulique. De plus, l'installation n'est pas celle prévue dans les plans de Luis Bilbao⁴. Donc pour des raisons inexplicables, le directeur se met à agir seul et contre tous. Quelques jours plus tard le maire apprend que les travaux ont débuté et somme le directeur de les arrêter immédiatement. Mais, malgré l'avertissement, le directeur persiste. Le 7 juillet 1938, Luis Bilbao se rend à la Citadelle sans que le directeur ne l'ait informé des événements précédents. Luis Bilbao lui fait part de son mécontentement quand il réalise que les travaux en cours ne respectent pas les plans du gouvernement. Le directeur lui répond alors que ne recevant pas de réponse de la municipalité il a paré au plus urgent avec ces aménagements. Le 9 juillet 1938, Luis Arbeloa se rend à la délégation du gouvernement basque à Bayonne pour faire part à Luis Bilbao d'un grave incident qui s'était déroulé le matin même à la colonie. Il lui explique que le maire, énervé, s'y était rendu car le docteur de la colonie aurait dit en public, à deux confrères venus de Bayonne, que c'était un fasciste tout comme l'ensemble de l'équipe municipale. Mais il était aussi en colère car les travaux

1 EAH- AHE. Fondo de Beyris. leg :260 - doc :1. Courrier de Domingo de Atzomes du 23 mai 1938 à Luis Bilbao.

2 EAH – AHE Fondo de Beyris LEG 260 DOC 3. Rapport de Luis Bilbao à propos de l'état sanitaire envoyé au conseiller de la santé le 30 mai 1938.

3 EAH – AHE. Fondo de Beyris LEG 260, DOC 4 et 5. Plans de la Citadelle de mai 1938

4 EAH – AHE Fondo de Beyris LEG 260 DOC 10. Rapport de Luis Bilbao à propos des événements liés aux travaux de la Citadelle.

illégaux continuaient. Bilbao prend alors la décision de se rendre auprès du Maire mais celui-ci refuse, dans un premier temps, de le rencontrer. Le 13 juillet 1938, les deux hommes se rencontrent et le premier édile de la commune lui donne une toute autre version des faits : Le 20 juin 1938 il avait bien reçu la demande pour les travaux mais sans aucun plan, et ne pouvait donc donner son accord. Et lorsqu'il apprit que les travaux avaient débuté, il **demandât** au directeur de les stopper. Le 9 juillet 1938, ne s'étant toujours pas fait entendre, il **montât** pour arrêter lui même les travaux et ce n'est que le lendemain qu'il reçut les plans de Beascoechea. A propos de l'incident avec le docteur, le maire répondit qu'il n'avait pas entendu parler de cela mais que par contre on lui avait rapporté que ce dernier racontait en ville que le gouvernement basque voulait dépenser 40 000 francs en aménagements sanitaires et que la mairie s'y opposait et ces propos le scandalisaient¹. Le 18 juillet Eliodoro de la Torre répond à Luis Bilbao qu'il a bien reçu son rapport et qu'il a transféré le tout à M. Leizaola pour qu'il puisse prendre les mesures nécessaires. Même si cela ne fait pas partie des attributions du département de la santé, il lui demande d'intervenir auprès de la municipalité pour obtenir l'autorisation d'effectuer les travaux pour le bien des enfants. Il lui demande aussi d'intervenir pour que les relations entre les M. Achondo et M. Arbeloa s'améliorent car les seules victimes de leur mésentente sont les enfants. Puis il lui rappelle les attributions de chacun : Le directeur est le responsable de la colonie; cependant, concernant les travaux sanitaires il a juste à collaborer avec les services de la santé. Quand au médecin, s'il est en conflit avec le directeur, il faut qu'il avertisse ses supérieurs hiérarchiques au lieu de parler de leurs désaccords sur la place publique. De plus il n'a pas à s'immiscer dans les discussions entre la municipalité et la direction².

A partir de ce rappel à l'ordre de la part du conseiller de la santé, on ne trouve plus de trace de conflit et on peut donc présumer que tout est rentré plus ou moins dans l'ordre. Cependant il est remarquable de noter comment le directeur a camouflé la vérité pour se couvrir. Par ses agissements et en entrant en conflit avec le maire il met gravement en danger le projet de la colonie et une intervention du conseiller des finances et de la santé du gouvernement est

1 EAH – AHE Fondo de Beyris LEG 260 DOC 10. Rapport de Luis Bilbao à propos des événements liés aux travaux de la Citadelle.

2 EAH – AHE Fondo de Beyris LEG 260 DOC 15. Courrier du 18 juillet 1938 de Eliodoro de la Torre depuis Paris à Luis Bilbao.

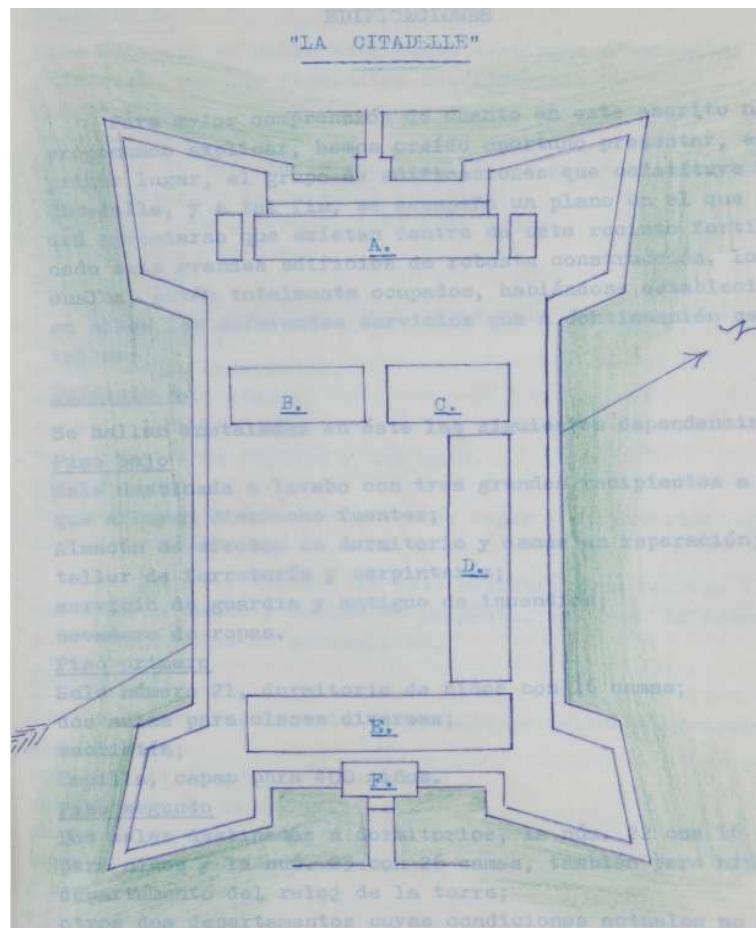
nécessaire pour calmer les esprits. De plus on ne comprend pas pourquoi il refuse de suivre les plans mis en place par Luis Arbeloa et Domingo Achondo prenant le risque de passer dans cette histoire pour une personne irresponsable¹.

Nous observons que si sur le papier les taches sont clairement réparties, les personnalités de chacun induisent des conflits facteurs de dysfonctionnements .

Les bâtiments

Dans le rapport du 1er avril 1938 le directeur Luis Arbeloa explique que la Citadelle comporte six grands bâtiments, que tous sont occupés et qu'il va détailler leur agencement dans les pages qui suivent. Cependant pour des raisons inexplicables, il ne détaille que trois d'entre eux. Il accompagne cette explication d'un croquis afin de mieux visualiser les lieux et donne a chaque bâtiment une lettre :

¹ Cependant il n'y a dans les archives que la correspondances entre Luis Bilbao et Elidoro de la Torre donc la version de Luis Arbeloa est totalement absente et aurait pu apporter une regard fort différent sur cette histoire.

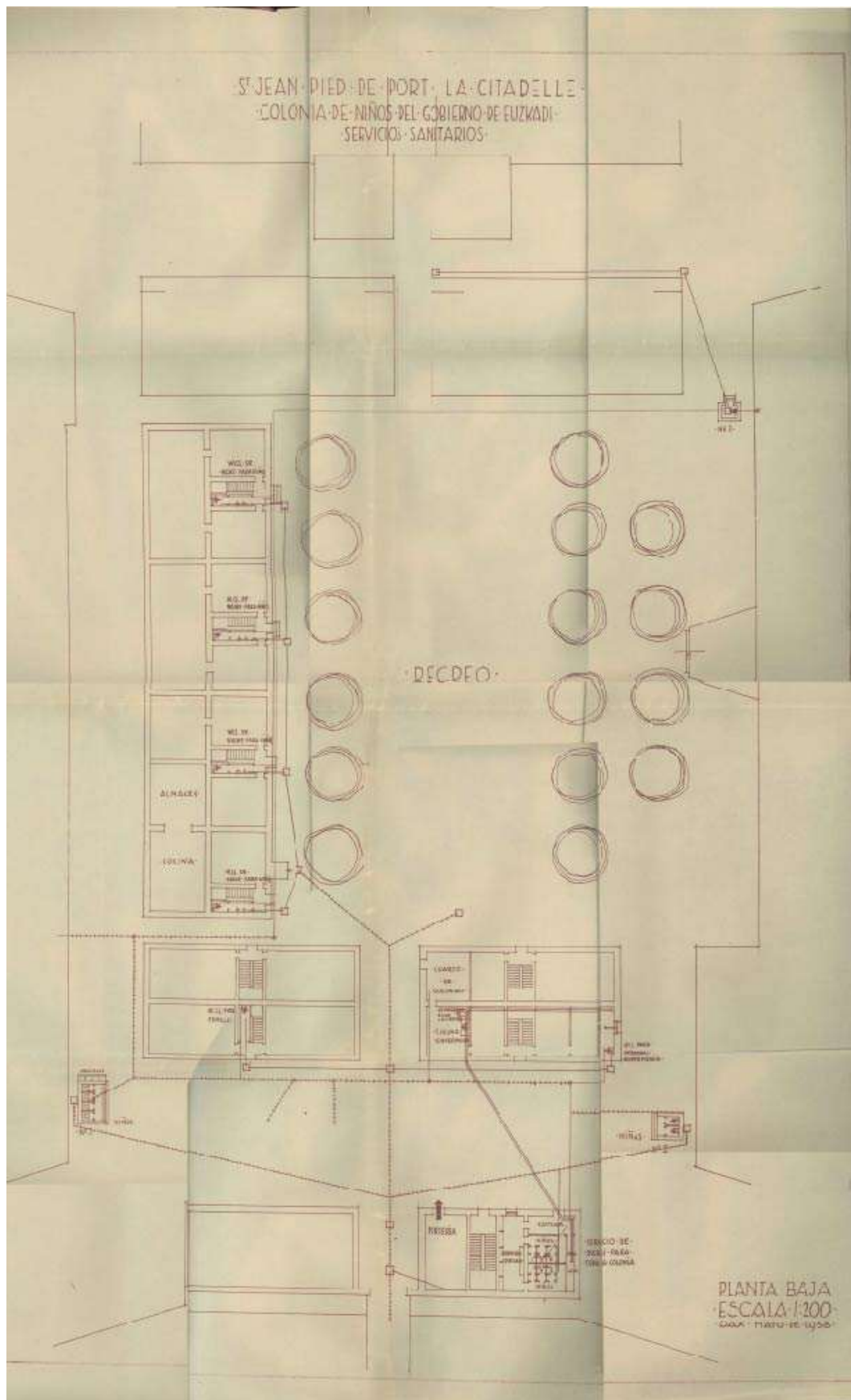


Plan de la Citadelle dessiné par Luis Arbeloa¹

D'autre part les plans pour des aménagements sanitaires ont été dessinés par M. Beascochea comme nous l'avons évoqué précédemment et leur étude nous apporte aussi de nouvelles informations et confirme les autres². Enfin les photos aussi nous ont apporté beaucoup de détails quant à l'agencement des pièces.

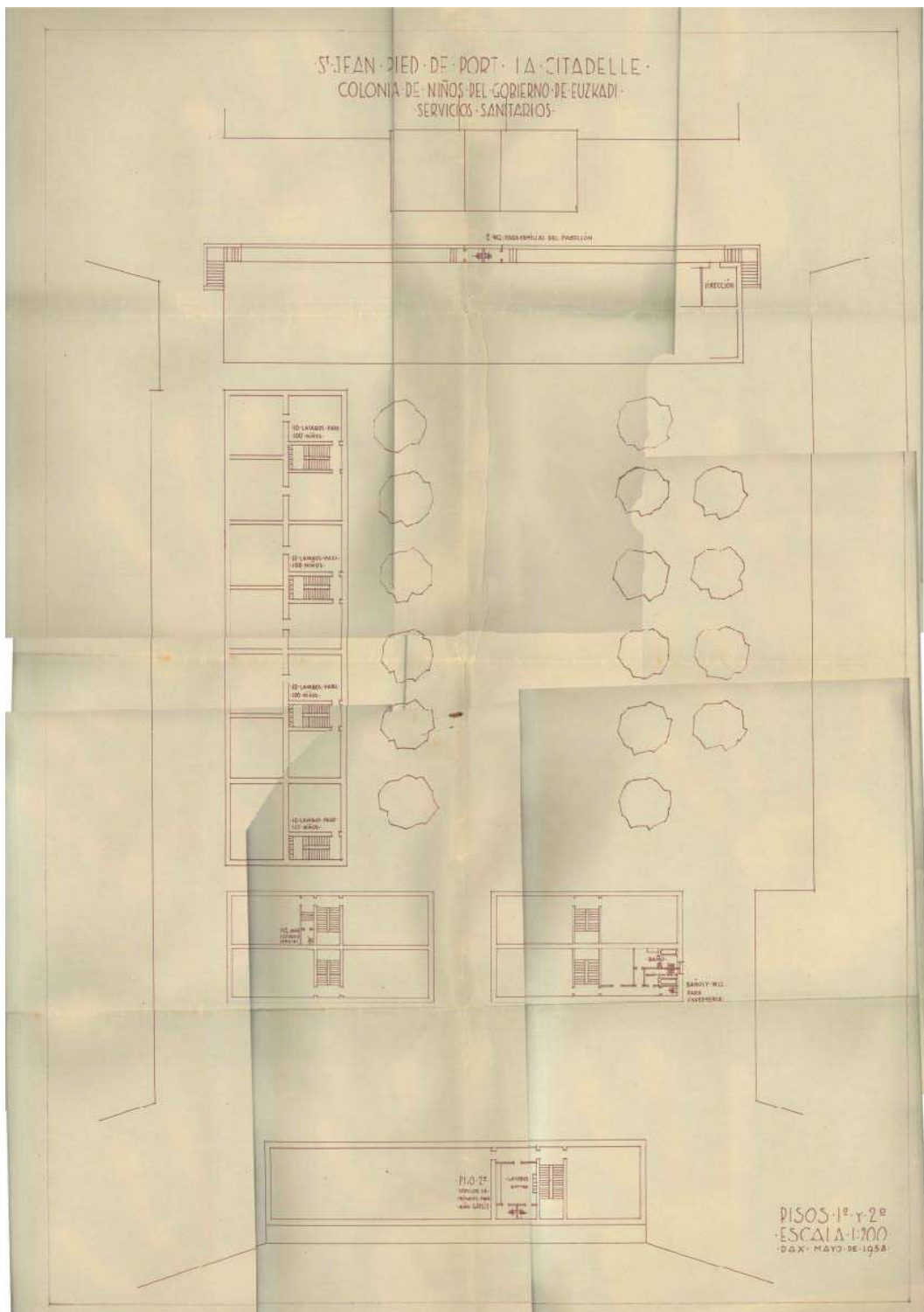
1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938.

2 Les plans étant trop grands et trop précis ont été mis en annexe.



Plans dessinés par Beascoechea : le rez-de-chaussé²

2 EAH – AHE Fondo de Beyris LEG 260 DOC 3.

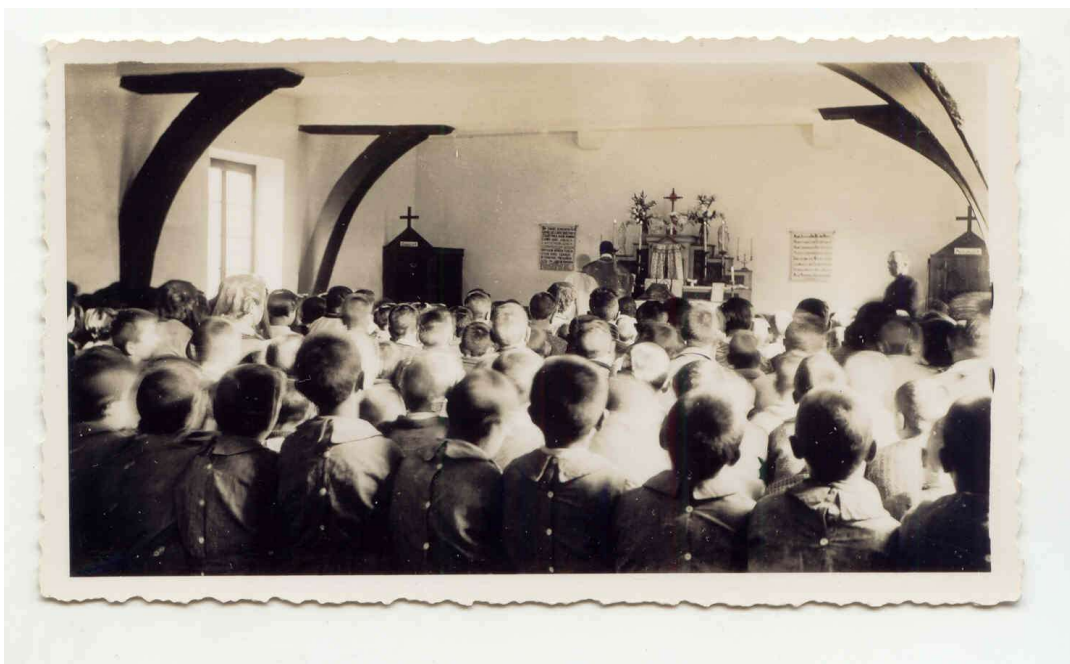


Plans dessinés par Beascoecha : Premier étage¹

Le rez-de-chaussée du bâtiment A est consacré en partie à la lessive avec trois bacs pour nettoyer les affaires et une buanderie pour les faire sécher et on trouve également à l'extérieur du bâtiment dix autres bacs. Dans l'autre partie du

¹ *Idem.*

bâtiment il y a un atelier de ferronnerie et de charpente avec une réserve de matériel pour les dortoirs afin de réparer ou remplacer le matériel abîmé ainsi que le bureau des portiers. Au premier étage, le dortoir n°21 avec 16 lits ainsi que deux classes. C'est là aussi que se trouvent la sacristie et la chapelle. Celle-ci a une capacité de 400 places seulement, ce qui explique le roulement garçons/filles lors de l'office du matin. Au deuxième étage il y a les dortoirs n°22 et n°23 avec respectivement 16 et 26 lits tandis que le reste est considéré comme insalubre.



Photographie n°18 :

Cette photographie a été prise dans la chapelle de la colonie pendant l'office religieux. On remarque qu'il n'y a que des garçons dans l'assistance. La messe se faisait tous les matins en deux fois, d'abord les filles puis les garçons. On remarque que la chapelle est équipée d'un autel mais aussi de deux confessionnaux ce qui n'est pas négligeable pour une chapelle nouvellement constituée *ex nihilo*.



Photo prise dans la buanderie de la Citadelle. Une femme repasse du linge tandis que des vêtements sont suspendus à une corde en travers de la pièce.

Le bâtiment B est consacré aux services médicaux avec une salle de soins, une cuisine, deux chambres de 8 places chacune avec des salles à manger pour les malades et deux dortoirs pour le personnel. À l'étage il y a deux autres petits dortoirs, la penderie de l'infirmierie, la chambre du médecin, la salle à manger de l'infirmierie et deux chambres. Le deuxième étage est utilisé en partie pour faire sécher les vêtements mais il abrite aussi des dortoirs supplémentaires vides.

Les photographies suivantes ont été prises dans ce même bâtiment :



Photographie n°22 :

Dans cette photo, nous sommes dans l'infirmierie de la Citadelle. Nous pouvons déduire cela car nous voyons trois enfants alités avec au-dessus de chacun d'eux les fiches du suivi médical. Avec les malades il y a deux infirmières dont une prenant le pouls d'un patient. Cette photographie fait passer un message bien précis : nous prenons soin de ces enfants avec beaucoup d'attention et dans de bonnes conditions. Cette photographie aurait pu être utilisée à des fins de propagande politique pour contrer les manœuvres des franquistes et leurs alliés qui les accusaient de mauvais traitements pour encourager le retour des enfants.



Photographie n°23 :

Cette photographie aussi est prise dans l'infirmerie ; elle est du même type que la précédente. Deux infirmières prennent soin d'un enfant qui se serait fait mal au genou. Mais le petit blessé semble plus accaparé par l'objectif de l'appareil que par sa douleur.



Photographie n°24 :

Cette prise de vue aussi est du même type. Il y a trois enfants alités avec deux infirmières tout de blanc vêtues qui observent avec attention le médecin prendre la tension d'un malade.

Le bâtiment C est entièrement consacré au personnel. Au rez-de-chaussée, les chambres du personnel, une salle pour repasser, la salle à manger du personnel et le magasin à charbon et bois. Au premier, l'atelier de couture pour confectionner et réparer les vêtements et trois chambres supplémentaires. Le deuxième étage, lui, n'est pas utilisé.

Le reste des bâtiments n'est pas détaillé par Luis Arbeloa mais les D et E étant les plus spacieux on peut supposer qu'ils servent surtout en grande partie de dortoirs, salle de classe, cuisine et cantine. D'ailleurs les plans confirment cette hypothèse. Ainsi au rez-de-chaussé du bâtiment D il est indiqué qu'il y a la cuisine et le magasin donc la cantine doit être dans la ou les pièces adjacentes. A l'étage par contre il est prévu d'installer dans quatre endroits différents dix lavabos ; chaque endroit étant prévu pour 100 enfants. Par conséquent il est prévu que l'étage puisse accueillir 400 élèves soit près de la totalité des mineurs.

Les photographies suivantes y ont été prises :



Photographie n°21 :

On y voit 16 garçons et une adulte. Le nombre d'enfants, le fait qu'ils soient du même sexe et de même âge et qu'ils aient une adulte avec eux dans le dortoir peut nous permettre de déduire que c'est une classe avec sa maîtresse car chaque classe

était sous la responsabilité d'un enseignant qui dormait dans la même pièce qu'eux.



Photographie n°25 :

Image d'une cantine de la Citadelle. Il y a des grandes tables posées sur des tréteaux avec des bancs. Chaque tablée peut accueillir 12 personnes. C'est la mise du couvert et on peut voir que les enfants mangent dans des assiettes en étain. On remarque aussi que les murs sont assez sales, ils n'ont sûrement pas été repeints à l'arrivée des réfugiés car ceci ne faisait pas partie des priorités. La seule décoration existante est un drapeau basque accroché au mur surmonté d'une croix. Elle souligne le caractère basque et catholique de la colonie. Il y a aussi des bouquets de fleurs dans chaque table mais est-ce une habitude ou une exception liée au passage du photographe ?

Pour ce qui est du bâtiment E, on peut voir qu'à l'étage se trouve la partie réservée à la direction de la colonie. Par contre on remarque que pour les sanitaires il est marqué qu'ils sont prévus pour « les familles » tout comme ceux du bâtiment C, qui est celui du personnel. Donc on peut penser que plusieurs membres du personnel vivent à la Citadelle avec leurs familles comme c'est le cas de Bizente Amezaga. Enfin, il y a certains lieux que nous ne pouvons situer tels que la salle de théâtre, la bibliothèque ou le salon de coiffure dont nous avons ce cliché :



Photographie n°20 :

On voit deux coiffeurs de la colonie en train de couper les cheveux à deux enfants tandis que d'autres attendent.

En analysant les bâtiments pour lesquels nous avons des renseignements, nous remarquons déjà que les différents services sont agencés par bâtiment, mais on ne peut changer la configuration des pièces et nous retrouvons donc des anomalies comme la salle pour repasser et le séchoir dans des bâtiments différents de la buanderie et des pièces de nettoyage. On remarque aussi que quasiment à tous les étages de tous les bâtiments, il y a des chambres et qu'une partie d'entre elles restent vides. On pourrait donc penser que ne sachant trop comment les utiliser, des pièces trop petites sont devenues des chambres. Enfin, on remarque que dans le bâtiment B il y a une partie insalubre. Donc, près d'un an après leur arrivée, les immeubles n'ont pas encore été tous complètement restaurés. D'ailleurs après le départ de la colonie, en juillet 1939, le conseil municipal parle encore des besoins de nouvelles réparations de toiture à la Citadelle¹. Enfin les photographies nous montrent que le matériel dans les différentes pièces reste très rudimentaire et nous donne une idée des conditions dans lesquelles vivaient les enfants.

¹ Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939.

L'approvisionnement

Un autre point important à éclaircir dans l'organisation de la colonie est de savoir comment elle était ravitaillée en produits de première nécessité. Tout d'abord Luis Arbeloa constate que la capacité de faire des stocks est très limitée de par la vétusté des pièces.

La nourriture est achetée dans les magasins et le marché de Saint-Jean-Pied-de-Port comme l'attestent les factures archivées¹. D'ailleurs, nous avons pu rencontrer le fils de l'épicier qui les fournissait. Pierre Harymbat est né en 1927 et a donc 10 ans lors de l'arrivée des réfugiés. Il a quatre frères et sœurs et est né et a toujours vécu au n°2 de la rue de la Citadelle qui se trouve en plein centre de Saint-Jean-Pied-de-Port et au pied de la colline qui accueille la fortification. Ses parents étaient des épiciers et étaient propriétaires d'un des deux magasins d'alimentation existants à l'époque. Son père fournissait la colonie en fruits et légumes en portant le nécessaire sur une charrue. Pierre aidait parfois son père et donc montait avec lui jusqu'à la Citadelle. C'était l'occasion pour lui de croiser les enfants réfugiés mais il n'a jamais noué de contact avec eux. Ses parents parlaient la plupart du temps en espagnol avec les adultes de la Citadelle. Bien qu'ils étaient bascophones, ils avaient quelques difficultés à comprendre le Basque de Biscaye².

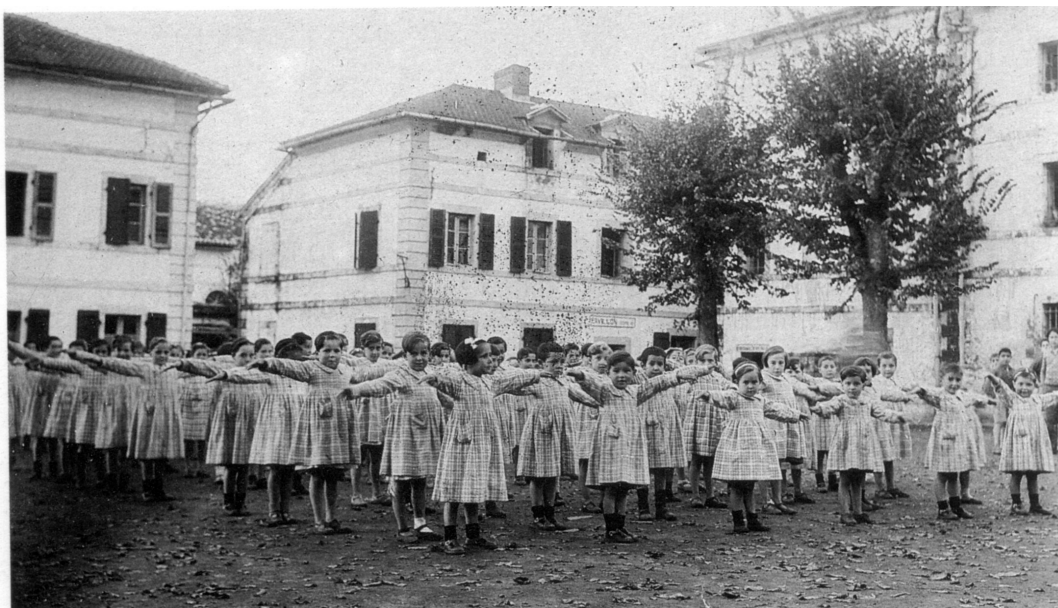
Cependant la communauté ne possédant pas de moyens de transport pour le reste du ravitaillement, on n'hésite pas à utiliser les enfants car tout doit être apporté jusqu'à la bâtisse militaire. Iñaki, le frère de Jokin Etxebarria, racontait que tous les jours, huit garçons parmi les plus âgés allaient au village chercher le lait pour le petit déjeuner du lendemain³. Cependant, le directeur dans son rapport reconnaît que l'envoi journalier des enfants n'est ni prudent ni correct et pour palier à cet inconvénient, il propose au gouvernement l'acquisition d'une camionnette. De plus il pense qu'avec ce véhicule ils pourrait aller acheter certaines denrées dans les villages voisins, directement chez le producteur, pour avoir de meilleurs prix car il pense que certains fournisseurs pratiquent des prix abusifs sachant que les réfugiés n'ont pas d'autre choix.

1 EAH - AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – NdeLeg: 04. Listes et factures des achats et des fournisseurs de la citadelle entre juin et octobre 1937

2 Entretien avec Pierre Harymbat, 03/02/2015, Saint-Jean-Pied-de-Port.

3 Entretien avec Jokin Etxebarria, 07/02/2014, Louhoussoa.

D'autre part, pour ce qui est des vêtements, la colonie possède son propre atelier de couture pour habiller les enfants. Mais pour la confection des vêtements, il faut bien avoir du tissu et s'en procurer n'est pas forcément aisé. La direction réalise entre juin et octobre 1937 pour 148,55 francs d'achats de tissus aux Nouvelles Galeries de Saint-Jean-Pied-de-Port¹. Même si nous n'avons qu'un seul exemple d'une telle facture, on peut aisément supposer en regardant les photographies qui suivent qu'ils en achetaient plus souvent.



Photographie n°36



Photographie n°34

¹ Listes et factures des achats et des fournisseurs de la citadelle entre juin et octobre 1937, Op. cit.



Photographie n°39

Ce qui est notable, c'est la présence de plusieurs tenues identiques. On ne peut pas dire qu'il s'agisse d'uniformes car il y en a beaucoup de différentes et si parfois sur une photo tous les enfants portent les mêmes vêtements, sur d'autres les tenues sont portées indifféremment. De plus, ce sont en général surtout les plus jeunes qui portent ces tenues alors que les adolescents portent plutôt des vêtements civils. Ce que l'on remarque dans ces tenues, c'est que chacune d'entre elles est faite avec un seul et même tissu. On peut donc penser qu'elles ont été confectionnées à la Citadelle par les cinq couturières¹, elles-mêmes aidées par des filles de la colonie comme nous le confirme le témoignage de Ana Mari Arteaga Zaragoza :

« Tous les matins après la messe, le petit déjeuner et la réfection du lit je rapiécçais et nettoçais les vêtements de mes deux petites sœurs et de mon frère ²»

Par contre, de temps en temps des dons de vêtements arrivent de l'extérieur. Par exemple le 17 février 1938, la citadelle reçoit la visite de Policarpo Larrañaga, représentant des Basques d'Uruguay qui est venu pour offrir 325 vêtements pour les enfants mais aussi la part de la Croix-Rouge³. Cependant nous

¹Annexe 3 : Liste du personnel

²Ana Mari Arteagoitia Zarraga, enfant ayant vécu à la Citadelle, témoignage rédigé le 08/05/2006.

³ EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages du directeur Luis

ne savons pas si ce type de don est fréquent. Mais le besoin en vêtements reste très important car le dynamisme de l'enfance est souvent fatal aux habits et la Citadelle ne peut toujours répondre à ce manque. Pour preuve Jokin Etxebarria se souvient que certains petits garçons pouvaient rester plusieurs semaines avec le pantalon troué aux genoux¹.

Le financement

Lorsque la colonie s'installe à Donibane Garazi, la délégation de Bayonne transfère à Bizente Amezaga une capacité de crédit de 50 000 francs, au nom du gouvernement basque, pour pouvoir s'acquitter des premiers frais² en attendant les financements extérieurs. Le gouvernement français a promis d'aider financièrement la colonie à hauteur de 5 francs par jour et par enfant pour les nourrir mais le 21 octobre 1937, il décide la suspension de la subvention³. Cette suspension intervient en même temps que la décision par la France de la reconduite massive des réfugiés espagnols à la frontière de leur choix comme expliqué dans le chapitre précédemment. La situation économique étant mauvaise, la France ne peut plus prendre à sa charge l'accueil des réfugiés. Dans le rapport financier de fin octobre, qui comptabilise toutes les dépenses depuis juin, Bizente Amezaga précise que l'État français lui doit 21 795,60 francs ce qui correspond aux dépenses en denrées alimentaires qu'il a réglées avec sa capacité de crédit⁴. Dans un courrier du 28 février 1938, il déclare que jusqu'à ce que la subvention de l'État soit supprimée, la colonie a exclusivement vécu grâce à celle-ci⁵. Donc la subvention a été versée alors que Gregorio Arrien écrit qu'elle ne l'a pas été⁶.

ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938, p.42.

1 Entretien avec Jokin Etxebarria, 07/02/2014, Louhoussoa.

2 EAH – AHE. *Op. cit.*, Correspondance entre le gouvernement basque et la délégation de Bayonne, mai juin 1937,.

3 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938, p.21.

4 EAH – AHE. *Op. cit.* Listes et factures des achats et des fournisseurs de la citadelle entre juin et octobre 1937,

5 EAH - AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Presidencia . Secretaría General (Bilbao, Barcelona, Paris) . Secretaría . Justicia y cultura-Expediente – Vol: 36 hojas – leg: 47 – N°leg: 11. Courrier de M. Amezaga au Lehendakari pour être reintégré à son poste de directeur de la colonie de Saint-Jean-Pied-de-Port, 19/02/1938.

6 Entretien avec Gregorio Arrien 16/03/2014.

Dans ce même courrier il déclare que jusqu'alors le CBSR présidé par l'évêque de Bayonne n'a fait aucun don à la Citadelle manquant alors à son rôle. Cependant Manuel de Intxausti, présenté précédemment, promet au gouvernement basque, le premier juin, de verser 30 000 francs par le biais de la délégation de Bayonne¹. Ceci est confirmé par Bizente Amezaga dans le courrier cité précédemment. Du côté des dépenses lorsque l'on fait un premier bilan le 31 octobre 1937 on a acheté pour 21 795,60 francs de nourriture et utilisé 23 650,75 francs pour réhabiliter les lieux, payer les factures et autres frais de fonctionnement. Le tout a été payé avec le bon de crédit du gouvernement basque et il ne reste alors au directeur plus que 4 454,55 francs. M. Arbeloa, après avoir été déchargé de ses fonctions, reconnaît que les débuts ont été difficiles et que le département de la justice et de la culture était prêt à ordonner la fermeture de l'établissement quand la subvention de l'État a cessé. Mais il a réussi à les convaincre de continuer et la colonie a subsisté grâce à un mode de vie austère et provisoire même si, il évoque une amélioration de la situation au début de l'année 1938 sans l'expliquer vraiment. En tout cas, quelques mois après le changement de directeur, lorsque Luis Arbeloa fait son rapport, il n'évoque même pas les finances. Ceci sous-entendrait que le problème a été résolu. En tout cas ce n'est ni le CNCAB, qui s'est retiré du Pays basque, ni le CBSR dont le leader, l'évêque Houbaut a entre-temps changé de position vis-à-vis des réfugiés, qui les aide. Ce qui est certain c'est que Manuel Intxausti continue à verser fréquemment de l'argent car il est considéré comme le bienfaiteur de la colonie et est même invité pour les cérémonies importantes. La réponse se trouve peut-être du côté du gouvernement basque. En effet, lors de la mise en place du projet d'aménagements sanitaires, Luis Bilbao estime les travaux à un total de 30 000 francs. Or pour lui, ce prix n'est pas exorbitant car il représente à peine un quart du budget mensuel de la colonie². Donc au printemps 1938, le budget mensuel de la colonie est de 120 000 francs ce qui représente tout de même un budget en forte hausse par rapport à celui du début de la colonie³.

La colonie est donc organisée comme un collège-internat, mais qui

1 EAH - AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – NdeLeg: 04. Correspondance entre le gouvernement basque et la delegation de bayonne, mai juin 1937

2 EAH – AHE Fondo de Beyris LEG 260 DOC 3. Rapport de Luis Bilbao à propos de l'état sanitaire envoyé au conseiller de la santé le 30 mai 1938. « este presupuesto no llega a la cuarta parte del presupuesto mensual de la colonia ».

3 La question est donc de savoir d'ou vient tout cet argent. Peut être du système de soutien de la diaspora basque mis en place par Eliodoro de la Torre.

fonctionne comme une communauté avec son propre personnel aux compétences multiples et spécifiques. Cependant son équilibre est fragile pour plusieurs raisons: le surmenage que subissent les maîtresses, des mésententes au sein du personnel et des difficultés de bien se nourrir et se vêtir car le financement est assez aléatoire et est assuré en parti grâce à la générosité d'un seul homme. Mais tout de même, en 1938, la situation semble s'améliorer avec une dotation en hausse qui permet des aménagements nécessaire à de bonnes conditions de vie.

III/ les conditions de vie

Au-delà de l'organisation de la colonie il est essentiel de connaître les conditions de vie des enfants et du personnel dans cette bâtisse : conditions sanitaires, type d'alimentation et il importe aussi de saisir, si c'est possible, le ressenti des enfants.

Des soucis d'hygiène

Les locaux qui sont à l'abandon à l'arrivée des enfants et qui ne sont en aucun cas adaptés pour les accueillir soulèvent un certain nombre de problèmes pour l'administration de l'établissement. Le premier d'entre eux étant celui des conditions d'hygiène. En effet le nombre restreint de toilettes devient rapidement problématique. Luis Arbeloa dans son rapport raconte qu'à l'arrivée des enfants, il y a seulement quatre sanitaires qui datent de l'époque où la Citadelle servait de prison¹. Rapidement les adultes prennent donc des mesures pour palier à ce problème et demandent le 8 juillet 1937 un devis à M. JB Ithurralde, un menuisier de Saint-Jean-Pied-de-Port, pour l'installation de deux latrines de douze places chacune². Cependant nous ne pouvons certifier la confirmation de la commande. De plus l'eau courante étant coupée, ils n'ont aucun moyen de se nettoyer. L'encadrement prend alors la décision d'amener les enfants se baigner dans la

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938, p. 22.

2 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04. Devis pour l'instalation de deux WC de 12 places chaqu'un par JB Ithurralde menuisier de SJPP du 8/7/1937.

Nive, au lieu dit de la Madeleine, pour faire leur toilette le temps que le réseau hydraulique soit rétabli. Le souci c'est que les enfants prennent rapidement goût à la baignade et multiplient durant l'été 1937 les escapades pour aller à l'eau¹. Or, tous ne savent pas nager et le 30 juillet 1937 un enfant est sauvé de la noyade par Battita Loustalot un jeune de Saint-Jean-Pied-de-Port². Puis le 12 août 1937 il y a une nouvelle noyade et fort heureusement l'enfant est réanimé et sauvé³. Dans les semaines qui suivent l'arrivée des enfants, l'électricité et l'eau courante sont tout de même rétablies à la Citadelle. Ceci permet de mettre en place la toilette individuelle, jugée de manière très positive par Luis Arbeloa car il la considère comme efficace pour lutter contre les épidémies. On arrête alors les baignades à la Nive mais malgré la surveillance, le 7 septembre 1937 un groupe de petites filles s'échappe à nouveau pour aller jouer dans l'eau et Begoña Casarez Beunza, âgée de 11 ans, se noie⁴. C'est le seul décès que déplorera la colonie pendant son séjour dans la capitale bas-navarraise.

Lorsque Luis Arbeloa envoie son rapport, les installations sanitaires se sont améliorées avec l'installation de six *sanitarios* de plus ainsi que d'un urinoir de quatre places⁵. Malgré cela il considère que c'est insuffisant. En effet il n'y a que dix sanitaires pour les 434 enfants et les 70 adultes présents à la Citadelle à cette date. Cela représente une moyenne d'environ 50 personnes pour chaque latrine. Lorsque le 30 mai 1938, donc deux mois plus tard, Luis Bilbao inspecte l'hygiène de la colonie il est outré. D'une part dans son rapport au département de la santé⁶ il dénonce le mauvais état des sanitaires qui sont constamment bouchés car trop utilisés et il remarque même que les adultes préfèrent aller en ville pour faire leurs besoins. De plus tous les sanitaires se trouvant à l'extérieur, la nuit les enfants doivent faire tous leurs besoins dans des cubes en fer galvanisé qui se trouvent dans les chambres, qui sont trop petits et qui polluent l'air. D'autre part il dénonce le manque de lavabos, que ceux-ci ressemblent à des abreuvoirs et que les enfants ne peuvent se laver que vingt à la fois et dans la même eau. Enfin, il dénonce la présence d'une porcherie dans la colonie. Elle se trouve à l'entrée Nord

1 Entretien avec Jokin Etxebarria 07/02/2014, Louhoussoa.

2 *La Gazette de Biarritz*, 31/07/1937.

3 *La Gazette de Biarritz*, 12/08/1937.

4 *La Gazette de Biarritz*, 08/09/1937.

5 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages... *Op. cit.*, p. 22.

6 EAH – AHE Fondo de Beyris LEG 260 DOC 3. Rapport de Luis Bilbao à propos de l'état sanitaire envoyé au conseiller de la santé le 30 mai 1938.

de la Citadelle et abrite plus d'une douzaine de cochons. Leurs excréments coulent le long des remparts dans le fossé et dégagent une odeur désagréable. Dans le pavillon de face, fermente le fumier de la porcherie. En plus de l'odeur désagréable il est incubateur de mouches, de moustiques et de maladies. Donc suite à ces constatations, Luis Bilbao préconise les travaux et les mesures suivantes :

- Installer un nombre suffisant d'urinoirs et de cabinets, adapté à la quantité de personnes, dans chaque pavillon et ainsi supprimer les pots.
- Installer six douches plus deux bains à l'infirmerie.
- Rajouter 40 lavabos de meilleure qualité.
- Supprimer la porcherie et la transformer en espace vert qui pourrait être utilisé pour les cours à l'air libre.

Il considère ces travaux comme étant absolument nécessaires et urgents avant que la situation ne devienne problématique.

Le réseau hydraulique, très ancien et resté inutilisé pendant de nombreuses années, doit être encore amélioré car l'été approchant, le directeur craint une recrudescence d'infections. Mais toujours selon Luis Arbeloa il n'y a jamais eu jusqu'alors de cas de maladie grave lié à la qualité de l'hygiène de la colonie et la vigilance du médecin et des infirmières a toujours suffi à endiguer tout risque d'infection ou d'épidémie. L'infirmerie reçoit entre vingt et trente visites par jour mais seulement pour de « faux maux »¹.

Cependant le témoignage de Jokin Etxebarria vient contredire les déclarations du directeur. Au cours de l'année 1938² alors qu'il jouait aux billes dans la cour, il en perd une dans une bouche d'évacuation des eaux. Il décide alors d'aller la chercher avec l'aide de ses camarades. Pendant que ceux-ci soulèvent la lourde grille de fer, il la récupère mais avant qu'il ne sorte les autres lâchent la grille. Il percute alors une barre avec la mâchoire et s'ouvre sur plusieurs centimètres la lèvre inférieure et se brise plusieurs dents. Il est alors soigné à l'infirmerie mais après plusieurs jours sa plaie s'infecte et le médecin décide de l'envoyer se faire soigner à la Roseraie, un centre de soins tenu par le Gouvernement Basque à Guethary³. Pour lui cette infection est due aux moyens

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages... *Op. cit.*, p. 40

2 Il ne peut situer exactement la date donc les événements qui suivent se sont peut être déroulés après l'envoi du rapport cité précédemment.

3 Entretien avec Jokin Etxebarria 07/02/2014, Louhousoa

rudimentaires que possède l'infirmerie de la colonie et de l'hygiène qui n'est pas toujours très bonne. D'autres éléments viennent étayer cette thèse. D'une part quand le Dr. Achondo prend ses fonctions à la Citadelle, le 7 mai 1938, il diagnostique une quarantaine de cas de gale et considère qu'il y a une épidémie ce qui va à l'encontre du rapport du directeur. D'autre part, au mois de juillet 1938, un ORL, le docteur Astorki, vient en consultation et il réalise trente et une amygdalectomies dont six avec ablation des végétations, deux hypertrophies des cornets nasaux, deux paracentèses tympaniques, deux galvano-cautérisations, une seconde cautérisation, un prélèvement des végétations, une inflammation des gencives¹. Puis à la fin de l'année 1938 un dentiste fait deux visites pour contrôler l'hygiène bucco-dentaire des enfants et effectue environ 200 extractions². Nous ne savons pas si ces interventions étaient fréquentes car ce sont les seuls documents de ce type que nous avons pu consulter mais tout de même, elles nous renseignent sur l'état de santé des enfants. Enfin le 14 décembre 1938, Luis Bilbao réalise une nouvelle inspection à la demande du docteur Achondo à cause de la saleté du site et une nouvelle fois le constat est accablant. Dans les dortoirs, certaines chambres sont couvertes de boues. Les lits sont en désordre et faits par les enfants eux mêmes. Ils sont tous très sales avec de l'urine, de la boue... Dans certains dortoirs les enfants dorment par deux alors que des lits restent inoccupés.

Il constate que les salles à manger sont aussi couvertes de boue pétrifiée. Selon le docteur Achondo elles avaient été nettoyées 3 jours avant car il l'avait exigé et que pour cela les auxiliaires avaient dû utiliser des houes et des pelles.

De plus, certains employés déversent leurs excréments par dessus les remparts de la Citadelle qui laisse des traces sur les murs.

Le cabinet du médecin et l'infirmerie sont dans un état acceptable et répondent tant bien que mal aux besoins de la colonie grâce au travail du docteur et de ses auxiliaires.

Les points noirs de la colonie restent la gale et les poux. L'inspecteur estime que les efforts du personnel sanitaire seront vains tant qu'on ne changera pas le règlement intérieur et la façon de nettoyer. Les repas sont peu variés et insuffisants, le service est déplorable. Pour pallier au déficit alimentaire et donc en vitamines, le Dr. Achondo distribue de l'huile de foie de morue en grande quantité.

1 EAH – AHE Fondo de Beyris, LEG 260 DOC 16 : Compte rendu des interventions Oto-Rhino-Laryngologiques réalisés à la colonie au mois de juillet 1938 par le docteur Astorki.

2 Rapport de 65 pages... *op. cit.*, p.23

Il écoule 60kg de cette huile par mois. Ce déficit entraîne chez les filles qui ont leurs menstruations des troubles dysménorrhéiques qu'il doit traiter avec des produits opothérapeutiques pour ovaires.

Quand l'inspecteur en parle au directeur celui-ci lui répond qu'il ne pouvait pas faire plus et qu'il était fatigué de devoir répéter toujours les mêmes choses. Luis Bilbao lui répond alors que s' il n'y arrivait pas, il pouvait partir. Le lendemain de la visite il rencontre un certain Esteves qui venait de la colonie et qui lui dit que tous les employés se promettaient de faire des efforts. Luis Bilbao en parle par téléphone avec le Dr. Achondo et ils se donnent quinze jours pour voir comment évoluerait la situation avant d'avertir leurs supérieurs. Le 29 décembre 1938, quand l'inspecteur visite à nouveau la colonie les problèmes sont identiques. Ainsi la lutte qui dure depuis un an et demi contre la gale et les autres maladies parasitaires devient impossible car quand on soigne un enfant il est de nouveau contaminé lorsqu'il se recouche dans ses draps sales. On voit même apparaître la pyodermite. Pour Luis Bilbao le constat est simple, les choses vont ainsi à cause de l'obstination et de l'inaptitude de certains qui ne veulent pas suivre les indications du Département de la Santé et ce sont les enfants qui en subissent les conséquences.

L'état sanitaire est donc considéré comme déplorable par l'inspecteur de l'hygiène quelques mois avant la fermeture de l'établissement. Il va donc totalement à l'encontre du rapport du directeur et en ce mois de décembre 1938 il met en cause la saleté de la colonie ainsi qu'une nourriture qui serait déficiente en vitamines.

Un régime alimentaire monotone

Lorsque Luis Arbeloa présente le régime alimentaire de la citadelle il considère celui-ci comme abondant, sain et nutritif mais il reconnaît qu'il ne varie pas tellement selon les jours. À titre d'exemple il énumère les différents repas qui sont servis :

« Le petit déjeuner (...) consiste en une grande ration de chocolat avec du pain, nous espérons servir du café au lait quand nous en serons dûment fournis. Le déjeuner. Il consiste ordinairement en une soupe de nouilles, de riz, de macaroni, d'ail ou de poireaux et ensuite un plat

de haricots blancs avec des choux et des patates, haricots rouges avec des patates ou bien du chou, pois chiches avec du chou et des patates, pois chiches avec des patates, lentilles. Il est distribué par jour cinquante kilogrammes de viande. Le dîner. Le soir il est servi des patates en sauce verte, ragoût, riz avec saucisses et viande, patates avec de la morue, morue ou haricots blancs en salade et un grand bol de café au lait. Le goûter. Comme nous l'avons indiqué précédemment il consiste en une ration de pain avec un morceau de chocolat ce à quoi se substituent parfois des figues sèches ou des cacahuètes, nous espérons distribuer rapidement des aliments qui briseront la monotonie de ces casse-croûtes. »¹

On remarque donc que les féculents et les légumineuses sont présents à tous les repas et qu'il n'y a, à part du chou, aucun légume ni aliment frais dans la nourriture de la citadelle. De plus 50kg de viande pour plus de 500 personnes, car il faut y intégrer les adultes, représente une ration journalière d'un peu moins de 100g de viande/jour/personne ce qui est vraiment très peu². Le directeur explique cette monotonie alimentaire par le manque de moyens financiers. Avec les menus qu'il a présentés, la Citadelle paye chaque jour 4,25 francs par personne seulement pour les aliments, sans compter les frais de cuisine, et ne peut se permettre d'excès. Le directeur voudrait acheter des fruits pour le dessert et améliorer le goûter mais le prix de ceux-ci ne le permet pas. De plus il reconnaît que la capacité de stockage à la colonie, à cause de la vétusté des bâtiments, est très limitée et ne permet pas la conservation de produits frais³. Jokin Etxebarria, qui est alors âgé de cinq ans, retient de la nourriture à la Citadelle qu'il mangeait tout le temps du riz; il a gardé depuis un farouche dégoût pour cet aliment⁴. Aussi il est possible que dans le rapport, le directeur, qui ne précise pas la fréquence de changement des menus, ait essayé de camoufler quelque peu la réalité qui pourrait le discréditer. Enfin il ne faut pas oublier que le docteur Achondo est contraint de

1 Rapport de 65 pages... *op. cit.*, p.28.

2 En 2014 l'Organisation Mondiale de la Santé préconise une consommation de viande de 50 à 100g par jour de 4 à 12 ans et de une à deux portions (100 à 150g) par jour à partir de l'adolescence. Cependant en l'absence de données correspondant aux années trente nous ne pouvons réellement nous fier à cette comparaison.

3 Rapport de 65 pages... *op. cit.*, p.27.

4 Entretien avec Jokin Etxebarria 07/02/2014, Louhoussoa.

distribuer en quantité de l'huile de foie de morue.

L'encadrement fait donc encore une fois ce qu'il peut pour offrir le meilleur cadre de vie aux enfants mais il reste contraint par ses faibles moyens économiques. Mais le plus important est de savoir comment les enfants eux mêmes ont vécu leur séjour à la Citadelle.

L'état d'esprit des réfugiés

Lorsqu'ils arrivent à la colonie, les enfants sont effrayés par cette grande bâtisse qui se trouve perchée au dessus de leur tête et l'ascension en pleine nuit à pied n'arrange rien. De plus l'accueil au village, alors en fête, est des plus froids car on les traite de « rouges » et de « séparatistes ». Arrivés à l'édifice, la première nuit est des plus désagréables car les bâtiments sont délabrés et rien n'est prévu pour les enfants. Gregorio Arrien cite Mercedes Iribarren, l'épouse de Bizente Amezaga, qui illustre parfaitement la situation à leur arrivée : « Il n'y avait ni lumière, ni eau, ni cuisine, ni suffisamment de lits, ni de vêtements chauds. Enfin c'était impossible d'être plus inhospitalier. Seulement il y avait du pain et la liberté ; les avions et les tragédies avaient cessé, pour le moment »¹. C'était ça en effet le plus important, le pain et la liberté. Beaucoup d'entre eux ont subi des bombardements, ont été proches des zones de combats. Tous ont connu la famine causée par le blocus franquiste. Mais à ce moment là, ils se retrouvent après un périple odysseén, à l'abri du danger et avec de quoi se nourrir. Puis commence le nettoyage et l'aménagement de la forteresse. Les plus grands aident les adultes au nettoyage alors que les petits s'amusent enfin en sécurité. Jokin Etxebarria se souvient : « quand nous sommes arrivés il y avait de l'herbe à plus d'un mètre de hauteur partout dans l'enceinte de la Citadelle et en deux jours le piétinement de ces centaines d'enfants qui jouaient nettoya le tout »². Dans les jours qui suivent, la colonie s'organise en préparant bien sûr en premier la chapelle, puis les dortoirs, les classes, les cantines, etc.

Pour Domeka Elezkano « la vie à la Citadelle était agréable et bien organisée » et « jamais il n'oubliera la bonne entente et les amitiés qu'il a développées dans ce lieu »³. Pour Jon Ajuria « même si les lieux étaient dans un

1 ARRIEN Gregorio, *La generacion del ...*, op. cit., p.246.

2 Entretien avec Jokin Etxebarria 07/02/2014, Louhoussoa.

3 Témoignage de Domeka Elezkano, garçon qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao.

mauvais état la vie était plutôt agréable car ils avaient bien arrangé la Citadelle et tout était bien organisé »¹. Epifanio Eniorza aussi garde de bons souvenirs de cette époque car il s'y fit beaucoup d'amis avec lesquels il resta en contact².

Dans ces différents témoignages on remarque une chose : c'est que les enfants racontent qu'ils étaient heureux, qu'ils jouaient et bénissaient cette époque. Évidemment ils se rappellent tous que c'était difficile et chacun a son anecdote à raconter mais en comparaison avec ce qui avait précédé et ce qui avait suivi avec le retour dans un pays en ruine et sous le joug d'un dictateur, les conditions de vie de la Citadelle étaient plutôt acceptables.

Cependant il y a eu aussi quelques drames dans cette colonie. Lorsque Jokin Etxebarria arrive à l'infirmerie, après sa blessure citée précédemment, il se retrouve avec un garçon de Getaria nommé Bizente Santa Maria Idiakes. Ce garçon refuse depuis plusieurs jours de se nourrir car il veut absolument retourner auprès de sa famille, ce que l'administration lui refuse. Cette « grève de la faim » ne suffisant pas, il décide alors de se jeter par le deuxième étage du bâtiment et se brise les deux jambes. Il est alors à son tour évacué à la Roseraie mais on ne sait si par la suite il fut renvoyé à ses parents. Ce drame est représentatif de la difficulté qu'avaient ces enfants à vivre loin de leurs parents qu'ils n'avaient, pour la plupart, jamais quittés. José Ramon Lauzirika, enfant de la Citadelle, raconte dans une lettre que la première nuit à la Citadelle plus de la moitié des enfants pleuraient et que les premiers temps étaient durs. Lui-même n'avait aucune nouvelle de ses parents. La plupart des enfants communiquaient par courrier avec les leurs tandis que d'autres recevaient des nouvelles par personnes interposées qui venaient rendre des visites³. Josu Garmendia aussi reconnaît que la séparation avec les parents l'a profondément marqué et il n'était pas heureux à la colonie car il pensait souvent à ses parents⁴.

Cet épisode de la défenestration et celui de la petite fille qui s'était noyée durant le premier été sont les deux seuls faits graves qui se soient déroulés à la colonie de la Citadelle et dont nous ayons connaissance.

Donc à la Citadelle les conditions de vie ne sont pas des plus aisées avec

1 Témoignage de Jon Ajuria, enfant qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao.

2 Témoignage de Epifanio Enoriza, enfant ayant résidé à la Citadelle, rédigé le 26/01/2006.

3 Lettre de José Ramon Lauzirika aux élèves de la Citadelle, 12/02/2006.

4 Témoignage de Josu Garmendia, enfant ayant vécu dans la Citadelle, rédigé le 02/03/2006.

des bâtiments délabrés, une hygiène approximative et une nourriture peu variée et pauvre. Cependant l'encadrement des enfants tente constamment d'améliorer les conditions avec de maigres moyens. Ce qu'en retiennent les occupants de la Citadelle, c'est surtout qu'ils y ont trouvé un refuge dans lequel ils pouvaient vivre en paix et heureux loin de la guerre malgré certains drames qui ont secoué la vie de la colonie.

IV/ L'évacuation du refuge

Le 20 avril 1939 les derniers enfants et le personnel quittent définitivement la Citadelle mais pour autant il ne faut pas considérer que l'évacuation s'est faite de manière soudaine et brutale.

Le rapatriement

Tout d'abord il faut noter que des enfants ont commencé à quitter la colonie rapidement après leur arrivée. Les combats s'éloignant du Pays Basque et la chute des derniers bastions du Nord semblant imminente¹, les parents qui ne craignent aucunes représailles des nouvelles autorités rappellent aussi rapidement que possible leurs progéniture. En fait, ce retour que l'on pourrait qualifier de précoce a débuté dès la chute de Bilbao avec le retour des réfugiés originaires de la Biscaye².

Les nationalistes espagnols eux aussi travaillent au rapatriement des enfants. L'évacuation des ces dizaines de milliers d'enfants représente un réel danger pour les franquistes. En effet la représentation de l'enfant par son statut d'innocent qui subit les méfaits de la guerre émeut facilement les foules. Or depuis le début de la guerre, les démocraties que sont la France et l'Angleterre, débattent pour savoir s'il faut soutenir la République espagnole ou maintenir une politique de non-intervention. Alors, lorsqu'elle voit arriver cette marée de petits innocents, l'opinion publique a tendance à être en faveur des républicains. Les enfants sont donc là, des atouts politiques sans en être conscients. Mais les rebelles ne se laissent pas faire.

Les franquistes commencent par mettre en place une grande campagne de

1 Santander capitule le 26 août 1937 et Gijón est pris le 21 octobre 1937.

2 MARQUES Pierre, *Les enfants Espagnols réfugiés en France*, Autoédition, 1993.

presse interne, car ils contrôlent entièrement la presse publiée dans leur camp, qui est ensuite relayée dans le monde entier par les journaux qui leur sont favorables. En France, par exemple, *l'Action française*. Cette campagne consiste dans un premier temps à dire que les enfants ont été arrachés à leurs parents par le Gouvernement Basque dans un but de manipulation politique. Puis dans un deuxième temps, qu'ils vivent dans de très mauvaises conditions à l'étranger et qu'ils n'ont qu'un rêve : rentrer en Espagne. En même temps le pouvoir nationaliste met en place une Délégation Extraordinaire de Protection des Mineurs. Puis en octobre 1937, en Biscaye, au sein de la Junte Provinciale de Protection des Mineurs, une Section de Rapatriement des Mineurs de Biscaye (SRMB) dont les objectifs sont de recueillir les demandes de rapatriement des parents, de les envoyer, puis d'accueillir les enfants à leur retour. En réalité cette section cherche les parents qui ont envoyé les enfants et les force plus ou moins à signer les demandes. D'autre part la SRMB rédige de fausses demandes car souvent les parents ne sont plus en Biscaye¹. Mais le principal problème des franquistes est qu'ils n'ont aucune idée du nombre d'enfants qui ont été évacués ni qui ils sont. Malgré cela, le 26 août 1937, un père vient chercher ses trois enfants et 28 autres muni de demandes parentales². Le fait qu'un père puisse aller seul, chercher tous ces enfants prouve que les nationalistes espagnols lui font confiance et que donc, il leur est favorable. Ceci confirme la présence de parents pro-rebelles parmi ceux qui envoient leurs enfants à l'étranger.

D'autre part le Saint Siège envoie à Bilbao un légat, Mgr Ildebrando Antoniutti, qui a pour mission d'aider au retour des enfants. Il faut noter que son arrivée se fait quelque temps avant la reconnaissance par la papauté du pouvoir légitime du gouvernement de Burgos et donc le Saint Siège a choisi clairement son camp. Dans un premier temps, les franquistes se méfient de cet homme mais ils sont rapidement convaincus et Mgr Antoniutti se met à travailler avec la SRMB. Le 7 août 1937 par voie de presse, il appelle tous les parents qui veulent rapatrier leurs enfants à se rendre auprès de lui et il déclare ainsi recevoir 200 demandes en deux jours³. L'objectif est de faire remplir aux familles des

1 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Asociación de Niños Evacuados el 37, Bilbao, 1998, p.251.

2 ADPA 1 M 265.

3 KEREN Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Paris, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en

demandes individuelles de rapatriement et d'en collecter le maximum. Mais dans le même temps il œuvre pour un retour massif des enfants en espérant ne pas avoir à utiliser les demandes individuelles. Pour cela il se rend le 23 août 1937 à Saint-Jean-de-Luz où il rencontre les ambassadeurs français, belges et britanniques qui ont quitté Madrid pour le pays basque français au début de la guerre. Puis il profite de son passage dans la région pour rencontrer l'évêque Houbaut¹ à Bayonne. Les deux hommes se mettent alors rapidement d'accord pour organiser un retour massif des enfants avec la colonie de la Citadelle qui doit servir de « projet pilote ». Le 25 août 1937 l'évêque de Bayonne se rend chez le sous préfet de Bayonne et lui expose les projets du légat du pape pour le convaincre d'appuyer sa manœuvre. Or, lors de cette rencontre Mgr Houbaut commet l'erreur de présenter l'action d'Antoniutti comme celle d'un homme qui agit au nom des franquistes et pas en humanitaire. Alerté, le sous préfet fait remonter son ressenti à ses supérieurs. Ceux-ci avertissent à leur tour les ambassadeurs de la république espagnole qui font passer le message au gouvernement basque. On assiste alors à une véritable levée de boucliers, le gouvernement français rappelle que seules des demandes signées par les parents permettent de renvoyer les enfants tandis que les Espagnols et les Basques font tout leur possible pour empêcher que les enfants rentrent. Le gouvernement basque refuse de laisser partir les enfants vers l'inconnu et soupçonne les franquistes de mettre la pression sur les parents pour qu'ils remplissent les demandes et ceux-ci parvenaient parfois à prévenir leur enfants. Par exemple un enfant reçoit une lettre disant « nous sommes heureux d'avoir reçu une carte de ton ami Josetxu Ezetorri. » *Ez etorri* signifiant en Basque ne vient pas². Le gouvernement français aussi met en place des démarches administratives contraignantes pour empêcher tout retour massif. En effet, la France, dirigée par les radicaux, n'est pas favorable à une intervention en faveur des républicains espagnols mais considère les franquistes comme des ennemis et donc tente de bloquer leur manœuvres politiques³.

Cependant le 28 août 1937 Mgr Antoniutti, qui n'est pas au courant de ce

Sciences Sociales, 2015, p.565.

1 Rappelons que ce dernier est le président du CBSR mais est favorable au franquistes.

2 Archives de la fondation Sabino Arana, fonds de l'exil de 1937, Témoignage de Kepa Larrea Garai, enfant hébergé à la Citadelle (date inconnue).

3 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Asociación de Niños Evacuados el 37, Bilbao, 1998. p. 412.

qui s'est passé après sa visite précédente, se rend personnellement à la colonie de Saint-Jean-Pied-de-Port et est choqué par ce qu'il y découvre : « Les enfants sont soumis à une constante propagande nationaliste basque et ils sont persuadés que les fascistes ont établi un régime de terreur à Bilbao. Les prêtres qui s'occupent d'eux restent sourds à ses admonestations lorsqu'il leur demande, au nom du Saint-Père, de faciliter le retour des enfants basques dans leur patrie et de cesser de fomenter la discorde et de semer la haine dans l'âme des pauvres enfants qui leur sont confiés¹. »

L'encadrement de la colonie, au courant des agissements du légat du pape, lui réserve donc un très mauvais accueil et lui fait clairement comprendre qu'il ne le laissera pas faire tout comme les autorités françaises qui le rappelleront à l'ordre quelques jours plus tard. Antoniutti ne réussit donc pas dans son entreprise de retour massif des enfants et son échec à la Citadelle a des conséquences nationales. Néanmoins son action est suivie d'effets puisque c'est « une centaine d'enfants » qui rejoignent la frontière à Irun le 20 octobre 1937² grâce aux demandes remplies par leur parents. Mais là aussi, le gouvernement basque ne se laisse pas faire car il craint pour ces enfants mais aussi pour l'avenir de son pays et l'on voit dans le même article que « ils devaient être 130 mais le chiffre a été réduit à la dernière minute ». Or l'explication de ce changement n'est pas donnée mais c'est en tout cas la dernière fois qu'une expédition de rapatriement est organisée à la Citadelle comme ailleurs. Quand à Ildebrando Antoniutti après son échec pour un retour massif des enfants exilés en France il se fait plus discret à partir de l'automne 1937 puis cesse toute manœuvre de rapatriement en novembre de la même année.

Quand les enfants passent la Bidassoa, ils sont reçus en grande pompe par les autorités civiles, militaires et religieuses lors d'une cérémonie qui fait l'objet d'une grande propagande pour tenter de corriger l'image évoquée précédemment. Puis, ils sont conduits au refuge de la Phalange, organisation fasciste, pour un repas et parfois une nuit. Là-bas débute l'endoctrinement : on leur raconte des histoires, on leur apprend des chants tel que « Cara al sol »³. Par la suite ceux dont les géniteurs sont soit morts, soit enfuis, soit incarcérés, sont placés dans des pensionnats dirigés par des religieux et qui les éduquent en bons franquistes. En

1 KEREN Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France... Op. cit.*, p. 573.

2 *La Gazette de Biarritz*, 20/10/1937.

3 *Idem*, p.438.

mai 1937 les nationalistes espagnols avaient créé la Délégation Extraordinaire pour la Protection des Mineurs qui a pour but de capter les adolescents endoctrinés par le communisme ou tout autre idéologie contraire à celle de la grande Espagne et les remettre sur le droit chemin¹.

D'autre part certains enfants quittent au compte-gouttes la Citadelle car ils rejoignent leurs parents qui sont eux aussi en exil. Leur nombre est inconnu mais ce genre de sortie est très réglementé par la colonie qui doit faire remplir aux parents ou un représentant légal un formulaire de sortie et faire suivre une copie à la gendarmerie². Ainsi Jokin Etxebarria, à cause de la blessure infectée dut rejoindre La Roseraie. En effet, une fois là-bas, sa mère qui travaille pour la délégation du gouvernement basque de Bayonne le récupère après sa guérison et ramène ses deux autres enfants encore à la Citadelle sur la côte basque pour qu'ils n'y retournent jamais et restent avec elle définitivement³.

L'évacuation

Le 4 août 1938, la municipalité passe un accord avec le génie militaire pour louer l'ancienne infirmerie-hôpital de la Citadelle à partir du premier janvier 1939⁴. Il est donc important de savoir ce que la mairie définit comme infirmerie-hôpital. Et dans ce cas, la colonie pourrait-elle rester dans les autres bâtiments ? Ce qui est fort probable, c'est que l'armée n'envisage même pas de cohabiter dans une base militaire avec des enfants qui sont étrangers. Il s'agit de savoir aussi à quelle date la colonie a été avertie que dès le premier janvier l'armée aurait tous les droits sur le fort. En tout cas, dans les correspondances et les archives administratives, on ne trouve aucune trace de cela mais comme nous l'avons évoqué précédemment le nombre d'enfants à la fin de l'année 1938 a énormément chuté pour tomber à 250 à quelques jours du départ⁵. Les autorités du refuge ont sûrement été averties, mais la répartition des enfants demande du temps. Cependant lors de la crise des Sudètes en septembre 1938, l'armée installe un "poste de guet" à la Citadelle pour surveiller la frontière et elle le démonte début

1 KEREN Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Paris, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2015, p. 194.

2 Rapport de 65 pages... *op. cit.*, p.42.

3 Entretien avec Jokin Etxebarria 07/02/2014, Louhoussoa.

4 Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939.

5 Pierre NAYCHENT, article paru dans *La Dépêche du Midi*, 31/03/1939.

octobre 1938 après les accords de Munich¹. La France met en place ce poste de guet car il existe un risque, en cas de déclaration de guerre, que des attaques viennent de l'Espagne de la part de forces militaires allemandes qui y combattent, comme la Légion Condor par exemple. On voit donc là que les militaires peuvent disposer à tout moment de la Citadelle en cas d'alerte. Mais en même temps, l'armée n'est pas vraiment pressée d'occuper la forteresse car même une fois que les enfants ont quitté les lieux, c'est à dire trois mois après la date initiale, il lui faudra encore un mois avant d'y installer des hommes.

A propos de l'évacuation, le 24 novembre 1938, *La Gazette de Biarritz* écrit :

« Départ d'un nouveau groupe d'enfants de la Citadelle vers Poyanne² »

Cette phrase sous-entend que l'évacuation a commencé quelque temps auparavant et que l'encadrement disperse les enfants vers d'autres colonies. On remarque là aussi que les enfants qui partent ne sont plus rapatriés. Donc à cette période là, la chute des effectifs s'explique plus par l'évacuation progressive de la colonie que par le retour des enfants en Espagne.

Kepa Larrea confirme l'ordre d'évacuation reçu à la colonie sans pour autant donner de date :

« A l'approche de la Seconde Guerre mondiale la colonie reçut l'ordre d'évacuer la fortification pour que des troupes y soient installées. La direction acquit alors d'autres dépendances. Les garçons les plus âgés, furent répartis entre Guéthary et Cagnotte. Le reste des garçons et les filles entre les colonies de Poyanne et Armendarits. Les plus grands garçons, dont je faisais parti, aidèrent au déménagement en chargeant et déchargeant les camions dans les nouveaux sites ; ce travail très intensif dura une semaine. La plus grande de mes sœurs était destinée à aller à Poyanne tandis que la plus jeune à Armendarits. je fus envoyé à Cagnotte dans une résidence qui appartenait à l'évêché de Dax³ »

Angelatxo Arrue, une infirmière de la colonie, nous apporte plus de détails :

« Quand les enfants quittèrent la Citadelle, ils furent divisés en

1 *La gazette de Biarritz*, 10/10/1938.

2 *La gazette de Biarritz*, 24/11/1938.

3 Archives de la fondation Sabino Arana, fonds de l'exil de 1937, Témoignage de Kepa Larrea Garai, enfant hébergé à la Citadelle (date inconnue).

trois groupes :

1) Les bascophones à Armendarits avec leurs maîtresses. Le directeur était Florentino Loidi, l'inspectrice Eugenia Arrue, le docteur Antonio Oyharzabal et le prêtre Juan Maria Beobide.

2) Les hispanophones à Poyanne avec Valentina Campos.

3) Les plus grands à Cagnotte dans un « château » prêté par l'évêque. Le directeur était Pascual Eraso et ils étaient accompagnés par le prêtre Fortunato Unzueta et le docteur Achondo. J'y étais moi aussi et quand le docteur fut transféré je dus prendre en charge la santé des enfants mais on m'avertit qu'en cas de besoin je pouvais demander de l'aide à Bayonne. Ce ne fut pas le cas, je me débrouillai seule.¹ »

Puis le 5 décembre 1938 toujours *La Gazette de Biarritz* annonce :

« Un groupe de garçons a quitté la Citadelle pour Armendarits où une colonie agricole a été installée² »

Ainsi nous apprenons qu'après avoir reçu l'ordre d'évacuation, la direction et le gouvernement basque ont mis en œuvre des moyens considérables pour trouver des nouveaux lieux d'accueil pour les enfants. Il les partage donc dans trois lieux différents: Poyanne, Armendarits et Cagnotte. Pour Kepa Larrea il y a aussi Guéthary ; commune de la côte basque où le gouvernement basque a installé un hôpital nommé « La Roseraie » pour les blessés de guerre et prendre soin des réfugiés malades. Il sert aussi de refuge pour des adultes et donc on peut comprendre que certains des garçons des plus âgées y soient envoyés. Poyanne est une commune landaise où se trouve une autre colonie d'enfants réfugiés. A Cagnotte, Mgr Mathieu prête au gouvernement une bâtisse appartenant à l'évêché. Armendarits est une petite commune qui se trouve elle aussi en Basse Navarre à une vingtaine de kilomètres de Saint-Jean-Pied-de-Port. Les autorités basques installent dans le château du village une nouvelle colonie en fin d'année 1938 avec exclusivement des enfants de la Citadelle. Le gouvernement décide donc de garder une partie des enfants ensemble et de ne pas tous les disperser. Il le fait pour ne pas briser à nouveau l'environnement fragile des mineurs mais aussi pour des raisons pratiques et pour ne pas surcharger les colonies encore existantes.

¹ Archives de la fondation Sabino Arana, fonds de l'exil de 1937. Témoignage d'Angelatxo Arrue, infirmière à la colonie, daté du 2 juillet 1983.

² *La Gazette de Biarritz*, 05/12/1938.

Enfin le quotidien biarrot publie le 21 avril 1939 que :

« Les derniers résidents ont été répartis entre Armendarits, Saint-Christau, Bayonne et Capbreton¹ »

C'est ainsi que se termine l'occupation de la Citadelle par les enfants réfugiés de la guerre civile espagnole. Nous pouvons clairement définir les raisons du départ des enfants en deux grands groupes: ceux qui quittent la Citadelle pour rejoindre leurs parents et ceux qui restent en exil en rejoignant une autre colonie car la forteresse est réquisitionnée par l'armée française.

Le retour ou l'exil

Lorsque les enfants que nous avons interrogé ou dont nous avons analysé le témoignage, quittent la Citadelle, les parcours de chacun diffèrent énormément et sont représentatifs de celui de l'ensemble des enfants. Kepa Larrea rejoint la colonie de Cagnotte mais au bout de quelques mois celle-ci ferme et les enfants rejoignent leurs parents au Pays Basque ou en exil. Kepa rentre à Sondika alors que les orphelins sont confiés au franquistes. Mais il faut tout de même parler de la proposition que lui fit le gouvernement basque. De par son âge et la situation dans laquelle était sa famille au Pays Basque, le gouvernement basque lui fit deux propositions : rentrer chez ses parents ou aller vivre en Amérique du Sud. La première ayant pour objectif de « renforcer leur pays et commencer la lutte pour la liberté d'*Euzkadi* ». La seconde proposition avait pour le but de créer des groupes de républicains à l'étranger avec des mutilés de « La Roseraie » et pour cela le gouvernement était prêt à apporter un soutien financier. Mais pour cette seconde éventualité il fallait l'accord des parents et, à son grand soulagement, son père refusa².

Domeka Elezkano rentre à Bilbao à la fin de la Guerre Civile, qui se termine le 1er avril 1939, avant que la Citadelle ne soit évacuée³.

Jon Ajuria rejoint la colonie d'Armendarits et rentre le 29 octobre 1939 chez lui⁴

1 *La Gazette de Biarritz*, 21/04/1939.

2 Archives de la fondation Sabino Arana, fonds de l'exil de 1937, Témoignage de Kepa Larrea Garai, enfant hébergé à la Citadelle (date inconnue).

3 Témoignage de Domeka Elezkano, garçon qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao.

4 Témoignage de Jon Ajuria, enfant qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao.

tout comme Ana Maria Arteagoitia Zarraga qui rentre le 26 octobre 1939¹. Cette colonie fonctionne du moins jusqu'à l'automne 1939² mais avec peu d'enfants. Car si le 22 août 1939 elle abrite 167 enfants, le 26 septembre elle n'en a plus que 41. La guerre étant terminée en Espagne et étant sur le point de débiter en France beaucoup de parents préfèrent les faire revenir.

Josu Garmendia fut envoyé à Poyanne avant de rejoindre ses parents³. Charo Azcarreta aussi est envoyée à Poyanne puis elle rejoint sa famille à Biarritz. Finalement le 25 juin 1940, quelques jours après la déroute militaire de la France ils rentrent en Biscaye⁴.

Jokin Etxebarria après avoir été évacué à l'hôpital « La Roseraie » en 1938, pour soigner son infection, rejoint sa mère à Biarritz qui continue à travailler pour le gouvernement basque. Quelques mois plus tard sa mère décide de le renvoyer avec son frère et sa sœur à Basauri chez des parents alors qu'elle-même reste en exil à cause de ses engagements politiques⁵.

Asuncion Moral, après avoir été envoyé de la Citadelle en Belgique est accueilli par une famille de riches catholiques. Elle perd toute trace de sa mère pendant trois ans puis en 1940, elle descend en train jusqu'à Cognac où elle la retrouve grâce à la Croix Rouge. Elle s'installe alors avec sa sœur et sa mère à Angoulême et ne rentrera jamais en Espagne tant que durera le régime franquiste⁶.

Ainsi les enfants ont quitté la Citadelle principalement pour deux raisons . Soit, ils étaient réclamés par leurs parents, soit, la colonie devant fermer, leur départ était inévitable. Ceux qui ont été réclamés rejoignent leur parents au Pays Basque ou alors en exil tandis que les autres sont répartis dans d'autres colonies du gouvernement basque. Les franquistes ont bien tenté de rapatrier les enfants, notamment par le biais de Mgr Atoniutti, mais n'ont pas vraiment réussi. Le manque d'appui dont ils disposent dans les démocraties les a empêché de mettre leur plan à exécution.

1 Ana Maria Arteagoitia Zarraga, enfant ayant vécu à la Citadelle, témoignage rédigé le 08/05/2006.

2 Nous disposons de peu d'informations à propos de cette colonie et on en perd toute trace à partir d'octobre 1939.

3 Témoignage de Josu Garmendia, enfant ayant vécu dans la Citadelle, rédigé le 02/03/2006.

4 Témoignage de Charo Azcarreta, enfant ayant résidé à la Citadelle, rédigé le 18/04/2006.

5 Entretien avec Jokin Etxebarria 07/02/2014, Louhoussoa.

6 Entretien avec Marie Carmen Rougier, 09/09/2015.

Durant ses presque deux années d'existence, la colonie de la Citadelle a fonctionné de façon très aléatoire. L'encadrement fait tout son possible pour rendre la vie agréable dans cette ancienne forteresse abandonnée, quasiment à l'état de ruine. Le personnel a fait suivre tant bien que mal une scolarité à tous les réfugiés et a organisé le site comme un pensionnat. Son financement n'a pas toujours été constant ce qui a presque entraîné sa fermeture à l'automne 1937 mais l'effort du gouvernement basque et les aides extérieures ont permis son maintien. Le fait qu'elle ait dans son équipe des gens aux compétences très variées (coiffeur, électricien, charpentier...) lui permet de fonctionner de façon quasi autonome. Cependant même si dans l'ensemble les enfants gardent de bons souvenirs de leur séjour dans la Citadelle, les conditions de vie n'étaient pas des meilleures. Durant presque toute sa période d'activité, des soucis d'hygiène plus ou moins graves sont relevés tout comme on note une alimentation peu variée qui entraîne des carences. Quand la colonie est évacuée en 1939, déjà beaucoup d'enfants l'ont quitté pour rejoindre leurs parents en exil ou au Pays Basque tandis que ceux qui restent sont répartis dans d'autres centres gérés par le gouvernement basque.

Chapitre 3 : Une colonie particulière



Nous l'avons dit précédemment, la colonie de la Citadelle se démarque du système des colonies d'accueil des enfants basques mis en place par le gouvernement par la dimension de sa structure et du nombre de réfugiés qu'elle abrite. Cependant ce ne sont pas les seules caractéristiques qui la différencient des autres. Nous verrons cela à travers son système éducatif, son approche de la culture et de la langue basque, son approche de la religion, de sa fréquentation par des personnalités extérieures mais aussi par la mémoire de l'exil qui est entretenu autour de cette colonie.

I/ Un système éducatif particulier

Lorsqu'au cours du printemps et de l'été 1937 le gouvernement basque installe ses différentes colonies, il accompagne automatiquement celles-ci d'enseignants pour mettre en place des cours et un système scolaire propre aux refuges d'enfants. Pour cela dès le début de l'évacuation le gouvernement basque a affecté des maîtresses et des professeurs par établissement. Mais la question est de savoir quel type d'enseignement il veut dispenser à ces enfants.

La continuité des écoles basques

Pour comprendre le système mis en place il faut revenir au début de la seconde république. Comme nous l'avons vu auparavant, lorsqu'en 1931 la République est proclamée, les nationalistes basques ont bon espoir de voir le statut d'autonomie accordé comme ce fut le cas pour la Catalogne. Or pour ce qui est de l'enseignement il se passe la même chose. Le 29 avril 1931, un décret autorise le bilinguisme en Catalogne tant au niveau administratif que pour l'éducation tout en précisant que toutes les langues maternelles de la péninsule pourront suivre le même chemin. Au Pays Basque la *Sociedad de Estudios Vascos*¹ (SEV) remet alors un plan d'application du bilinguisme dans sa région au ministre de l'Instruction publique. Mais là encore les choses traînent sur plusieurs mois et pendant ce temps, le 13 mai 1931, le gouvernement de Madrid publie une circulaire qui propose la suppression de l'enseignement religieux à l'école et une laïcisation du système scolaire. Or, comme nous le savons, les Basques étant de fervents catholiques, ils s'opposent fortement à cette idée tout comme le clergé

¹ Société des Études Basques.

espagnol. Les associations rattachées au PNV tel que *Juventud Vasca*¹ et *Emakume-Abertzale-Batza*², qui se sont développées depuis la chute de la dictature, soutiennent alors l'idée de créer leur propre système éducatif qui serait catholique et basque sans attendre ni le statut d'autonomie, ni de loi venant de l'État. *Eusko Ikastola Batza*³(EIB) est fondé le 4 mars 1932 avec le soutien du PNV pour créer une école qui défend les valeurs catholiques, la langue et la culture basques. Petit à petit s'ouvrent alors des écoles dans les endroits où le nationalisme basque est très fort. Les ressources financières étant limitées, le fonctionnement des établissements est plutôt spartiate. Cependant d'année en année de nouvelles classes ouvrent et à la fin de l'année scolaire de 1936 il y a 1079 enfants répartis dans 14 établissements alors qu'ils étaient 802 à la fin de la première année scolaire en 1933⁴.

L'EIB se définit comme un organisme basque et catholique dont les valeurs ont une place prépondérante dans l'enseignement qu'il veut dispenser. Mais le système éducatif mis en place va bien au-delà des modes d'enseignements classiques. Ces écoles ont bien sûr un caractère patriotique car on y apprend l'histoire du Pays Basque et la langue basque mais les méthodes d'enseignements voulues par l'organisme sont très différentes de celles en vigueur à l'époque. Il préconise à l'école primaire une formation de l'esprit plutôt qu'un apprentissage méthodique de toute une série de données qui restent vagues pour l'enfant. Partir de sujets concrets pour susciter l'intérêt de l'enfant et le faire réfléchir. La volonté est de connecter l'enseignement avec ce que l'enfant voit, entend et touche⁵. L'*euskara* s'apprend avec une méthode directe nommée *Jarduketera* et l'éducation religieuse se fait de façon déductive. Pour l'histoire et la géographie on se base sur l'environnement et pour cela les sorties de classes sont courantes. Les classes sont organisées autour d'une grande table commune pour « créer dans la classe une atmosphère de liberté, mobilité et d'indépendance de l'enfant »⁶. L'enseignement dans les communes de majorité bascophone se fait intégralement en basque avec l'espagnol en seconde langue alors que dans les endroits hispanophones c'est

1 Jeunesse Basque.

2 Fédération des Femmes Patriotes.

3 Fédération des Écoles Basques.

4 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*, Ed. Ondura, Bilbao, 1983, p.107.

5 *Ibidem*, p.92.

6 “Crear dentro del aula el ambiente de libertad, movilidad e independencia del niño” *Ibidem*, p.92.

l'inverse. À partir de 12 ans, les élèves suivent des cours de professionnalisation avec notamment l'apprentissage de notions d'agriculture pour les garçons et de comptabilité pour les filles. Pour encadrer ces enfants, l'EIB forme ses propres enseignants qui malgré leur inexpérience et leur jeunesse font preuve d'un grand enthousiasme¹.

En octobre 1937, alors que le statut basque est approuvé et que le PNV dirige le premier gouvernement autonome, s'ouvrent des négociations pour que l'EIB intègre le système éducatif de la région. L'objectif étant de lui donner l'appui officiel du gouvernement et ainsi augmenter considérablement sa capacité d'accueil des enfants. Le gouvernement veut clairement en faire la référence de l'éducation basque. Mais la situation militaire devenant alarmante, l'évacuation des enfants prend le pas sur le reste et on propose alors aux *andereños*² de les accompagner. Une fois arrivé en France, dans les colonies dirigées par le gouvernement basque, le département de la culture prend des mesures pour reproduire le modèle des écoles basques alors que dans les autres colonies de France, les enfants sont intégrés à l'école publique, même si au moins une maîtresse de leur pays d'origine accompagne chaque refuge.

L'école dans la Citadelle

À la Citadelle aussi on reproduit le système des *ikastolas*. Il faut tout d'abord noter que le directeur de la citadelle Bizente Amezaga était, avant l'évacuation de la Biscaye, le directeur de l'enseignement primaire nommé par le gouvernement basque. Il est donc le plus à même de continuer le projet éducatif mis en place avant la guerre. Il a avec lui, comme nous l'avons vu précédemment, un groupe d'une trentaine d'enseignants dont une grande partie travaillait dans les écoles basques. Les élèves sont répartis selon l'âge, le sexe et le fait d'être bascophone ou pas et se retrouvent dans des classes de plus ou moins vingt élèves. Pour chaque classe il y a une maîtresse attitrée qui se charge de la plus grande partie des cours. Les enfants de moins de 14 ans ont en moyenne 4h de cours par jour excepté le dimanche³ tandis que les *mayorcitos* ont trois heures de plus dans la semaine. Les cours des petits ne durent pas plus d'une demi-heure et on

1 *Ibidem*, p.95.

2 Maitresses en basque.

3 On remarque là le rythme scolaire très faible en nombre d'heures de classes dont on ne donne pas de véritable explication. On ne sait si c'est le fait de l'application de nouvelles méthodes ou par manque de moyens.

organise des sorties tous les jeudis et dimanches après-midi si le temps le permet. De plus dans la philosophie des écoles basques on organise fréquemment les cours à l'air libre dans le grand champ qui se trouve à la sortie de la Citadelle¹. D'autre part, le père Pedro Unzueta, un des trois prêtres de la Citadelle, prend souvent à sa charge les enfants pour pratiquer du sport à l'extérieur de la forteresse : gymnastique, football, pelote basque...

À l'arrivée du groupe on considère que 60% des jeunes sont bascophones tout comme près de la moitié des enseignants². La conservation et l'utilisation de la langue et de la culture étant primordiales pour l'encadrement, ceux qui parlent déjà la langue assistent à des cours de basque pour le perfectionner tandis que les autres suivent des cours pour l'apprendre. D'autre part tous assistent chaque semaine à des cours de musique qui sont dispensés par deux professeurs de musique ; on y apprend le solfège, à jouer de la musique mais surtout les chants basques.



Photographie n°19 :

Cette photographie a été prise dans une classe. Des élèves assis devant des tables d'école écoutent attentivement leur enseignant qui est Miguel Arruza ; nous sommes donc dans un cours de Basque. Or nous pouvons remarquer une chose : à part des bancs et des tables il n'y a rien d'autre dans la classe. Les élèves n'ont ni

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Vol: 75 hojas- leg: 480- N° leg: 01. Rapport de 65 pages du directeur... *Op. cit.*, p.31.

2 ARRIEN Gregorio, *La generacion del ...*, *Op. cit.*, p.247.

cahiers, ni livres pas même de feuilles et donc rien pour écrire. Donc si l'objectif de cette photo est de montrer que les enfants suivent à la Citadelle une scolarité normale, elle trahit en fait un réel manque de moyens et de matériel scolaire. Il se pourrait qu'il y ait un tableau derrière le professeur mais rien n'est moins sûr. D'ailleurs Jon Ajuria confirme ce manque de matériel :

« Malgré le fait que nous n'ayons pas de livres et très peu de cahiers nous allions tous les jours en classe et nous faisons avec. »¹

La section jeunes

Au début de l'année 1938, l'encadrement prend la décision de séparer les plus grands des autres. Dans un rapport envoyé en mars 1938, Luis Arbeloa explique sa volonté de créer une Section Jeunes pour préparer ces jeunes adultes à la vie et au travail. On veut « créer des hommes utiles à la patrie (...) et utiles à la colonie ² ». Leur apprendre un métier tout en servant la colonie présenterait pour le directeur un gain économique non négligeable. De plus, il pense que cette méthode peut servir de modèle pour les Basques mais aussi pour le pays qui les accueille. Enfin, on veut aussi occuper ces adolescents car le rapprochement entre filles et garçons qui développe des affinités mutuelles, n'est pas du tout apprécié. Il est mis sur le compte du temps libre trop important dont ils disposent.

Les cours supplémentaires des plus grands sont, comme ils l'étaient en Euzkadi, consacrés à la formation plus pratique que l'on peut appeler de professionnalisation. Ainsi les garçons qui reçoivent des notions de culture générale, commerce, français, anglais, dessin et peinture dans l'optique de les préparer au bac ou du moins pour qu'ils en aient le niveau auraient d'autres cours. Il est en projet de mettre en place des cours plus manuels d'ébénisterie, charpente, ferronnerie, électricité et cordonnerie probablement avec les membres du personnel. Les filles quant à elles, ont des cours de taille, couture, repassage et cuisine³. Elles aident ainsi à préparer les repas quotidiens et à confectionner les vêtements des autres enfants. Le nouveau directeur a aussi le projet d'installer un potager au pied des remparts pour dispenser des leçons de jardinage et

1 Jon Ajuria, enfant qui a été hébergé à la Citadelle, témoignage recueilli le 24/02/2015 à Bilbao.

2 EAH - AHE . Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Hacienda . Secretaría General . Secretaría . Correspondencia – Vol: 50 – Leg: 583 – N° Leg: 06. Lettre d'information du directeur de la colonie de Saint-Jean-pied-de-Port au département de la justice et de la culture pour la mise en place d'une section jeunes. Daté du 18/03/1938.

3 EAH – AHE, *Op. Cit.*, Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA..., p.33

d'agriculture.

La liste des cours est à prendre avec prudence car elle provient du rapport destiné aux autorités basques du directeur fraîchement nommé qui doit faire ses preuves. De plus les moyens tant financiers qu'humains de la colonie étant assez limités, il est difficilement concevable que l'ensemble de ces matières soient correctement dispensées. Par exemple pour les cours de musique possèdent-ils vraiment le matériel nécessaire pour donner des leçons à tous ces enfants ? Déjà en temps de paix, il était difficile pour les écoles de se fournir en manuels et livres qui étaient en adéquation avec leurs méthodes d'apprentissage novatrices. De plus il fallait les trouver en langue basque. Alors en étant réfugiés dans un pays étranger, ces difficultés semblent insurmontables. Le directeur lui même reconnaît qu'il a des problèmes pour avoir tout le matériel nécessaire à la dispense des cours. La photo et le témoignage ci-dessus le confirme amplement. Pour pallier l'absence de moyens reste la motivation des professeurs et des maîtresses qui par leur engagement politique sont conscients de l'importance de leur rôle.

Cependant la Citadelle, en comparaison avec les autres colonies, a une structure éducative beaucoup plus développée¹. Le fait qu'il y ait tant d'enfants permet la mise en place de classes par tranche d'âge et selon leur langue maternelle. Dans les autres colonies, il y a rarement plus de 50 enfants et deux maîtresses. Celles-ci se retrouvent donc à devoir donner la classe à des élèves qui peuvent avoir plus de dix ans d'écart. De plus, de par sa proximité avec la délégation de Bayonne et du fait qu'elle sert de vitrine au gouvernement basque, la Citadelle est un lieu beaucoup mieux loti que les autres colonies. Le programme d'éducation quant à lui n'est pas uniformisé malgré les visites dans les différents établissements d'un inspecteur de l'enseignement. En réalité, l'éducation dans chaque colonie fonctionne de manière autonome, dans la limite de ses propres moyens et du personnel présent.

Dans ses colonies, le gouvernement basque a donc émis la volonté de prolonger l'œuvre de l'EIB par une éducation basque et catholique mais surtout par des méthodes d'apprentissage innovantes qui viennent remettre en cause l'éducation telle qu'elle est dispensée jusqu'alors. L'innovation la plus remarquable reste la mise en place de cours pratiques car ils sont les précurseurs des sections

¹ ARRIEN Gregorio, *La generacion del ...*, *Op. cit.*, p.249.

professionnelles qui verront le jour dans les décennies suivantes. Cependant, ce système éducatif pâtit de nombreuses limites dues au manque de moyens même si la Citadelle fait figure d'exception grâce au grand nombre d'enfants qu'elle abrite et à la position privilégiée qui en découle.

II/ La langue et la culture basque à la citadelle

La langue et la culture basque sont les deux plus forts marqueurs de l'identité basque que les nationalistes ont commencé à définir au début du siècle. En effet l'identité basque comme toutes les autres n'est pas innée et intemporelle mais elle a été bâtie avec le temps. La langue en est le marqueur principal mais il y a aussi les danses et les musiques que l'on considère comme « traditionnelles », c'est-à-dire anciennes et propres à la culture basque. Les membres de la colonie l'ont bien compris et font tout leur possible pour les conserver et les mettre en valeur.

La langue basque et la colonie

Dès l'arrivée à la Citadelle, les responsables décident de diviser les classes en deux catégories. En effet mis à part l'âge et le sexe, le facteur de la connaissance de la langue basque est utilisé pour organiser les classes. D'un côté il y a les bascophones qui suivent leurs cours en basque et de l'autre les hispanophones qui suivent leurs cours en espagnol. Mais le soutien de la langue basque étant une priorité du gouvernement basque, les hispanophones ont aussi des cours de basque¹.

Mais les efforts pour soutenir la langue basque ne se limitent pas seulement aux cours. En effet même durant les récréations les enfants sont séparés selon leur langue maternelle comme l'explique Luis Arbeloa le directeur de la colonie :

« On cherche dans ces heures (récréations), comme cela se fait dans les classes, à regrouper les bascophones en les séparant de ceux qui ne le sont pas². »

1 Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA, *Op. cit.*, p.33.

2 *Idem*: “se procura en tales horas, lo mismo que se hace en las classes, la agrupación de los euskaldunes separandolos de quien no lo son”.

Cela traduit aussi de la part des adultes de la Citadelle la crainte que l'espagnol, étant une langue connue de tous, ne supplante la langue basque utilisée seulement par une partie des enfants. D'ailleurs Domeka Elezkano est critique par rapport à ce point et ne comprend pas ce choix¹.

Mais pour y pallier, ils ne se limitent pas seulement à la séparation, ils mettent en place aussi un système de points. En effet, à chaque quinzaine le professeur distribue à ses élèves cinq points. Si durant les quinze jours il utilise beaucoup le basque on lui donne des points en plus mais si, par contre, on le surprend en train de parler castillan avec d'autres bascophones, on lui en enlève un. À la fin des deux semaines on fait les comptes. Si l'élève a 5 points on lui donne la mention « bien », s'il a six ou sept points la mention « très bien », huit ou neuf « supérieur » et à dix il a le titre « d'exemplaire ». Le cumul de points permet aux enfants d'être en tête de liste pour les sorties et les animations (théâtre, cinéma) et chaque point au dessus de cinq est égal à un billet supplémentaire pour le tirage au sort bimensuel. Quant à ceux qui en perdent, leur déficit se cumule quinzaine par quinzaine et ils doivent redoubler d'efforts pour le rattraper². Cependant en aucun cas la perte de points ne donne lieu à des sanctions. Ainsi Epifanio Enoriza qui se trouve dans un groupe d'élèves hispanophones apprend le Basque pendant son séjour³.

Enfin le directeur met en avant le fait qu'à St-Jean-Pied-de-Port, le basque est la langue la plus utilisée et donc, lorsque les élèves sortent pour le ravitaillement ou pour tout autre raison, ils communiquent forcément dans la langue locale⁴. En effet, à cette période à l'intérieur des terres basque- françaises, qui sont très rurales, la langue basque est celle du quotidien. Cependant le témoignage de Pierre Harymbat remet en cause cela car lorsque son père, bascophone, se rendait à la Citadelle pour livrer les fruits et légumes, il s'entretenait surtout en espagnol avec les membres de l'encadrement car ils avaient du mal à se comprendre à cause des variantes provinciales du Basque⁵.

1 Témoignage de Domeka Elezkano, garçon qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao.

2 Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA, *Op. cit.*, p.33.

3 Témoignage d'Epifanio Enoriza, enfant ayant résidé à la Citadelle, rédigé le 26/01/2006.

4 Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA, *Op. cit.*, p.33.

5 Pierre Harymbat, 03/02/2015, Saint-Jean-Pied-de-Port.

Elai alai

Le 12 Juillet 1937, arrive à la Citadelle Segundo de Olaeta qui est accueilli dans la joie avec de la musique et des danses basques¹. S'il est reçu de telle manière c'est parce qu'il est le fondateur du groupe Elai-Alai et qu'une grande partie de la troupe se trouve déjà à la colonie.

En 1927 est créé à Gernika le premier groupe de danses traditionnelles basques nommé Elai-Alai. Il est fondé sur le modèle de la troupe russe *Korobok* qui s'est produit à Bilbao en janvier de cette année là. Ce groupe utilise les danses et les chants folkloriques de son pays en y ajoutant un décor et des chorégraphies pour créer un spectacle d'un nouveau genre. Segundo de Olaeta, musicien né en 1896 à Gernika, est le véritable instigateur de la création de ce groupe. Il commence par donner des leçons de danses à tous les jeunes qui désirent y participer puis il les sélectionne pour monter sa troupe et débute les représentations dans sa propre ville puis celles des environs et rencontre un vif succès. Jusqu'alors chaque vallée ou région avait ses propres coutumes et danses et Segundo de Olaeta s'inspire des danses de divers endroits du Pays Basque pour créer le premier répertoire des danses basques. Ainsi, ce groupe est à la base de la naissance de la culture basque telle qu'elle existe de nos jours et son nouveau mode de transmission par la création de groupes de danses d'enfants tend à définir des codes comme par exemple les tenues « traditionnelles ». Pendant 10 ans ce groupe multiplie les représentations au Pays Basque et à l'étranger et entraîne avec eux la multiplication de ce genre de groupes. Il est véritablement la référence de la culture qui se définit comme celle propre à un peuple².

Mais le 26 avril 1937, lorsque les avions de la Légion Condor détruisent Gernika, la cité sacrée des Basques, la population déserte la ville et se réfugie à Bilbao et dans les villages alentours³. Le groupe se trouve alors dispersé et ses costumes et matériel intégralement détruits. Mais alors que l'évacuation des enfants bat son plein, le gouvernement basque décide de regrouper les jeunes danseurs d'Elai-Alai dans la Villa Cuba de Bilbao en lançant un appel à la radio de Bilbao. Une quarantaine s'y rassemble et est évacuée vers la cité navarraise avec les

1 DE OLAETA Lide, *Segundo de Olaeta: Cien años para la cultura Vasca*, Autoédition, 1996, p 83.

2 ARANA MARTIJA Jose Antonio, *Elai-Alai: Euskal herriko lehengo koregrafi taldea*, Gernika, Gernika kultur elkartea, 1977 p.23-46.

3 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne (I, II)*, Paris, Laffont, 1967, tome 2, p.182.

premiers groupes d'arrivants. Faute d'autorisation, Olaeta ne les rejoint que quelques semaines plus tard¹.



Photographie n°51 : Le groupe Elai-Alai à la Citadelle. Au troisième rang tout à droite, avec la cravate, se trouve Segundo de Olaeta.

Après son retour, le groupe reprend les répétitions, fortement soutenu par le gouvernement basque qui veut le faire produire à l'international pour lever des fonds mais aussi pour qu'il serve de vitrine à sa cause comme l'était le groupe *Korobok* pour les Russes qui avaient fui l'Union Soviétique. Cette volonté de vouloir produire le groupe à travers le monde s'inscrit dans le mouvement d'internationalisation de la cause républicaine. C'est du même ordre que la commande que passe le gouvernement espagnol auprès de Pablo Picasso pour produire un tableau sur le bombardement de Gernika.

Mais avant de donner des représentations à l'étranger, c'est à St-Jean-Pied-de-Port même que le groupe va se produire ; ces spectacles servent aussi à détendre les relations avec la population locale. Ses membres dansent pour la première fois sur la place du village le 31 juillet 1937 pour la St Ignace. Le correspondant local de *La Gazette de Biarritz* parle de « petite fête qui a attiré de nombreux curieux »². Le journaliste ne fait pas état de grand enthousiasme mais lorsque début septembre on annonce une représentation au trinquet Garat qui vient

1 ARANA MARTIJA Jose Antonio, *Elai-Alai: Euskal herriko lehengo koregrafi taldea*, Gernika, Gernika kultur elkartea, 1977, p.47.

2 *La Gazette de Biarritz*, 3 Août 1937.

d'être inauguré, son attitude change complètement. Il annonce que « Le groupe Elai-Alai donne une représentation, jeudi avant de partir en tournée internationale »¹. On peut s'imaginer de l'effet que peut produire dans un village de 1200 personnes le fait d'accueillir un groupe qui a une carrure « internationale ». Le lendemain, le journal publie le programme entier de la soirée avec le détail de chaque danse et appelle les garaztars (gentilé des habitants de Saint-Jean-Pied-de-Port) à s'y rendre nombreux². Le samedi 11 septembre 1937, il fait le bilan d'une « belle soirée au trinquet Garat » qui a fait « salle comble ». Fort de ce succès et le départ n'étant pas encore fixé, le groupe organise une nouvelle soirée pour le 26 septembre 1937 et il est annoncé dans *La Gazette de Biarritz* dix jours avant³.

Dans cette même édition, on annonce que la colonie organise une « fête basque à la Citadelle pour la St Michel ». Par cette annonce, on peut voir une évolution car, lorsque deux mois plus tôt le correspondant parle de « petite fête » organisée pour la St Ignace, cette fois-ci il fait un bilan plus que positif de la dernière représentation et fait de la publicité pour la suivante. C'est donc un marqueur de l'évolution de l'approche de la population locale vis à vis des occupants de la Citadelle. Ce genre de fêtes comme celle de la St Michel devient par la suite fréquent et les Garaztars s'y rendent régulièrement. Nous disposons d'ailleurs de photographies de ce genre de représentations :

1 *Ibidem*, 7 septembre 1937

2 *Ibidem*, 8 septembre 1937

3 *Ibidem*, 16 septembre 1937.



Photographie n°1 : Cette photographie est accompagnée de la mention suivante : *Atentos a la formacion coreografica en el patio de la Citadelle*. On se trouve dans la cour de la Citadelle. On voit deux groupes de sept et huit enfants qui sont placés en rang pour débiter une danse¹ avec face à eux un autre garçon avec l'*ikurriña*². Le positionnement du drapeau basque face à eux tend à nous faire penser que cette danse pourrait être celle nommée *Ikurriñari*³. Tout autour, il y a un cercle de personnes adultes et mineures assises sur des bancs ou debout. Face aux danseurs, on remarque des adultes qui sont pour la plupart vêtus de noir. On peut donc en déduire qu'il s'agit d'un spectacle donné à la colonie lors de la visite d'une personnalité ou simplement d'une fête à laquelle pouvaient assister les locaux⁴. De plus la présence d'une grosse automobile, au second plan, dans la cour encouragerait cette hypothèse.

1 Ces formations en deux rangs de quatre sont typiques des *zortziko*, une catégorie de danses basques dont les chorégraphies sont pensées pour être exécutées par huit. Ces danses ont un fort caractère martial.

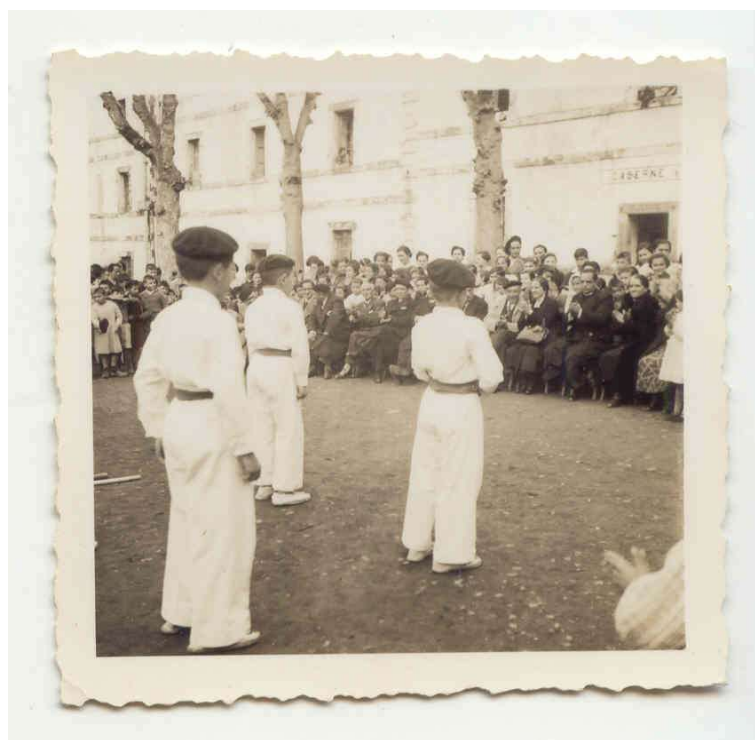
2 Nom du drapeau basque.

3 Danse d'hommage au drapeau basque.

4 Témoignage de Kepa Larrea Garai, enfant hébergé à la Citadelle.



Photographie n°2 : Cette photographie représente le même lieu au même moment mais pris sous un angle différent. Le champ couvert est beaucoup plus large. On aperçoit qu'il y a deux autres voitures avec un peu à l'écart du cercle des adultes assez âgés s'approchant du cercle.



Photographie n°3 :La troisième photographie fait suite aux deux précédentes. Elle est prise de biais derrière les danseurs. On voit que le premier rang du public qui leur fait face est composé essentiellement de personnes âgées. Donc nous pouvons écarter l'hypothèse d'une visite d'une personnalité et favoriser celle d'une petite représentation donnée à la forteresse à laquelle les locaux sont conviés.

Pendant cette période, le groupe de danse se reconstitue en recrutant parmi les enfants de la Citadelle de nouveaux danseurs. Les couturières refont de nouveaux costumes et Olaeta se rend à plusieurs reprises en Soule pour s'inspirer des danses souletines pour son groupe¹ toujours dans cette optique de définition de la culture basque. C'est le 18 octobre 1937 que les 42 danseurs d'Elai-Alai quittent la Citadelle pour Paris après quatre mois passés au refuge. On peut penser que le groupe, par la qualité de ses représentations, a créé un véritable lien avec les habitants de Saint-Jean-Pied-de-Port car, une nouvelle fois, le correspondant local fait part de son affection pour eux à l'annonce de leur départ :

« Nous formons le vœu de revoir à Saint-Jean-Pied-de-Port les sympathiques artistes d'Elai-Alai qui ne comptent que des amis dans notre ville. »

On a donc vu comment ce groupe de danse bien particulier a permis de

¹ARANA MARTIJA Jose Antonio, *Elai-Alai: Euskal herriko lehengo koreografi taldea*, Gernika, Gernika kultur elkartea, 1977.

détendre les relations que pouvaient avoir la population locale avec les occupants de la Citadelle. Mais aussi l'importance qu'attribue le gouvernement basque à sa culture en soutenant et en finançant la reconstitution d'un groupe à des fins de propagande internationale.

La danse et les chants basques

Après le départ du groupe, la danse et le chant basque ne vont pas disparaître à la colonie car comme dans la grande majorité des colonies gérées par le gouvernement basque, ces disciplines gardent une grande importance. Toute la colonie prend des leçons journalières comme nous le confirment plusieurs témoignages mais aussi cette image :



Photographie n°11 :

Photographie de la cour avec beaucoup d'élèves debout en rang. Il y a des bancs disposés autour de la cour mais peu de personnes assises. On remarque également que tous les élèves effectuent le même mouvement de pied et ont les mains sur les hanches mais ne sont pas en costume traditionnel ; on peut donc en déduire qu'ils sont en pleine répétition de danse.

Un nouveau groupe est donc créé et après plusieurs mois de répétition, il se produit à son tour dans St-

Jean-Pied-de-Port. Le 9 septembre et le 30 octobre 1938, il donne un spectacle au

trinquet Garat¹. Mais le groupe ne se produit pas seulement dans la cité navarraise. Il va aussi dans les villages alentours et même jusqu'à Lourdes comme témoigne Jokin Etxebarria² mais surtout Kepa Larrea :

« Le groupe de la colonie était composé de danseurs issus d'une vingtaine de groupes de tout le Pays Basque ; il fit des représentations dans de nombreuses localités environnantes. La première à Saint-Jean-Pied-de-Port : elle débuta par des chants basques durant l'office et on fut vigoureusement applaudi, ce à quoi on ne s'attendait pas dans un temple. La représentation de l'après-midi fut un triomphe très applaudi et de nombreuses photos y furent prises. On ne s'en rendit pas compte, mais ce jour-là se rompit la barrière de la propagande anti-basque. On avait gagné la confiance des locaux. A Saint-Etienne-de-Baïgorry on participait à la plupart des fêtes du village. On dansait souvent après les parties de pelote. Toutes ces représentations avaient l'habitude de se terminer par un hommage aux morts de la grande guerre ce qui était très émouvant et nous forçait à donner tout ce qu'on avait. Mais durant toutes ces représentations tant sportives que culturelles, on n'oubliait pas qu'on était là pour représenter le peuple basque, rappeler que la guerre était en cours et que le gouvernement de Paris nous avait abandonné. Dax, Lourdes, Cagnotte et Peyrehorade furent les villes les plus importantes dans lesquelles on se produisit. »

De plus, chaque cérémonie religieuse ou événement est automatiquement accompagné par des représentations des jeunes artistes. De même, lorsqu'une personnalité se rend à la Citadelle, ils lui font une démonstration de leurs talents de danseurs qui sont le fruit de l'éducation du personnel qui les encadre. Que se soit une personnalité religieuse, politique ou même un journaliste, chaque venue est saluée par une ou plusieurs danses et chants. Ceci, ce sont les journalistes qui nous le montrent le mieux. Nous avons par exemple George Naychent de *La Dépêche du Midi* qui, après une visite de l'établissement et un repas

¹ *La Gazette de Biarritz*, 2 septembre et 28 octobre 1938.

² Entretien avec Jokin Etxebarria 07/03/2014, Louhoussoa.

« typiquement basque », est convié à la salle de spectacle de la Citadelle. Les danseurs « coiffés d'un béret rouge et vêtus de blanc, débutent par « la danse du sabre » [...] puis avec un fandango auquel viennent participer des jeunes filles ». « Le rideau se lève soudain sur une chorale » avec « un chant de bienvenue » et commencent alors des danses « inspirées par les saisons. Deux couples saluent l'arrivée du printemps. Quant à l'arrivée de l'été, elle se traduit chez deux jeunes athlètes par des bonds acrobatiques ». La cérémonie se termine par « l'hymne national d'Euskadi entonné par plus de 300 personnes. Le chant se termine sur « Vive la France » et ces trois mots trouvent un écho unanime dans la salle ». Une fois le spectacle terminé « pour gagner la cour, il nous faut passer sous une voûte de sabres croisés par les jeunes danseurs »¹. Nous avons donc là affaire à une cérémonie totalement codifiée et préparée à l'avance. De plus dans l'article du journaliste Pierre Dumas pour *La Petite Gironde*², il est fait le récit d'une représentation similaire. Ceci montre combien l'accueil des personnalités à la Citadelle est important. Mais il montre aussi que la culture basque y est considérée comme essentielle car on lui accorde une importance non négligeable. Les clichés suivants illustrent ces spectacles et l'accueil réservé aux personnalités :



Photographie n°4 : Cette photographie est prise dans la cour de la Citadelle. Un groupe d'enfants regroupés face à un adulte se tenant sur un pupitre. C'est vraisemblablement une chorale qui chante. Le photographe se trouve face aux

1 *La Dépêche du Midi*, 31 mars 1939.

2 *La Petite Gironde*, 22 février 1938.

chanteurs et donc on ne voit pas le public qui y fait face. Cependant on remarque que des enfants sont assis sur des bancs derrière le groupe tout le long du mur et que cela continue en dehors du champ de vision. On peut donc en déduire que, par rapport aux clichés précédents, on a intentionnellement agrandi le cercle autour de la représentation car soit, il y a plus de monde soit, on veut donner plus d'importance à l'événement.



Photographie n°5 : Cette prise de vue représente deux groupes mixtes qui effectuent une danse dans la cour de la Citadelle. Le public est comme dans la photo précédente disposé aux abords de la colonnade de façon à ce que le cercle soit le plus large possible. Par ailleurs, les spectateurs sont très nombreux autant en face des danseurs que sur le côté. On remarque que face aux danseurs un banc avec quelques personnes est positionné plus en avant que les autres laissant penser que ce sont des invités de marque qui y sont assis.



Photographie n°6 : Cette photographie est accompagnée de la mention suivante : *Formados para actuacion folklorica*¹. Nous sommes dans la cour de la Citadelle, le public est disposé comme dans les photographies précédentes et dans le centre on voit huit *zortziko* en formation pour danser. Il n'y a que des garçons et ils portent tous un bâton à l'épaule droite telle une arme. Les garçons sont répartis par taille donc on peut déduire par âge comme c'est le cas dans l'organisation générale de la colonie. La mise en place est typique pour une danse basque à caractère martial. Devant et au milieu de tous ces figurants, il y a un danseur qui danse seul; il est en plein levé de jambe. Cette figure pourrait faire penser aux danses *Banako* ou *Aurresku* mais nous ne pouvons le savoir.

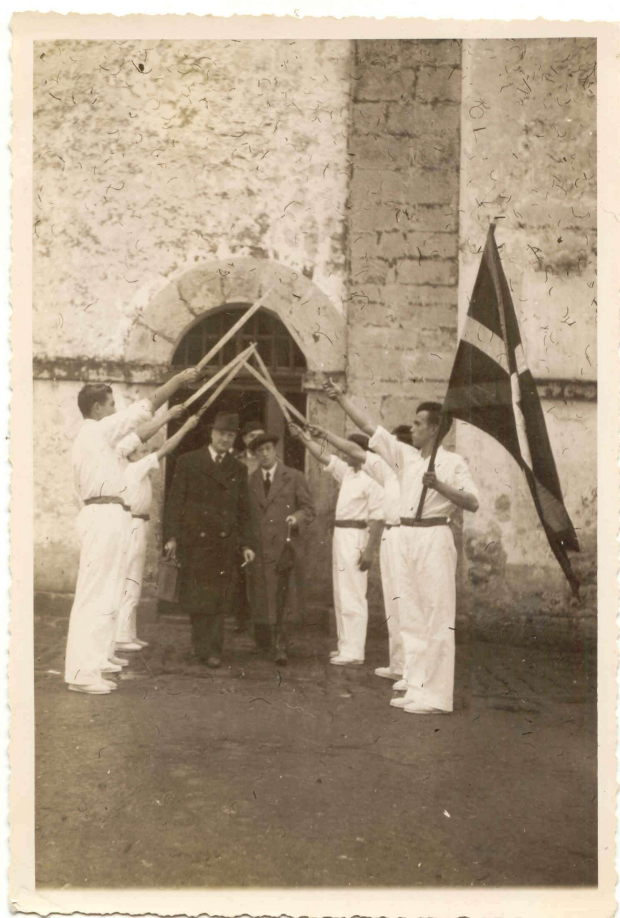


Photographie n°7 : Cette photographie est accompagnée de la mention suivante : *En plena actuacion de la Ikurrin dantza*². Dans cette photographie, la disposition

¹ En formation pour une représentation folklorique.

² En pleine représentation de la danse au drapeau.

et le cadre sont les mêmes que dans la précédente excepté que le danseur du milieu a été remplacé (ou est-ce le même ?) par un danseur « porte-drapeau ». Tous les danseurs ont le genou à terre, le bâton posé devant-eux et la tête et le buste baissés. Le danseur porte-drapeau a jeté son béret devant lui et avec un genou à terre, il fait tourner au-dessus de sa tête le drapeau basque. Nous sommes précisément et sans nul doute à la fin de l'*Ikurriñ dantza* ou l'*Ikurriñari* danse d'hommage au drapeau basque qui est l'une des plus basiques et des plus connues du répertoire actuel des danses basques.



Photographie n°8 : Cette photographie a été prise de la cour de la forteresse. On y voit trois hommes en costumes et grandes vestes portant chapeau ou béret; celui au chapeau porte une petite mallette de cuir. Ils passent une porte qui donne sur la cour. Devant la porte, six danseurs en tenue rouge et blanche forment une haie d'honneur en brandissant des épées au dessus des invités. On observe que l'un des danseurs porte le drapeau basque. L'arrivée de ces hommes à la Citadelle est donc célébrée de

façon très particulière et très honorifique. Cependant nous ne savons pas qui sont ces hommes et nous ne pouvons pas nous permettre de nous lancer dans des spéculations.

Les spectacles des groupes folkloriques des colonies ont donc connu un très large succès au Pays Basque français. Ce passage dans les provinces continentales a été très influent et beaucoup de groupes locaux ont emprunté les codes et les danses

diffusés par Elai Alai. S'il existait déjà des groupes de danses dans les villages ceux-ci ont vu ainsi leur répertoire varier très fortement. D'ailleurs pour Jacques Escande¹, un des souvenirs marquant a été l'apport culturel de ces Basques à la culture locale. En effet il considère que les danses et traditions locales étaient assez rigides et que ces gens ont apporté une certaine fraîcheur. Les danses de Basse-Navarre sont exclusivement masculines et sont effectuées par ceux que l'on nomme « les volants ». Elle s'effectuent de manière assez raide et se concentrent surtout sur l'agilité des pieds (sauts basques). Or, les danses basques du Sud sont beaucoup plus mobiles, mixtes et riches. C'est ce qui a frappé le jeune Jacques lors d'une des nombreuses représentations données par le groupe de la colonie dans la forteresse et auxquelles tous les villageois étaient invités. Il fut surpris par l'utilisation d'épées, de rubans, d'arceaux mais surtout par l'*aurresku*, danse biscayenne qui s'exécute pour rendre hommage à une personne. Il parle aussi d'un très riche apport en chants basques à un registre local très limité.

La colonie de la Citadelle a donc eu une influence culturelle non négligeable dans sa région d'implantation mais cette influence ne s'est pas limité à la danse et aux chants.

Le Football

Même si le football n'a rien à voir avec langue et la culture basque, il nous a paru important de parler de l'équipe de la Citadelle car elle a son importance dans la culture des jeunes réfugiés. Nous avons deux photos de cette équipe.

¹ Témoignage de Jaques Escande, 06/04/2015, Saint-Jean-Pied-de-Port.



Photographie n°42



Photographie n°48 :

Ces clichés nous apportent certaines informations à propos de cette équipe. On peut voir que les joueurs sont plutôt bien équipés. En effet ils ont tous des maillots identiques et ont même un jeu différents dans chaque photographie. Ils ont tous des chaussettes hautes, et même des chaussures de foot. Mais malgré cela ces images traduisent une certaine précarité, les joueurs n'ont pas les mêmes chaussettes, les shorts sont dépareillés dans la photo n°42 et dans ce même cliché on remarque que les cages de but ne sont que des planches clouées entre elles.

Domeka Elezkano se souvient très bien de cette équipe :

« On avait une équipe de football qui jouait contre les équipes locales comme l'Aviron Bayonnais. Il y avait dans notre équipe de très bons joueurs tel que Antonio Sanz, qui était un très bon milieu central ou Martin Ugalde un attaquant droit phénoménal. Mais jamais ils ne réussirent à gagner car les autres équipes étaient composées de joueurs plus âgés¹. »

Jaques Casaubon aussi se souvient d'avoir vu l'équipe jouer plusieurs fois :

« De temps en temps, l'équipe de foot de la Citadelle jouait contre des équipes locales dans le grand terrain à l'ouest de la bâtisse. Je trouvais cette équipe très forte car même s'ils ne gagnaient pas souvent, pour une équipe d'adolescents qui jouaient contre des adultes, ils se débrouillaient très bien². »

Pour lui et ses petits camarades, le football était un sport quasi inconnu car ils passaient la plupart de leur temps libre à jouer à la pelote. Ce sont d'ailleurs d'autres réfugiés qui étaient scolarisés au collège Mayorga qui les initièrent à ce sport qu'ils pratiquaient énormément. Donc les réfugiés de la guerre civile ont, en partie, contribué à diffuser ce sport dans la région.

La mise en place de cette politique afin de préserver la langue et la culture n'est pas en soi une exception pour une colonie d'enfants réfugiés car c'était le cas dans toutes les colonies gérées par le gouvernement basque. C'est surtout l'utilisation de cette technique des points afin d'encourager l'utilisation de leur langue natale et la présence d'un groupe qui est destiné à voyager à travers le monde et à servir la cause basque qui fait de la Citadelle une exception. Enfin il est essentiel de souligner qu'à travers l'exemple de la Citadelle nous avons pu prouver que les colonies d'enfants réfugiés ont eu une véritable influence sur leur région implantation.

III/ Une colonie pieuse

Comme nous l'avons vu pour la langue et la culture basques, la religion possède une place importante dans les colonies de par la culture religieuse de ce

¹ Témoignage de Domeka Elezkano, garçon qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao.

² Entretien avec Jakes Casaubon, Biarritz, 08/02/2015

peuple et la volonté politique de ses dirigeants de la défendre face à ses propres alliés. Celle-ci résulte de la très forte culture religieuse des habitants des terres basques mais surtout de l'action des nationalistes basques. Alors que partout en Espagne républicaine, au lendemain de la rébellion des militaires, les forces de gauche mettent à bas le culte catholique, le Pays Basque est le seul à le maintenir en raison de la présence du PNV à la tête du gouvernement d'Euzkadi. De même quand il décide d'évacuer les enfants et de créer des refuges scolaires sur le modèle des écoles basques, l'enseignement religieux en est un des piliers et il lui paraît évident d'y envoyer des prêtres. Ce sont cinquante prêtres qui accompagnent les enfants dans les divers pays dans lesquelles ils trouvent refuge sauf en URSS¹. Cela peut paraître peu mais il faut avoir à l'esprit qu'une grande partie du clergé basque s'était rangée du côté des franquistes, notamment l'ensemble de la hiérarchie. Ceux qui décident d'accompagner les enfants sont donc de simples prêtres qui sont réfractaires aux consignes de leur hiérarchie. Cette désobéissance s'explique par le fait que certains d'entre eux sont de fervents nationalistes basques. De plus la volonté de ne pas laisser les enfants entre les mains des « rouges » a pu en convaincre plusieurs de les suivre. Ce nombre restreint fait que toutes les colonies ne sont pas accompagnées d'un prêtre mais c'est le cas pour la plupart des colonies du gouvernement basque qui les prenaient à leur charge.

La Citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port est encadrée par trois prêtres : Don Pedro de Mentxaka, qui était jusqu'alors chanoine de la cathédrale de Vittoria-Gazteis, Don Pedro de Zubeldia, qui officiait avant l'évacuation à Laurgain, quartier d'Aia en Guipúzcoa, ainsi que Don Fortunado de Unzueta qui était curé à Bilbao. Ce dernier est le responsable de la formation religieuse des enfants.

Vie religieuse

Lorsque les réfugiés arrivent à la Citadelle, la mise en place d'une chapelle fait partie des premiers aménagements prévus. Cependant en attendant qu'elle soit fonctionnelle, la pratique quotidienne du culte doit se faire dans l'église de Saint-Jean-Pied-de-Port. Mais la population locale les voyant comme des « rouges » et des antireligieux, les offices se font séparément². Or, la fréquentation quotidienne

1 ARRIEN Gregorio, *La generacion del...* op. cit., p.265.

2 AMEZAGA CLARK Mirentxu, *Nere Aita*, San Sebastián, Ed. Txertoa, 1991, p.48.

de l'église par ces centaines d'enfants et leur encadrement contribue petit à petit à modifier les préjugés des hôtes¹. Même lorsque la chapelle est aménagée, certains adultes continuent à fréquenter l'église à l'occasion des offices dominicaux², assurément pour entretenir des liens avec les locaux et ainsi leur montrer qu'ils sont comme eux de bons catholiques.

Selon le père Unzueta, plus des trois-quarts des enfants sont des catholiques aux parents nationalistes tandis que les parents des autres étant des « rouges », ils sont athées. L'encadrement quant à lui est entièrement composé de catholiques pratiquants³.

Dans la forteresse, la pratique quotidienne du culte débute avec tous les matins deux offices de 45 minutes, un pour les filles et l'autre pour les garçons. L'après-midi dans la cour ou à la chapelle, on effectue une prière du rosaire collective. Tout cela se fait en espagnol même si les trois prêtres sont bascophones, car c'est la langue que tous comprennent, malgré les protestations du gouvernement basque.



Photographie n°15 : Cette photographie est accompagnée de la mention suivante : *Rosario en el patio de la colonia*⁴. Si l'on se fie à la description qui y est accolée, c'est une photographie prise dans la cour pendant le rosaire. On y voit les enfants

1 AMEZAGA CLARK Mirentxu, *Nere Aita*, San Sebastián, Ed. Txertoa, 1991, p.49.

2 Archives privées de Luis Aguirre (lettre retranscrite dans sa totalité par Gregorio Arrien dans *La generacion del... op. cit.*, p.266), Lettre de protestation de D. Fortunado Unzueta à l'évêque de Vitoria daté du 30/12/1937.

3 *Ibidem*.

4 Rosaire dans le cour de la colonie.

et les adultes priant à genoux.

De plus les enfants suivent quotidiennement des cours d'une demi-heure d'instruction religieuse dispensés par le père Unzueta qui se fait selon la langue usuelle de chaque classe. Selon lui, ces cours sont très appréciés et notamment par les enfants aux parents socialistes qui semblent très intéressés. Cependant il serait étonnant qu'il dise le contraire car sa déclaration est issue d'une lettre qui vise à prouver la ferveur catholique dans les colonies. Il déclare même que certains demandent à faire leur communion, impossible sans l'accord des parents. Mais ceci n'a rien de surprenant car, pour les jeunes enfants, la pression du groupe doit être importante. D'autre part le réveil, le coucher, chaque cours et repas s'accompagnent d'une prière. Enfin la colonie possède son confessionnal et tous les dortoirs et salles à manger sont équipés de crucifix et portraits de la Vierge Marie. À la messe du dimanche, le père Unzueta déclare distribuer plus d'hosties car des gens extérieurs viennent assister à l'office et le double voire le triple pour les jours de fête¹.

Les petites communions

Dans la vie religieuse des enfants, la petite communion est l'étape la plus importante car c'est la cérémonie qui permet de recevoir l'eucharistie, sous forme d'hostie, pour la première fois. Cette cérémonie a lieu en général à l'âge de sept ans et les enfants qui séjournent à la Citadelle l'effectuent aussi. La première cérémonie a lieu le 8 septembre 1937 et ce sont 40 enfants qui reçoivent la communion. Le lendemain environ 40 de plus effectuent leur première communion. Un tiers d'entre eux sont des enfants de « rouges » selon le père Unzueta et certains ont donc onze voire douze ans². Il faut noter que les premières communions s'effectuent en général en février ou mars mais cette date de septembre peut s'expliquer par le fait qu'à cause de la guerre certains n'ont pas pu effectuer la leur. Mais également la volonté de montrer à la population locale qu'ils sont de bons catholiques a pu entrer en compte pour ne pas reporter la cérémonie à l'année suivante. Par la suite, le 27 février 1938, la Citadelle célèbre la petite communion de 46 enfants avec la présence de nombreuses personnes

1 *Ibidem.*

2 *Ibidem.*

dont Manuel Intxausti, le bienfaiteur de la colonie, et des membres du gouvernement basque dont Eliodoro de la Torre, délégué de la culture et la justice du gouvernement basque¹. Les photographies suivantes ont été prises lors de cette journée :



Photographie n°16 : Cette photographie est accompagnée de la mention suivante : *Ninas de primer comunión en la Citadelle*². On y voit 23 petites filles vêtues de blanc avec des chapelets dans les mains. Certaines tiennent aussi un livre dans les mains, très probablement un missel. Elles sont accompagnées par Eliodoro de la Torre, le conseiller des finances et de la santé.

1 Rapport de 65 pages de Luis Arbeloa... *op. cit.*, p.45.

2 Premières communiantes à la Citadelle.



Photographie n°17 : La photographie suivante vient de la fondation Sabino Arana mais a été prise presque au même moment que la précédente car elle représente le même groupe de communiantes disposées de la même façon mais dans ce cliché accompagnées par une femme et 9 hommes dont deux prêtres qui sont sûrement les personnes citées précédemment.

L'année suivante, le 26 février 1939 c'est la petite communion de 32 enfants, 18 filles et 14 garçons¹.

Le culte des saints

Enfin, le dernier aspect de la vie religieuse à la citadelle se caractérise par le fait qu'elle organise des événements à l'occasion de la fête de certains saints. Le 31 juillet 1937, on organise une fête à la Citadelle pour honorer Saint Ignace de Loyola, saint guipuzcoan qui a une grande importance dans le catholicisme basque car il est le saint patron de la Guipúzcoa et de la Biscaye. Cet événement ne passe pas inaperçu auprès du correspondant local de *La Gazette de Biarritz* qui note qu'il a « attiré de nombreux curieux »². On peut interpréter cela comme une

¹ *Eusko Deya*, 19/03/1939.

² *La Gazette de Biarritz*, 03/08/1937.

sensible évolution de l'image qu'a la population locale des nouveaux arrivés. Alors qu'à l'arrivée, l'accueil était plutôt froid, un mois plus tard c'est de la curiosité qu'ils inspirent. Puis le 16 septembre 1937, paraît dans le même journal une annonce pour la fête organisée le 29 septembre 1937 en l'honneur de Saint-Michel, l'archange protecteur de tous les catholiques. À chaque fête le cérémonial est le même : on donne une messe à l'air libre pour accueillir le maximum de personnes puis des chants et des danses basques effectués par les enfants créent une animation. L' image suivante est une messe à l'air libre à l'intérieur de la colonie :



Photographie n°14 : Cérémonie religieuse dans la cour de la Citadelle. Les enfants sont à genoux face au prêtre qui officie devant l'autel. Cette cérémonie doit être assez exceptionnelle car habituellement les messes ont lieu à l'intérieur ; de plus on voit des guirlandes et des écus en décoration. Le drapeau basque aussi est présent à côté de l'autel.

Le 3 décembre 1937, pour la fête de Saint-François-Xavier, saint patron de la Navarre et du Pays Basque, à Saint-Jean-Pied-de-Port une cérémonie religieuse est organisée par la paroisse et cette fois-ci c'est avec le concours des enfants de la Citadelle qui viennent danser et chanter¹. À partir de cette date le correspondant ne parle plus des fêtes religieuses organisées par les réfugiés alors qu'il n'y a

¹ *La Gazette de Biarritz*, 06/12/1937.

aucune raison qu'ils cessent de les organiser d'une année sur l'autre. Mais on remarque aussi qu'au fur et à mesure que le temps passe, la fréquence d'articles au sujet de la colonie diminue. Les événements de la sorte sont donc devenus la norme et n'ont plus rien d'extraordinaire pour qu'ils soient notés. On remarque ainsi, par le biais de ces cérémonies, une progressive intégration des réfugiés dans la vie religieuse de la cité navarroise.

La religion catholique a donc un rôle capital à la Citadelle du fait de la présence de trois prêtres en son sein. Celle-ci régule le quotidien des réfugiés par une très forte présence tant physique qu'intellectuelle. Elle entraîne même un changement de croyances pour certains enfants car ils se retrouvent dans un environnement totalement différent du cadre familial, selon le père Unzueta. En outre, leur ferveur catholique semble faire évoluer une partie des préjugés de la population locale vis à vis des habitants de la Citadelle.

IV/ La médiatisation et les visites de la Citadelle

L'accueil des enfants réfugiés de la guerre civile espagnole a, en France et dans tous les pays d'accueil, déchaîné les passions notamment par voie de presse. L'accueil des Espagnols venus de la zone républicaine divise clairement l'opinion entre les sympathisants de gauche favorables, et ceux de droite qui le rejettent. Cependant l'accueil des Basques divise profondément les catholiques, alors que c'est traditionnellement un électorat de droite. Dans ce cas, des divergences importantes apparaissent entre ceux qui soutiennent la croisade franquiste et ceux qui ont conscience que les Basques sont aussi de bons chrétiens et donc méritent l'appui de leur frères. Ainsi, notamment à travers la presse, chacun déploie son argumentaire alors que d'autres décident de se rendre sur place pour constater ce qu'il en est. En conséquence, durant toute la période de l'occupation de la Citadelle, on observe de nombreuses visites de la part de bienfaiteurs, de journalistes que de personnalités politiques ou religieuses.

La Citadelle dans la presse

La première visite remarquable est celle de Mgr Antoniutti, le légat du

pape, évoqué précédemment, qui travaille au rapatriement des enfants. Quand il arrive le 28 août 1937, il est accompagné par deux journalistes français. Le premier est Léo London du *Journal*, quotidien conservateur, qui depuis le début des années trente prend des positions de plus en plus radicales notamment en soutenant le régime fasciste italien, et le second Jean Thouvenin de *L'intransigeant*, journal de droite¹.

Au courant de l'année 1938, Pierre Dumas, journaliste démocrate chrétien et rédacteur de *La Petite Gironde*, un quotidien régional républicain, effectue un voyage dans le Pays Basque en guerre puis auprès des réfugiés basques. Il visite la Citadelle et y écrit un article. Tous les articles de son périple sont compilés dans un livre publié en 1938 intitulé *Euzkadi: les Basques devant la guerre d'Espagne*². Son article est clairement favorable aux réfugiés car plein de pitié pour ces enfants et d'admiration devant leur attitude face aux dures épreuves qu'ils ont vécues malgré leur jeune âge. Il fait notamment le récit d'une rencontre avec un enfant qui, appelé par le père Unzueta, lui explique qu'il est orphelin car ses parents ont été tués par l'armée franquiste mais que, en bon chrétien, il pardonne à ces criminels.

Le 31 mars 1939, le journaliste Pierre Naychent publie un article dans *La Dépêche du Midi*, quotidien radical, qui fait le récit de sa visite de la Citadelle quelques jours auparavant. Cette fois encore c'est un article très complaisant pour les habitants de la forteresse.

Du reste, d'autres journalistes viennent à la Citadelle car présents lors des visites des différentes personnalités. Les journaux qui sont les plus productifs sur la colonie sont les quotidiens locaux qui possèdent leur propre correspondant sur place, comme *La Gazette de Biarritz* ou *La presse du Sud-Ouest*.

Par ailleurs, on peut aussi noter de la part de certains journaux l'absence totale d'évocation du cas des enfants réfugiés et notamment de la Citadelle. Nous l'avons remarqué après une recherche exhaustive dans tous les journaux locaux et la majorité des régionaux. Nous avons par exemple, l'hebdomadaire rédigé en langue basque, *Eskualduna*. De par la langue qu'il utilise, son public se trouve exclusivement au Pays Basque français tout en excluant la côte basque, car la population y est majoritairement francophone, et la Soule car le basque qui y est

¹ *La Gazette de Biarritz*, 02/09/1937.

² DUMAS Pierre, *Euzkadi: les Basques devant la guerre d'Espagne*, Paris, Éditions de l'Aube, 1938.

utilisé varie fortement. Son format se base sur trois pages d'actualités nationales et internationales puis trois autres sur les nouvelles locales. De plus, ce titre fut créé par un prêtre et plusieurs d'entre eux participent activement à l'édition mais sa ligne éditoriale est fortement ancrée à droite et soutient les fascistes. Au début de ce conflit il multiplie les articles sur « l'erreur » des nationalistes basques qui ont pris le parti de la République¹. Le seul article qu'il publie à propos des enfants dénonce les émeutes que ceux-ci ont engendrées au moment de l'annonce de la chute de Bilbo, à Paris et Southampton. D'autre part, il met en doute le fait qu'ils soient vraiment Basques : « à mon avis pas plus de deux sur dix ne savent un mot de basque »². La Citadelle n'est donc pas évoquée mais on fait référence et on dénonce la présence des enfants en Pays Basque français.

Les membres du haut clergé

Nous avons vu précédemment qu'une partie du clergé français s'est engagée pour l'accueil des enfants. Ils effectuent donc des visites aux différents lieux d'accueil de ces réfugiés. Le 12 Juillet 1937, Mgr Houbaut, évêque de Bayonne, visite la Citadelle moins d'un mois après l'arrivée des pensionnaires. Cette visite est hautement symbolique car s'étant déjà fait remarquer par le soutien apporté aux réfugiés, il vient directement auprès de ceux qui se trouvent dans son diocèse. Il répète et confirme alors sa volonté d'aider les nouveaux arrivés en tant que président du CBSR. Par ailleurs, le déplacement d'un évêque étant toujours un événement pour ses ouailles, c'est aussi un moyen de leur faire passer le message suivant : non ce ne sont pas de dangereux « rouges », ce sont des catholiques comme vous. Cette visite est d'ailleurs relayée par le correspondant de *La Presse du Sud-Ouest*³. Il faut souligner que cet article est quelque peu exceptionnel car c'est un journal régional qui prend clairement parti pour les nationalistes espagnols et dont l'auteur écrit très peu de lignes sur le refuge contrairement au correspondant de *La Gazette de Biarritz*.

Le 19 février 1938, c'est Joseph Ernest Van Roey, archevêque de Mâlines en Belgique, qui envoie son représentant visiter la colonie⁴. Ce prélat déjà engagé

1 *Eskualduna*, 03/09/1937.

2 *Ibidem*.

3 *La Presse du Sud Ouest*, 13/07/1937.

4 Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA ... *op. cit.*, p.47.

dans l'accueil des enfants en Belgique, porte ainsi son soutien aux autres colonies.

Visites de personnalités

D'autre part, le gouvernement basque qui désire faire de cette colonie un modèle et un exemple de la capacité des Basques à agir, même en exil, visite plusieurs fois l'établissement. En février 1938, c'est le conseiller des finances et de la santé, Eliodoro de la Torre, dont l'établissement dépend, qui vient à l'occasion de la cérémonie de la première communion. D'ailleurs sa présence dans de nombreuses photographies avec des tenues différentes nous fait penser qu'il s'y rend fréquemment. Les images suivantes illustrent parfaitement cette idée¹ :



Photographie n°43 : Eliodoro de la Torre est à gauche en costume cravate noir et un béret.

¹ Il apparaît aussi dans des photographies ajoutés précédemment tel que celles des communions et de l'équipe de foot.



Photographie n°37 : Eliodoro de la Torre au centre en costume rayé.

Le 17 avril 1938, c'est le président basque José Antonio Aguirre et deux de ses conseillers qui visitent la Citadelle alors qu'ils siègent à ce moment là à Barcelone. Domeka Elezkano se souvient que c'était pour l'*Aberrri Eguna*¹. Kepa Larrea aussi se rappelle que le *Lehendakari* assista à une représentation de danse puis qu'il visita les ateliers de pratiques et que les enfants purent lui montrer leurs créations². Le conseiller de la justice et de la culture, Jesus Maria Leizaola aussi vint à la Colonie comme nous l'atteste cette photographie :

1 Jour de la patrie, fête nationale des Basques.

2 Archives de la fondation Sabino Arana, fonds de l'exil de 1937, Témoignage de Kepa Larrea Garai, enfant hébergé à la Citadelle (date inconnue).



Photographie n°9 : Cette image montre un homme en costume avec un chapeau au milieu de la cour de la Citadelle, l'homme regarde l'appareil photo et semble poser. Dans le second plan on voit des enfants qui le regardent de façon assez curieuse puis au troisième plan d'autres enfants qui jouent ou qui sont assis dans la cour. L'homme est identifié par Domeka Elezkano et Jon Ajuria lors de nos entretiens comme étant le conseiller de la justice et de la culture du gouvernement basque Jesus Maria Leizaola.

Enfin, une dernière visite notable est celle, le 17 février 1938, de Policarpo Larrañaga représentant des Basques d'Uruguay, qui vient offrir des vêtements. Cette visite fait écho à la politique du gouvernement basque. Celui-ci dès le début de son exil met en place une politique pour mobiliser la diaspora basque qui est notamment très importante aux Amériques. Il fait appel aux dons de ses ressortissants dont une partie a fait fortune, à l'image de Manuel Intxausti. En effet, le gouvernement basque n'a plus aucune source de revenus et sa politique nécessite des financements supplémentaires. Policarpo Larrañaga n'apporte pas d'argent mais il vient constater sur place et visite l'établissement alors qu'il aurait pu simplement envoyer les vêtements. Il se fait donc le relais de la politique du gouvernement basque car son retour s'accompagnera certainement d'un compte-rendu aux Basques d'Uruguay. Mais là encore, ce n'est qu'une hypothèse car aucune source ne le confirme.

Malgré quelques visites notables, celles dont nous avons connaissance ne

montrent pas une très grande fréquentation de la colonie et donc, l'objectif de faire de la Citadelle une vitrine du gouvernement basque n'aura pas été vraiment atteint.

V/ La Citadelle et la mémoire de l'exil

Quand la colonie quitte la forteresse au profit de l'armée française qui prépare un nouveau conflit mondial, l'histoire ne s'arrête pas là. Il est intéressant de savoir ce que sont devenus ces enfants, leur encadrement, comment ils ont entretenu une mémoire de cet épisode ô combien important de leur vie et ce qu'est devenue la Citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Le devenir de la Citadelle

Comme nous l'avons dit précédemment les militaires occupent la Citadelle à partir du 15 mai 1939¹. La fortification sert de garnison mais surtout de poste de surveillance de la frontière espagnole qui pourrait devenir un point d'attaque pour les Allemands. Mais le plus gros des troupes quitte les environs pour le front quand aux mois de mai et avril 1940 la situation se dégrade. Cependant les Allemands sont encore loin quand est signé l'armistice. Lors de la partition de la France entre zone occupée et zone non occupée, la cité navarraise se trouve dans la première à quelques kilomètres seulement de la ligne de démarcation. Les premiers Allemands arrivent le 29 juin 1940 mais préfèrent s'installer en ville et dans des maisons individuelles plutôt qu'à la Citadelle. Cependant ils lui trouvent rapidement une utilité car elle devient une prison². Elle servit à détenir notamment les personnes interpellées alors qu'elles tentaient de traverser la frontière et elles furent nombreuses car accéder à l'Espagne permettait de parvenir en l'Afrique du Nord ou en l'Angleterre. A la fin de la guerre elle est de nouveau laissée à l'abandon et à la charge de la commune. En 1963 elle reprend vie. Cette année-là elle est classée Monument Historique et largement restaurée. En même temps un autre projet qui reprend une idée plus ancienne se met en place et se concrétise en

1 Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939.

2 ETXARREN-LOHIGORRI Jean-Baptiste, Un drôle de temps... Souvenirs d'enfance et de jeunesse au Pays Basque, Bayonne, Iru errege, 2015.

1965. Après de longs travaux et des adaptations nécessaires, la Citadelle devient un Collège de l'Education Nationale¹. En effet près de 30 ans après une première occupation de cette bâtisse militaire par des enfants, d'autres mineurs investissent à nouveau les lieux et ainsi s'achève un long processus de démilitarisation de ce site dépassé par l'évolution des avancées technologiques et stratégiques.

Les associations des enfants réfugiés

A la fin du franquisme, en 1978, la mémoire de ceux qu'on appelle les « enfants de la guerre » refait son apparition après un long processus. Déjà le jeune Gregorio Arrien avait travaillé le sujet d'une façon détournée à travers le prisme du modèle des écoles basques avant la guerre puis durant l'exil. En 1982, le journal *Deia* et la revue spécialisée *Kimu* s'intéressent à la question et publient plusieurs articles. En septembre 1982, suite à l'intérêt qui leur est porté, plusieurs enseignantes et du personnel de l'époque se retrouvent à Euba, un quartier d'Amorebieta en Biscaye. A la suite de cette rencontre, ils décident que leur histoire et que leur travail doivent être reconnus car ils ont été les précurseurs de l'enseignement en Basque. A la suite de cette mobilisation, le 2 juin 1982 toujours à Euba, dans l'Ikastola² Lauaxeta une cérémonie est organisée pour rendre hommage à ces enseignants et enseignantes. Mais la célébration est ouverte à tous ceux qui ont aidé les enfants dans l'exil (auxiliaires, médecins, infirmières...). Au final, un millier de personnes s'y rassemblent dont 800 qui n'étaient autres que des enfants qui avaient été envoyés en exil³. Durant cette célébration une cinquantaine d'*andereños* reçoivent une médaille de la part de l'ancien *Lehendakari* du gouvernement basque en exil, Jesus Maria Leizaola. Y participent aussi plusieurs personnalités du gouvernement autonome basque affiliés au PNV ainsi que le maire de Bilbao, Jon Castañares, lui aussi du PNV, qui fut un enfant réfugié de 1937 en Angleterre. Le lendemain, toute la presse locale et régionale parle de cette cérémonie et l'histoire de cette évacuation connaît un véritable regain d'intérêt. Le mois suivant, le travail d'étude de Gregorio Arrien

1 ZUAZNABAR-INDA Alain, *La Citadelle: épisode 3*, <http://saintjeanpeddeport-blog.com/la-citadelle-episode-3/>, consulté le 8 juillet 2015.

2 Ikastola = Ecole dans laquelle on enseigne en langue basque.

3 ARRIEN Gregorio, *Erbesteratuen oroimenak, Memoria kolektiboko erakunde eta ekimenak, 1982-2012*, Bilbao, Ed. Departamento de Cultura de la Diputacion Foral de Bizkaia, 2013, p. 20.

est publié¹.

En 1986, pour le 50.ème anniversaire de la Guerre Civile naît l'association *Asociacion de Niños Evacuados el 37- 37an Erbesteratutako Haurren Elkartea*². Cette création est la suite d'un processus de plusieurs mois durant lequel plusieurs enfants de l'époque s'étaient retrouvés avec l'objectif de réaliser une grande commémoration pour les cinquante ans de leur évacuation puis pour travailler à plus long terme sur la mémoire de l'exil des enfants. A la suite de sa création, les anciens enfants sont contactés et certains adhèrent à l'association. En octobre 1986 ils sont déjà 655 dont certains vivent encore en Grande-Bretagne ou en France³. L'association est publiquement présentée à la presse à Bilbao le 31 octobre 1986. Des centaines d'enfants de l'époque sont présents à cette conférence de presse tout comme Jesus Maria Leizaola qui montre ainsi son attachement à cette partie de l'Histoire . Cette présentation se fera également à Saint-Sébastien et à Vitoria-Gasteiz. L'objectif est double: être présent dans les médias pour faire connaître la question des enfants réfugiés mais aussi encourager les enfants de l'époque à adhérer à l'association. L'objectif semble atteint car à la fin de la première année, ils sont plus de 2 000 membres. Durant les premiers mois, ils organisent des conférences dans tout le Pays Basque avec des historiens, des journalistes et des écrivains. Le grand rassemblement commémoratif du 50 ème anniversaire est prévu pour le 24 mai 1987 et est organisé toujours à Euba. Le 19 mai 1987 une centaine d'anciens réfugiés arrivent de l'étranger pour assister à la commémoration. Ils sont reçus par les membres de l'association et le lendemain à Ajuria Enea la résidence officielle du *Lehendakari* Andarza, affilié au PNV. Le jour de la commémoration plus de 2 000 personnes participent au programme de la journée qui est le suivant :

- 10h30 accueil à Euba
- 11h00 messe et hommage à ceux qui sont décédés.
- 12h00 meeting
- 14h00 repas.

1 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983.

2 L'association des enfants évacués en 37.

3 ARRIEN Gregorio, *Erbesteratuen oroimenak... Op. cit., p. 38.*

Le succès fut tel qu'ils durent refuser du monde au repas⁴. Mais cette journée n'étant pas une fin en soi, l'association continue à œuvrer de plus belle. Durant l'automne 1987, le groupe organise deux voyages pour ses adhérents : un en Grande-Bretagne et l'autre en Belgique. 146 personnes participent au premier et 48 au second. L'objectif de ces voyages est de retourner sur les lieux de leur exil et à chaque fois ils sont accueillis par des officiels (le maire de Southampton, le ministre belge de l'immigration...).

Par ailleurs, l'association édite plusieurs livres sur le sujet des réfugiés de 1937. En 1988, *Niños vascos evacuados en 1937*² un recueil de plus de 600 photos des enfants évacués qui retrace leur périple et les différentes colonies. En 1991, un autre travail de Gregorio Arrien, *Niños vascos evacuados a Gran Bretaña (1936-1940)*³. Enfin en 1998 apparaît la dernière publication de l'association écrite par Jesus Alonso Carballes, *1937 : Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil*⁴. Ce livre est issu de la thèse de Carballes. C'est à ce jour le travail le plus important et le plus complet concernant le sujet des enfants basques réfugiés.

En outre, de 1987 à 2012, l'association organise fréquemment des expositions, des commémorations et des voyages vers les anciens lieux de la colonie et notamment à Saint-Jean-Pied-de-Port en 1997. Ces voyages sont fréquents et parfois ils dépassent le cadre du voyage commémoratif. Elle rend aussi hommage à ses membres les plus importants tel que Kepa Larrea qui est un fondateur puis évidemment Gregorio Arrien qui n'a cessé d'œuvrer pour leur mémoire. De plus, depuis sa création, l'association est fréquemment conviée à des cérémonies dans des mairies, ou par les institutions provinciales ou régionales. En 2006, à l'occasion de la commémoration de l'évacuation, tous les enfants de l'époque sont conviés à la résidence du *Lehendakari* et environ 400 personnes participent à cette cérémonie.

Pour pouvoir fonctionner l'association compte sur l'appui des institutions locales, provinciales et régionales car l'organisation de tous ces événements et de ces

4 ARRIEN Gregorio, *Erbesteratuen oroimenak... Op. cit., p. 62.*

2 ARRIEN Gregorio, *Niños vascos evacuados en 1937 (album Historico)*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1988.

3 ARRIEN Gregorio, *Niños vascos evacuados a Gran Bretaña (1936-1940)*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1991.

4 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., *1937 : Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998.

publications nécessite des fonds importants que les cotisations annuelles ne peuvent couvrir. Les aides ne manquent pas mais tout de même en 1993 ils décident la création d'une nouvelle association qui pourrait permettre de percevoir davantage de soutiens financiers mais aussi de sensibiliser plus de personnes en s'ouvrant à tous les exilés de la Guerre Civile. Cette association se nomme *Asociacion Jubilados Evacuados de la Guerra Civil*¹. Pendant deux ans, les deux associations sont enregistrées au même siège social mais à partir de 1995 des divergences entraînent une séparation. Les raisons de cette séparation sont encore floues. Jokin Etxebarria parle de divergences politiques² tandis que pour Gregorio Arrien, ce sont des « différences qui existaient entre elles tant par rapport au mode de fonctionnement que par rapport aux décisions »³ qui ont entraîné la séparation. Quoi qu'il en soit, à partir de cette date, elles organisent chacune leurs propres événements mais se rejoignent tout de même pour les dates les plus importantes. C'est le cas lors des commémorations d'Amorebieta et de Santurtzi en 2012 à l'occasion du 75.ème anniversaire de l'évacuation. Ces cérémonies sont les dernières des deux associations qui annoncent durant la même année leur dissolution. Pour le président de l'*Asociacion de Niños Evacuados el 37*, Enrique Urquijo, le constat est simple, « le nombre de membres a chuté à 400 pour des raisons logiques ». Donc le bureau décide la dissolution et organise un repas d'adieu le 11 décembre 2012. L'autre association avait fait de même le 12 octobre 2012.

Il faut noter que l'aspect politique de ces associations n'est pas négligeable. On remarque qu'elles sont fortement soutenues par les institutions locales, provinciales et régionales qui leur réservent un accueil officiel et leur accordent des subventions. La raison en est simple, chacune de ces institutions est dirigée par le PNV car celui-ci, avec la transition démocratique, est devenu le premier parti en Euskadi. Or, étant le parti qui avait organisé l'évacuation de ces milliers d'enfants et de civils pour les sauver de la guerre, il n'hésite pas à mettre en avant cet épisode glorieux de son Histoire.

Dans les années qui suivent la fin du franquisme, une autre association voit

1 Association des Retraités Évacués de la Guerre Civile.

2 Entretien avec Jokin Etxebarria 07/02/2014, Louhoussoa.

3 “Bai jardunbideen aldetik, bai hartu beharreko erbakietan, bien artean zeuden berezitasunak ikusita, banatu egin ziren”. ARRIEN Gregorio, *Erbesteratuen oroimenak...* *Op. cit.*, p. 106.

le jour. Cette association regroupe seulement les enfants qui furent évacués à la Citadelle et se nomme "Zitadelako lagunak – Los amigos de la Citadelle"¹. Son but est de garder le lien entre ces gens qui ont partagé des moments forts dans leur enfance. J'ai pu rencontrer Domeka Elezkano et Jon Ajuria qui furent parmi les fondateurs. Pour Domeka cette association n'a jamais eu pour vocation de regrouper tous les enfants qui étaient passés par la colonie mais seulement de maintenir le lien entre des personnes qui s'y sont liés d'amitiés². Ainsi l'organisation n'a jamais regroupé plus de quarante anciens de la colonie mais en même temps, elle accepte comme membre les compagnons et les compagnes de ceux-ci. Ils organisent au fil des années plusieurs excursions à la Citadelle mais aussi à d'autres endroits tel que l'Andalousie comme le ferait un club du troisième âge. Mais le principal rendez-vous annuel depuis quarante ans reste le jour de la Fête-Dieu. Ce jour là, tous les membres de l'association se retrouvent à Bilbao pour célébrer un messe en hommage à tous les disparus qui ont vécu à la colonie puis ils partagent un repas convivial, en général au *batzoki*³ de Bilbao. Les fondateurs ne considèrent pas leur association comme parallèle aux deux autres car beaucoup de ses membres y sont également adhérents . Pour Jon Ajuria « Los niños de 37 , a fait un bon travail mais ils n'ont pas les mêmes objectifs ». L'association fonctionne encore, même s'ils reconnaissent que ces dernières années elle connaît une forte baisse de fréquentation directement imputée aux décès.

Donc cette association se démarque des deux autres car elle a surtout comme objectif de permettre à ses membres de se retrouver et elle ne travaille pas sur la mémoire de l'exil. Cependant le fait que leur repas annuel se déroule dans un *batzoki* et que j'ai rencontré deux de ces membres dans ce même lieu, qu'ils fréquentent quotidiennement, ne laisse que très peu de doutes quand à leur sensibilité politique et leur attachement au PNV.

Le projet de la classe du collège de la Citadelle

En septembre 2005, à l'approche du 70ème anniversaire du début de la Guerre

1 Les amis de la Citadelle en Basque et en Espagnol.

2 Témoignage de Domeka Elezkano, garçon qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao.

3 Nom des sièges du PNV qui disposent la plus part du temps d'une partie restaurant ou bar.

d'Espagne et de celui de l'arrivée des enfants, Denise Olhagaray lance un projet pédagogique sur ce thème. Mme Olhagaray est enseignante d'éducation musicale au collège la Citadelle et au collège Jean Pujol de Saint-Etienne-de-Baigorry.

Les objectifs de son projet sont les suivants :

- Connaître l'Histoire de la Guerre Civile espagnole et plus particulièrement celle du bombardement de Gernika et de l'exil des enfants à la Citadelle
- Travailler les références culturelles et musicales des élèves
- Pratiquer la danse et le chant.

Ce projet s'étend sur toute l'année scolaire 2005/2006 et la coordinatrice y intègre les élèves des ateliers artistiques des deux établissements où elle enseigne. Ainsi elle démarre son projet avec 66 élèves (23 de la Citadelle et 13 de Jean Pujol qui sont en troisième et 30 de la Citadelle qui sont en 6^{ème}/5^{ème}). Pendant toute l'année les élèves participent à des ateliers de danses et de chants avec des professionnels, apprennent à connaître des poètes basques de l'époque ainsi que des chants. D'autre part, ils débute une correspondance avec des anciens occupants par le biais de l'association *Zitadelako lagunak* et trois d'entre eux y reviennent pour rencontrer les élèves. A cette occasion, les adolescents réalisent un documentaire au cours duquel ils les interviewent puis font ensemble une visite de la forteresse. Puis en mars 2006, les élèves de 4^{ème}/3^{ème} participant au projet partent en voyage culturel pendant trois jours à Zornotza (Biscaye). Durant cette sortie ils rencontrent Jon Maya, un célèbre danseur basque, puis la compagnie professionnelle de danse contemporaine Kukai qui prépare un spectacle sur le thème de la Guerre Civile et qui leur apprend une danse. Le lendemain, ils visitent Gernika et son musée de la paix avec Ramon Berrojalbiz, un témoin oculaire du bombardement.

Le projet se termine les 18, 19 et 20 mai 2006 avec la mise en place d'une exposition et un spectacle à la Citadelle. L'exposition bilingue (français-basque) sur la Guerre d'Espagne, le bombardement de Gernika et les enfants exilés à la Citadelle a été réalisée par les élèves du projet avec l'aide d'autres élèves des collèges de Mauléon et Saint-Palais. Le 19 mai 2006, une vingtaine de membres de l'association *Zitadelako lagunak* viennent à la Citadelle pour assister au spectacle. Celui-ci se déroule en deux parties : dans un premier temps, les élèves exécutent un ballet de danse contemporaine sur le thème des enfants exilés puis

dans un second temps, c'est la compagnie Kukai qui donne son spectacle *Gogoaren bidezidorretatik*¹. La soirée se termine alors avec un chant en commun entre les élèves et les membres de l'association *Zitadelako lagunak*. Pour Denise Olhagaray ce fut une véritable réussite. La dernière soirée fut riche en émotion tout comme pour Domeka Elezcano et Jon Ajuria. D'ailleurs le projet reçoit un prix ainsi qu'un chèque de la part de la région Aquitaine pour son travail remis par l'anthropologue Pierre Bidart.

Face au succès, son projet qui est initialement prévu pour ne durer qu'un an se prolonge un an de plus.

Lors de la seconde année du projet 1937, le nombre d'élèves participants augmente fortement. Vingt-deux élèves de l'année précédente y reprennent part ainsi que les chorales et les ateliers artistiques des collèges La Citadelle et Jean Pujo, avec un total de 100 élèves.

Pendant toute l'année ils poursuivent le travail d'étude historique et artistique débuté l'année précédente et entament une correspondance avec les membres de la chorale *Gaudeamus* de Gernika avec pour objectif de réaliser un spectacle en commun. En plus du travail d'étude habituel, Denise Olhagaray organise pendant l'année 4 journées pour que les élèves travaillent différentes thématiques. En octobre 2007, ils effectuent deux jours de stage musical et en janvier ils vont visiter le camps de Gurs et travaillent sur une création à partir du site pendant deux jours. Pendant les vacances scolaires de la Toussaint et de Pâques ils se retrouvent aussi pour retravailler le spectacle de danse de l'année précédente.

Le week-end du 31 mars 2007, les jeunes de la chorale *Gaudeamus* viennent en visite et tous ensemble ils effectuent leur premier concert en l'église de Saint Étienne de Baigorry. Puis les 27 et 28 avril 2007, c'est à dire le lendemain du 70^{ème} anniversaire du bombardement de Gernika, ce sont les élèves du projet qui se rendent dans la ville sacrée des Basques pour rencontrer à nouveau la chorale locale. Le premier soir, les deux chorales font chacune leur représentation suivie de celle des jeunes danseurs. Le spectacle se termine par un chant en commun puis par un autre avec les membres de *Zitadelako lagunak*. Le lendemain ils visitent le musée de la paix puis les élèves de l'atelier artistique donnent un spectacle en plein air devant la sculpture *Gernika* de Chilida. Le projet se termine en juin 2007 avec la réalisation par les élèves d'un DVD racontant le

¹ Les chemins de la mémoire.

déroulement de toute l'opération.

Pour la deuxième année, le projet a reçu le soutien financier de la mairie de Gernika qui a pris en charge une partie des frais.

Nous voyons donc ici comment, à travers le travail de Denise Olhagaray, près de 70 ans après, le souvenir de la présence des petits réfugiés reste vif. Ces deux années de projet ont permis de donner un nouvel élan à la mémoire historique ainsi qu'une nouvelle visibilité pour ce pan de l'Histoire assez ignoré par les basques. Même si l'exil des enfants n'est pas le thème principal de la deuxième année du projet, la reconduction du ballet racontant l'Histoire des enfants réfugiés et la présence de ceux-ci au spectacle de Gernika montre qu'il a été le fil rouge. Par ailleurs, la présence de *Zitadelako lagunak* dans le projet montre que, malgré le fait que ce soit une association qui n'a pas d'objectif mémoriel, ils n'hésitent pas à s'engager dans un projet qui les concerne directement.

Ainsi, après diverses fonctions imputées aux remous de l'Histoire, la Citadelle est devenue un collège accueillant de nouveau des enfants depuis les années 60. La mémoire du passage des enfants a connu un fort regain à partir des années 70 grâce à des associations d'anciens réfugiés œuvrant contre l'oubli. Mais depuis les années 2000, ce cycle prend fin car les enfants disparaissent. Cependant des projets artistiques tel que celui du collège de la Citadelle en 2006 et 2007 permettent de donner un nouveau souffle à la mémoire. Nous pouvons donc dire que la mémoire de l'exil des enfants pendant la Guerre Civile espagnole a tendance à être moins vive car elle a du mal à passer l'étape de la disparition de ses acteurs. Cependant on ne peut pas dire qu'elle tombe dans l'oubli alors que l'on s'approche de son 80ème anniversaire.

La Citadelle est donc une colonie aux caractéristiques qui la différencient des autres colonies. Son système scolaire est dans l'esprit des premières écoles basques mais tente aussi de lui apporter son lot d'innovations. La religion, la langue basque et la culture basque y ont une grande place et ont une certaine influence sur la population locale. Enfin, le gouvernement basque a voulu en faire un exemple mais nos investigations n'ont pas montré un véritable engouement

autour de ce lieu hormis de la part de gens qui lui sont favorables et qui veulent lui afficher leur soutien. Mais il est important de souligner qu'à la fin du franquisme la mémoire de cet exil a suscité un véritable engouement de la part des protagonistes eux mêmes. Là aussi, la Citadelle se démarque par une association d'anciens réfugiés qui lui est propre et qui n'existe, à notre connaissance, pour aucune autre colonie.

Conclusion

Les enfants qui arrivent à la Citadelle en juin 1937 sont des enfants qui ont, en grande majorité entre 4 et 14 ans. Leurs parents sont de classes moyennes et modestes. Une partie d'entre eux sont politiquement actifs et/ou luttent contre les rebelles mais il y a aussi des parents non politisés et certains qui sont même favorables aux fascistes. Mais tous craignent les bombardements et le blocus maritime qui affame la population et décident d'envoyer leurs enfants à l'abri dans un autre pays. Les enfants sont originaires, pour la plupart, de Bilbao et de ses proches environs mais on remarque aussi la présence d'enfants de Guipuscoa et de quelques rares enfants issus du reste de l'Espagne. Pour le nombre d'enfants qui a vécu à la Citadelle celui de mille n'est pas encore prouvé. Cependant il ne faut pas le limiter aux six cents enfants arrivés durant l'été 1937. En effet, il y a eu pendant deux ans de fréquentes arrivées de groupes ou d'enfants seuls ce qui nous pousse à voir les chiffres à la hausse. Avant d'arriver à Saint-Jean-Pied-de-Port, le premier et principal groupe d'enfants et son encadrement ont vécu un véritable périple. Ils sont dans un premier temps transférés de Bilbao à Santander par train puis à La Pallice par bateau et enfin à la Citadelle de nouveau par train. Leur accueil dans cette forteresse a été organisé par le gouvernement basque qui avait la volonté de créer une grande colonie qui serait sous sa tutelle. L'objectif est humanitaire mais surtout politique. Le PNV ne veut pas laisser les enfants entre les mains des franquistes mais ne veut pas pour autant les confier à des organisations de gauche. Il décide donc de créer son propre système de colonie pour que les enfants restent ou deviennent de « vrais » Basques pour que dans le futur ils reprennent la lutte. Mais ceci n'aurait pas été possible sans la mobilisation en France des mouvements de gauche mais surtout d'une partie de l'Eglise catholique qui a agi par compassion mais aussi par sympathie pour les Basques. Enfin, il faut noter la mobilisation des Basques, ayant déjà fui leur pays en guerre, par le biais d'œuvres de bienfaisance, comme le fit Manuel Intxausti. Mais la présence sur le sol français des ces réfugiés a été largement conditionné par la situation politique en France. En effet, si dans un premier temps les autorités françaises soutenaient cette arrivée, les changements de gouvernement ont entraîné une modification de cette position. On l'a notamment vu avec la suppression par le gouvernement de Daladier de la subvention aux colonies et le

renvoi progressif des hommes en Espagne.

Durant les un an et dix mois d'existence de la colonie, les adultes qui ont encadré les enfants ont fait leur maximum pour qu'ils vivent dans les meilleures conditions possibles. Il faut rappeler qu'à leur arrivée, la Citadelle était à l'abandon depuis près de quinze ans et que sa dernière véritable fonction fut celle de prison. Durant toute la durée de leur occupation des lieux, ils ont donc procédé à des travaux de réfection. L'organisation interne a été proche de celle d'un pensionnat avec un système scolaire qui lui était propre. Les conditions de vie n'étaient pas des meilleures à cause de la vétusté des lieux et des difficultés de financement. Les conditions d'hygiène même si elles étaient acceptables n'étaient pas toujours bonnes et constamment des mesures fortes étaient nécessaires pour y remédier. La nourriture, composée surtout de féculents et de légumineuses était non seulement monotone mais aussi source de carences. Dans le souvenir des enfants de l'époque, cette période fut difficile à cause de l'éloignement parental et environnemental qui fut brutal. Toutefois, ceux qui ont témoigné en gardent un bon souvenir car ce fut un intermède de paix et de joie dans une période marquée par la guerre puis par la dictature.

La colonie de la Citadelle n'a pas été un simple abri pour des enfants réfugiés de la guerre car elle avait des caractéristiques assez particulières. Elle a abrité un système éducatif innovant basé sur le modèle des écoles basques du début des années 1930. Ce système privilégiait l'éveil de l'esprit, de réflexion et de déduction de l'enfant. Il mit aussi en place des cours pour apprendre des notions dans divers métiers pour les plus grands. La langue basque y avait une place privilégiée car tout était mis en œuvre pour encourager son utilisation. D'autre part, la danse et la musique basques y étaient aussi enseignées. La colonie a d'ailleurs abrité à ses débuts le groupe de danse basque Elai alai qui par la suite, a effectué une tournée internationale au nom du gouvernement basque. Puis la Citadelle a eu son propre groupe qui a effectué de multiples représentations dans cette région. D'ailleurs ce passage a laissé une empreinte assez forte et beaucoup des groupes locaux s'en sont inspirés et ont repris leurs danses. La religion aussi avait dans ce lieu une grande importance. Il abritait une chapelle dans laquelle tous les jours il y avait deux messes célébrées par trois prêtres. Les enfants étaient presque tous catholiques et certains y ont fait leur première communion. Ils y organisaient aussi des fêtes en l'honneur de certains saints. Enfin le gouvernement

basque dans une optique de propagande avait la volonté de médiatiser ce lieu. Le but était de montrer la capacité du gouvernement basque à agir et à prendre soin de ses enfants. Or, malgré des visites de journalistes et de certaines personnalités celles-ci n'étaient pas aussi fréquentes que voulues et donc le but recherché pas atteint.

Le 21 avril 1939, la colonie ferme définitivement ses portes car la forteresse est réquisitionnée par l'armée française. Cependant cette fermeture et l'évacuation ne se sont pas faites brutalement. L'évacuation en elle même débute durant l'hiver 1938 quand la commune de Saint-Jean-Pied-de-Port, propriétaire des lieux, signe un contrat avec l'armée qui veut y poster des hommes. Durant plusieurs mois, des groupes d'enfants quittent la colonie en direction d'autres colonies dirigées par le gouvernement basque à Poyanne, Armendarits ou encore Cagnotte. Néanmoins, il faut rappeler que des enfants ont quitté la Citadelle rapidement après leur arrivée pendant les deux années car ils furent rappelés par leurs parents pour qu'ils les rejoignent en exil ou pour qu'ils rentrent au pays. Les franquistes aussi ont tenté de rapatrier massivement les enfants en Espagne à des fins politiques. Par le biais du légat du pape, Mgr Antoniutti, le rapatriement de la colonie de la Citadelle devait servir de test mais ce fut un échec qui mis un coup d'arrêt à ces manœuvres.

La colonie de la Citadelle a donc été un lieu pour mettre des enfants à l'abri de la guerre. Mais il a tout de même été politiquement très marqué, tant dans son organisation interne que dans son utilisation à des fins de propagande. Il est le reflet de cette aide humanitaire fortement politisée qui agit tout au long de la Guerre civile espagnole. D'autre part, après son utilisation militaire durant toute la Seconde Guerre mondiale puis une nouvelle phase d'abandon dans les années 1980, la Citadelle est devenue un collège public reprenant ainsi une fonction éducative. A la fin du franquisme, plusieurs associations d'anciens réfugiés se sont créées et elles ont mené un travail remarquable pour que leur histoire ne tombe pas dans l'oubli. De plus, une fois devenus adultes les enfants qui étaient à la Citadelle ont été les seuls à créer leur propre association, *Zitadelako lagunak*. D'ailleurs ces associations ont reçu le soutien sans faille des autorités locales et régionales dirigées par le PNV. Nous pouvons donc dire que le PNV a rempli ses objectifs en gardant dans son giron ces milliers enfants.

Ce mémoire a été conçu dans l'optique d'une l'analyse inédite d'une

colonie d'enfants réfugiés de la guerre civile espagnole, en l'occurrence celle de la Citadelle, mais pas comme une fin en soi. Ce premier travail a nécessité une recontextualisation triple car le sujet touche à l'Histoire du Pays Basque, celle de la France mais surtout celle de la Guerre d'Espagne. Le travail que nous avons mené a permis de soulever quelques nouveautés dans la thématique. Il y a tout d'abord la possibilité que les enfants aient pu être regroupés par village d'origine avant l'évacuation et donc dans les colonies. On a aussi remarqué que les transferts d'enfants d'une colonie à une autre étaient fréquents du fait de fermetures (ex : Berck Plage) mais aussi d'ouvertures (Armendarits). Le nombre de colonies avancé par les autres chercheurs est à prendre avec plus de prudence car toutes n'ont pas fonctionné en même temps. Donc, le comptage du nombre d'enfants réfugiés peut être faussé par ces mouvements. Finalement nous avons aussi pu démontrer que la colonie a eu une véritable influence culturelle sur sa région d'accueil. Cet échange a été facilité par le fait qu'il ait eu lieu entre Basques. Néanmoins, l'exemple du football nous permet de penser qu'il a pu être de même avec d'autres colonies dans d'autres régions de France. Cette nouvelle approche de la thématique des enfants réfugiés de la Guerre civile espagnole a permis d'aborder le sujet de façon assez inédite. Ainsi nous pensons avoir donné un nouveau souffle à un sujet qui a été peu étudié par la communauté scientifique en France. Par ailleurs, durant ces deux années de recherches nous avons réalisé qu'il y avait une véritable demande sociale et de l'intérêt pour cette thématique. La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port nous a proposé de faire une conférence sur le sujet et l'association des Amis de la vieille Navarre nous a proposé d'écrire un article dans leur publication annuelle. Ce sujet touche à la sensibilité des gens car il traite du destin de centaines d'enfants innocents. Dans l'autre versant des Pyrénées aussi, cette thématique intéresse énormément depuis que ces « enfants » ont commencé à raconter leur histoire et à mettre en avant cet épisode méconnu de la guerre. Cependant il reste en Espagne un réel malaise autour de l'héritage de cette guerre et sa mémoire est souvent politisée. Néanmoins aujourd'hui, dans aucune synthèse de la Guerre d'Espagne il ne manque l'évacuation massive des enfants.

Même si nous pensons avoir étudié la colonie de la Citadelle sous toutes ses coutures et avoir donné toutes les informations pour comprendre son histoire,

son fonctionnement et son importance dans le système des colonies du gouvernement basque, il reste néanmoins beaucoup de pistes à explorer. Par exemple nous avons constaté dans des documents du gouvernement d'Euzkadi et dans les témoignages des gens que nous avons rencontré qu'il y avait un certain nombre de réfugiés basques qui vivaient à Saint-Jean-Pied-de-Port pendant la période de la Guerre Civile. Ces gens étaient seuls ou en famille, tandis qu'une douzaine d'enfants étaient scolarisés au collège privé Mayorga. Nous ne savons pas si leur présence est un hasard ou s'il est lié à la colonie. D'autre part il y a des destins incroyables qui sont à étudier tel que celui du père Unzueta qui reste quand la colonie est démantelée, travaille au collège Mayorga puis remplace, en 1939, les curés partis au front. Quelques années plus tard, à Bilbao, il aidera des Garzatars à rejoindre Londres. Enfin pour rester dans la thématique des colonies je pense qu'il serait à présent intéressant de réaliser une étude comparative avec une autre colonie.

Sources

Presse:

Euzko Deya, de juin 1937 à avril 1939

L'Aube, de mai à juin 1937

L'hebdomadaire Euskalduna, de juin 1937 à avril 1939

La Gazette de Bayonne, de juin 1937 à avril 1939

La Gazette de Biarritz (1937-1939), de juin 1937 à avril 1939

La Petite Gironde, de juin 1937 à avril 1939

La Presse du Sud-Ouest, de juin 1937 à avril 1939

Archives publiques :

Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port :

- Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939

Archives départementales de Pyrénées Atlantiques :

- Fonds de la série M

Archives Historiques d'Euskadi- Archives du gouvernement d'Euzkadi :

- Fond du département de la culture
- Fond de Beyris
- Fond du département du travail
- Fond du département de l'assistance sociale
- Fond du département de la présidence

Archives privées :

Archives de la fondation Sabino Arana :

- Fond de l'exil de 1937

Archives de Denise Olhagaray :

- Correspondance d'élèves avec des anciens enfants réfugiés ayant vécu à la Citadelle

Témoignages :

- Jokin Etxeberria
- Domeka Elezkano
- Jon Ajuria
- Jean-Baptiste Etcharren
- Pierre Harymbat
- Jaques Escande
- Jakes Casaubon
- Marie Carmen Rougier

Dictionnaire historique de la Fondation Euskomedia,

<http://www.euskomedia.org/aunamendi>.

ZUAZNABAR-INDA Alain, *A la découverte de la Citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port: épisode 1*, <http://saintjeanpeddeport-blog.com/la-citadelle-un-chateau-fort/>, consulté le 13 mai 2015.

ZUAZNABAR-INDA Alain, *A la découverte de la Citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port: épisode 2*, <http://saintjeanpeddeport-blog.com/a-la-decouverte-de-la-citadelle-de-saint-jean-pied-de-port-des-le-xviiie-siecle-une-citadelle-bastionnee/>, consulté le 13 mai 2015.

ZUAZNABAR-INDA Alain, *La Citadelle: épisode 3*, <http://saintjeanpeddeport-blog.com/la-citadelle-episode-3/>, consulté le 8 juillet 2015.

Bibliographie

Ouvrages traitant de la Guerre civile espagnole :

CAZAUBON Xavier, *L'arrondissement de Bayonne et la Guerre Civile d'Espagne 1936-1939*, Travail d'étude et de Recherche d'Histoire, Université de Bordeaux III, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 1984-1985

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES ÉVÉNEMENTS DE 1933 À 1945. *Rapport fait au nom de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, Tome 1, Paris, Presses universitaires de France, 1951

DUMAS Pierre, *Euzkadi: les Basques devant la guerre d'Espagne*, Paris, Éditions de l'Aube, 1938

ELGOYHEN Mathieu, *Gernika, La guerre d'Espagne au Pays Basque*, Saint Sébastien, Elkar, 2007

HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tomes 1 et 2, Paris, Laffont, 1967

NUQ Amélie, *La rééducation des jeunes déviants dans les maisons de redressement de l'Espagne franquiste (1939-1975)*, Marseille, Thèse de doctorat à l'Université Aix- Marseille, 2012

WINGEATE Pike, *Les français et la guerre d'Espagne*, Paris, PUF, 1975

Ouvrages sur l'histoire du Pays Basque :

ARBELBIDE Xipri, *Piarres Lafitte, bere bizia*, Saint-Sébastien, éditions Elkar, 1986

BILBAO Isabelle, *Jean Ybarnegaray : Entre « petite patrie et grande patrie »*, Bayonne, Elkar, 2013

ETXARREN-LOHIGORRI Jean-Baptiste, *Un drôle de temps... Souvenirs d'enfance et de jeunesse au Pays Basque*, Bayonne, Iru errege, 2015

GOYHENECHÉ Eugène, *Le Pays Basque*, Pau, Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion, 1979

ITÇAINA Xabier, *Les virtuoses de l'identité : religion et politique en Pays Basque*, Rennes,

Presses universitaires de Rennes, coll. « Sciences des Religions », 2007

JAUREGUIBERRY Francis, *Question nationale et mouvements sociaux en Pays*

Basque, Paris, L'Harmattan, 2007

LARRONDE Jean-Claude, « Eugène Goyhenetche, un militant basque dans les années 30 », *Revista Internacional de los Estudios Vascos*, 1991, n°36, p. 79- 160.

Ouvrages et articles traitant de l'évacuation des enfants d'Espagne à l'étranger :

ALONSO CARBALLÉS Jesús J., *1937 : Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998

ANONIME, *Evacuation et rapatriement du Sanatorium de Gorkiz*, Bilbao, Ed. Diputación Provincial de Vizcaya, 1937

ARRIEN Gregorio, “*El Gobierno Vasco y las evacuaciones de los niños (1936-1937)*”, *Muga*, N°56, pp.62-73, Bilbao, Julio-Agosto 1986

ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983

ARRIEN Gregorio, *Erbesteratuen oroimenak, Memoria kolektiboko erakunde eta ekimenak, 1982-2012*, Bilbao, Ed. Departamento de Cultura de la Diputación Foral de Bizkaia, 2013

ARRIEN Gregorio, *Niños vascos evacuados en 1937 (album Historico)*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1988

ARRIEN Gregorio, *Niños vascos evacuados a Gran Bretaña (1936-1940)*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1991

CAMINO Iñigo, “*El primer Gobierno Vasco, políticos jóvenes y experimentados*”, *Muga*, 1985, n°41, p. 62-79

CASTRESANA Luis, *El otro árbol de Guernica*, Madrid, Prensa española, 1968

JABLONKA Ivan, *Enfants en exil*, Paris, Seuil, 2007

KEREN Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Paris, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2015

KEREN Célia, *Sauver les enfants d'Espagne: l'accueil en France des enfants de la guerre*, Paris, M2 École des Hautes Études des Sciences Sociales, 2008

KEREN Célia, « *Autobiographies of Spanish Refugee Children at the Quaker Home in La Rouvière (France, 1940) : Humanitarian Communication and Children's Writings* », *Les Cahiers de Framespa*, mis en ligne le 12 mai 2010

KEREN Célia, « Négocier l'aide humanitaire : les évacuations d'enfants espagnols vers la France pendant la guerre civile (1936-1939) », *Revue d'Histoire de l'Enfance Irrégulière*, n°14, dossier « Enfances (dé)placées », 2013, p. 167-183

LEGARETTA Dorothy, *The Guernica generation: Basque Refugee Children of the Spanish Civil war*, Nevada, University of Nevada, Reno, 1984

MARQUES Pierre, *Les enfants espagnols réfugiés en France*, Autoédition, 1993

MERCADER Saülo, IRIONDO AURTENETXEA Luis, FERNADEZ VICENTE Angel et alii, *Enfants de la mémoire: trente-deux victimes de la guerre d'Espagne racontent*, Bordeaux, Elytis, 2012

MILZA Pierre, ALTED VIGIL Alicia, ALONSO CARBALLÉS Jesús J. et alii, *Enfants de la guerre civile espagnole: vécus et représentation de la génération née entre 1925 et 1940*, Paris, l'Harmattan, 1999

PRUJA Jean Claude, *La guerre d'Espagne : réfugiés dans les Pyrénées et la côte catalane*, Paris, Alan Sutton, 2009

Ouvrages traitant de personnes ou de groupes ayant vécu à la Citadelle :

AMEZAGA CLARK, *Mirentxu, Nere aita, el exilio vasco en America*, San Sebastián, Ed. Txertoa, 1991

ARANA MARTIJA Jose Antonio, *Elai-Alai: Euskal herriko lehengo koreografi taldea*, Gernika, Gernika kultur elkarte, 1977

LARRONDE Jean-Claude, *Manuel de Ynchausti*, Villefranque, Éditions Bidasoa, 1998

DE OLAETA Lide, *Segundo de Olaeta: Cien años para la cultura Vasca*, Autoédition, 1996

Autres :

GERBOD Paul, « Les rythmes scolaires en France : permanences, résistances et inflexions », *Bibliothèque de l'école des chartes*, 1999, n°157-2, p. 447-477

PIATIER André, « Les prix de détail en France depuis 1914 », *Revue économique*, 1950, n°2, p. 227-231

WIEVIORKA Annette, *L'ère du témoin*, Paris, Hachette, 2013.

INTRODUCTION.....	6
CHAPITRE 1 : DE BILBAO À SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT PRÉPARATIFS ET ÉVACUATION	24
I/ LES ENFANTS D'EUKADI.....	25
<i>Leur origine sociale.....</i>	25
<i>L'âge des enfants</i>	26
<i>Leurs origines géographiques.....</i>	28
<i>Les chiffres.....</i>	30
II/ L'ÉVACUATION.....	33
<i>L'odyssée des enfants</i>	34
<i>Préparatifs de l'évacuation.....</i>	36
III/ LA FRANCE PENDANT LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE.....	40
<i>La situation socio-politique de la France des années 1930.....</i>	41
<i>Le pouvoir politique français et la Guerre civile.....</i>	48
<i>La France et les réfugiés.....</i>	51
IV/ LA MOBILISATION EN FRANCE	57
<i>Les organisations syndicales et politiques.....</i>	57
<i>Une partie de l'Eglise de France se mobilise.....</i>	58
<i>Mobilisation des Basques en France.....</i>	61
V/ LE GOUVERNEMENT D'EUKADI ET LA CITADELLE.....	63
<i>Le gouvernement d'Euzkadi.....</i>	63
<i>Les membres du gouvernement rattachés à la Citadelle.....</i>	64
CHAPITRE 2: LA VIE À LA CITADELLE.....	68
I/ HISTORIQUE DE LA CITADELLE.....	69
<i>Du château médiéval à la Citadelle.....</i>	69
<i>Les différentes fonctions de la citadelle à l'époque contemporaine.....</i>	70
<i>La Citadelle en 1937.....</i>	71
II/ L'ORGANISATION DE LA COLONIE	73
<i>Les classes.....</i>	74
<i>Le personnel.....</i>	75
<i>Les bâtiments.....</i>	80
<i>L'approvisionnement.....</i>	90
<i>Le financement.....</i>	93
III/ LES CONDITIONS DE VIE.....	95
<i>Des soucis d'hygiène</i>	95
<i>Un régime alimentaire monotone.....</i>	99
<i>L'état d'esprit des réfugiés.....</i>	101
IV/ L'ÉVACUATION DU REFUGE.....	103
<i>Le rapatriement.....</i>	103
<i>L'évacuation.....</i>	107
<i>Le retour ou l'exil.....</i>	110
CHAPITRE 3 : UNE COLONIE PARTICULIÈRE.....	113
I/ UN SYSTÈME ÉDUCATIF PARTICULIER.....	114
<i>La continuité des écoles basques.....</i>	114
<i>L'école dans la Citadelle.....</i>	116
<i>La section jeunes.....</i>	118
II/ LA LANGUE ET LA CULTURE BASQUE À LA CITADELLE.....	120
<i>La langue basque et la colonie.....</i>	120
<i>Elai alai.....</i>	122
<i>La danse et les chants basques.....</i>	128
<i>Le Football.....</i>	134
III/ UNE COLONIE PIEUSE.....	136
<i>Vie religieuse.....</i>	137
<i>Les petites communions.....</i>	139
<i>Le culte des saints.....</i>	141
IV/ LA MÉDIATISATION ET LES VISITES DE LA CITADELLE.....	143

<i>La Citadelle dans la presse.....</i>	<i>143</i>
<i>Les membres du haut clergé</i>	<i>145</i>
<i>Visites de personnalités</i>	<i>146</i>
V/ LA CITADELLE ET LA MÉMOIRE DE L'EXIL.....	149
<i>Le devenir de la Citadelle.....</i>	<i>149</i>
<i>Les associations des enfants réfugiés.....</i>	<i>150</i>
<i>Le projet de la classe du collège de la Citadelle.....</i>	<i>154</i>
CONCLUSION.....	159
SOURCES.....	165
BIBLIOGRAPHIE.....	167